

**Régis Cortesero**

**Dans l'ombre de la Ville lumière**  
**Les jeunes des QPV parisiens**

**Rapport pour le compte du Pôle ressources politique de la ville à Paris**

**Janvier 2019**



# Table des matières

Remerciements .....	7
<b>Introduction .....</b>	<b>9</b>
<b>Chapitre 1. Paris terrain d'enquête. Données de cadrage et méthodologie.....</b>	<b>15</b>
1 L'espace des quartiers populaires parisiens : gentrification et polarisation.....	15
2 Deux sites aux caractéristiques contrastées .....	21
3 L'enquête.....	23
3.1 Les groupes de travail.....	23
3.2 Les entretiens .....	24
<b>Chapitre 2. Les jeunes des QPV parisiens et la « question sociale » : Du rejet de la condition ouvrière à celui de la condition salariale ? .....</b>	<b>27</b>
1 La jeunesse des QPV au prisme de la question sociale : données de cadrage et éléments de problématisation .....	27
1.1 Une jeunesse pauvre et scolairement défavorisée .....	27
1.2 Dés-ouvriérisation et pression scolaire .....	30
1.3 La crise de la régulation traditionnellement associée à la conscience de classe ouvrière ...	32
2 Qui sommes-nous ?.....	33
2.1 « Je suis de la classe normale » .....	33
2.2 L'injustice policière : un rapport de force au corps à corps .....	33
2.3 Classements scolaires, distances sociales et croyance méritocratique .....	35
2.3.1 Espace scolaire et distances sociales.....	36
2.3.2 L'école injuste ? Les orientations négatives .....	37
2.3.3 Méritocratie et « motivation » .....	37
2.3.4 De la conflictualité à l'activation .....	38
3 Vivre et passer la jeunesse : mission impossible ? .....	40
3.1 La difficulté d'accéder à l'autonomie et son « amortisseur » familial. ....	40
3.2 Logiques d'insertion : du refus de la condition ouvrière à celle de la condition salariale ? .	42

<b>Chapitre 3. Identités et opportunités territoriales. Les jeunes des quartiers parisiens sont-ils parisiens ?</b> .....	47
1 Le territoire compte ! .....	48
1.1 Le territoire, source d'inégalités .....	49
1.2 La formation des identités par l'espace et le stigmatisme résidentiel .....	49
2 Sommes-nous Parisiens ? .....	52
2.1 Participer aux flux de prestiges et d'opportunités de la capitale.....	52
2.2 « <i>Un quartier, c'est là où il y a pas de monuments</i> » .....	53
2.3 L'identité territoriale à géométrie variable.....	55
3 Un espace approprié : le quartier des jeunes .....	57
3.1 Le quartier-famille contre la ville anonyme .....	57
3.1.1 Contre le stigmatisme, la chaleur d'un entre-soi.....	57
3.1.2 « On a des valeurs ». Un espace autorégulé .....	58
3.2 Identités de quartier.....	59
3.2.1 La culture de la rue.....	60
3.2.2 Des rapports de force entre individus aux « guerres entre quartiers ».....	60
3.3 Un espace menacé : gentrification-normalisation et gentrification-évacuation .....	63
4 L'introuvable « chez soi » .....	66
4.1 Paris, la ville des <i>autres</i> .....	66
4.2 Mobilité récréative vs mobilité instrumentale.....	67
4.3 Le quartier dévore ses enfants... avec leur consentement .....	68
4.3.1 Au bord du précipice .....	68
4.3.2 La culture de la rue contre l'individu.....	69
4.3.3 Un quartier qui rend l'individu responsable.....	70
5 Les sociabilités numériques entre mobilité en ancrage.....	71
<b>Chapitre 4. L'ethnicité incertaine</b> .....	75
1 Discrimination, et ségrégation, racisation.....	76
1.1 L'origine constitue-t-elle un facteur de traitement différentiel en elle-même ?.....	76
1.1.1 Les QPV, des espaces de ségrégation ethnique ? .....	76
1.1.2 L'origine immigrée comme pénalité.....	77
1.2 La couleur est une étiquette .....	78
2 Expériences de l'ethnicité : entre labilité et blessures.....	79
2.1 La géométrie variable des frontières ethniques .....	79
2.2 Le « racisme entre soi » et le « racisme des autres ».....	81
2.2.1 La diversité dans les quartiers, ou l'ethnicité routinisée .....	81

2.2.2	Le racisme <i>entre soi</i> et la mise en distance par l'humour .....	81
2.3	Le racisme des autres .....	83
2.3.1	Le racisme à l'extérieur du quartier .....	83
2.3.2	La confrontation au regard racialisant au lycée général .....	84
2.3.3	Les blessures du racisme .....	84
2.4	Les discriminations insaisissables : Racisme partout/racisme nulle part.....	85
<b>Chapitre 5. Garçons et filles des QPV .....</b>		<b>87</b>
1	Sociabilités juvéniles et apprentissage des rôles genrés.....	87
1.1	Hétéropatriarcat et jeunesse populaires.....	87
1.2	La discrétion féminine sur l'espace public et « vigilance » des grands frères.....	88
1.3	De la difficulté de se rencontrer .....	88
2	Règles et normes de genre dans le regard des jeunes.....	90
2.1	Des règles dont le pouvoir de contrainte est relativisé .....	90
2.1.1	La réputation et le poids de grands frères .....	90
2.1.2	Et les moyens de le contourner .....	90
2.2	L'évitement de l'endogamie.....	91
2.2.1	Endogamie territoriale et imaginaire incestueux.....	91
2.2.2	Endogamie et déclassement .....	92
2.2.3	Exogamie spatiale et usage des réseaux sociaux .....	92
2.3	De la règle à l'usage.....	92
<b>Chapitre 6. Figures de jeunes de quartiers prioritaires : Construction de soi et tiraillements identitaires .....</b>		<b>95</b>
1	Ascèse et versatilité : les « caméléons » .....	97
1.1	Différentes façons d'articuler les mondes .....	97
1.2	Monter : ressources et moteurs d'ascensions scolaires de jeunes de cité .....	100
1.2.1	Des configurations familiales atypiques.....	100
1.2.2	Hériter du projet promotionnel parental .....	101
1.2.3	La préservation du quant-à-soi : l'entrepreneur et le religieux .....	102
2	L'alternative : les solidaires .....	104
3	Au bord du précipice : figures de fragilité .....	106
<b>Conclusion.....</b>		<b>108</b>

<b>Annexes</b> .....	115
Un protocole de discussion et d'enrichissement des hypothèses avec les acteurs.....	115
Le groupe de travail : les participants .....	118
Liste des entretiens .....	119

# Remerciements

Ce rapport est le résultat d'un travail collectif qui a mobilisé le Pôle ressource politique de la ville de Paris, ses partenaires ainsi que des jeunes des quartiers Amandiers et Porte Montmartre.

Nous remercions en premier lieu Catherine Halpern, responsable du Pôle ressource, maitre d'ouvrage de cette étude, dont l'investissement, la disponibilité, et le professionnalisme ont été essentiels à l'avancé de ce projet.

La contribution de l'ensemble des professionnels qui ont participé au groupe de travail et se sont réunis à cinq reprises pour enrichir de leur regard et de leurs analyses les résultats qui nourrissent ce rapport a été centrale. Le respect de leur anonymat interdit de les remercier nommément, mais leur implication et leur disponibilité représentent un apport décisif auquel les pages qui suivent ne sauraient rendre pleinement justice.

Enfin, ce travail est avant tout redevable aux jeunes qui nous ont témoigné leur confiance en acceptant de répondre à nos questions, ainsi qu'aux professionnels qui, sur chacun des deux territoires, ont assumé la tâche lourde et ingrate de les mobiliser et de les motiver pour qu'ils acceptent de nous rencontrer. Les résultats exposés dans ce rapport leur appartiennent *s'ils le veulent*, et s'ils parviennent à se reconnaître dans ces pages qui leur tendent un miroir dont eux seuls peuvent dire s'il ne trahit pas trop les témoignages qu'ils ont bien voulu nous confier.



# Introduction

La commande à l'origine de la recherche dont ce rapport va présenter les résultats, émanant du Pôle ressources politique de la ville de Paris, était sous tendue par le sentiment que la jeunesse, dans la politique de la ville à Paris, est certes la cible de multiples actions et dispositifs, mais qu'elle n'est pas traitée pour elle-même et en elle-même.

Cette situation est en réalité consubstantielle à la politique de la ville elle-même d'un côté, et aux politiques de jeunesse de l'autre.

## **La politique de la ville et la jeunesse**

La politique de la ville a souvent été décrite comme une politique visant des populations et des problématiques spécifiques, mais faisant l'économie d'une définition claire et univoque de ses cibles. L'étude de la genèse et l'histoire de ces politiques montre ainsi qu'elles sont pour partie assimilables à une politique de gestion et d'assimilation des générations successives des migrants et de leur descendance, autant qu'un lieu de prise en charge politique de la « question ethnique », alors même que celle-ci reste difficile à formuler dans un pays de tradition républicaine ne reconnaissant sur son sol que des citoyens abstraits, définis indépendamment de tout particularisme<sup>1</sup>.

La même observation vaut également pour la question de l'âge. Les rapports successifs de l'ONZUS et l'ensemble des données disponibles rappellent à quel point les quartiers prioritaires sont caractérisés par la jeunesse de leurs habitants, dont environ 40% sont âgés de moins de 25 ans<sup>2</sup>. D'après les données de l'APUR<sup>3</sup>, les 16-25 ans constituent 33% des habitants des quartiers prioritaires parisiens. De fait, autant qu'une politique de gestion des populations immigrées et de leurs descendants, la politique de ville est également assimilable à une politique jeunesse ne disant pas son nom<sup>4</sup>. C'est assez largement dans le cadre de la définition puis de la prise en charge de ces territoires que la question de la jeunesse acquiert son outillage politique et opérationnel contemporain, en tant que politique spécifique, distincte des politiques éducatives dans lesquelles les questions de jeunesse étaient jusqu'alors subsumées. Le développement du secteur de l'animation et du socioculturel est

---

<sup>1</sup> Milena Doytcheva, *Une discrimination positive à la française ? Ethnicité et territoire dans les politiques de la ville*, La Découverte, coll. « Alternatives sociales », 2007

<sup>2</sup> moyenne nationale, source : CGET

<sup>3</sup> Observatoire Parisien d'URbanisme

<sup>4</sup> Loncle P., 2010, *Politiques de jeunesse. Les défis majeurs de l'intégration*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Pur), coll. « Res publica »

ainsi indissociable de la politique d'édification des grands ensembles dans les années d'après-guerre puis les décennies 50-60<sup>5</sup>, de même que les politiques d'insertion avec la création de missions locales ; et les politiques de prévention de la délinquance ou encore de lutte contre l'échec scolaire prennent leur essor dans ce même cadre.

Cette situation, où la « ville » désigne toujours autre chose qu'elle-même, pose problème quant à la définition du périmètre et des critères d'efficience de ces politiques, en raison des non-dits et des impensés qu'elle risque d'induire. Ciblant des populations particulières sans les nommer, elles risquent toujours d'escamoter la nécessaire étape de la définition des problématiques à traiter, des enjeux, et d'une représentation précise et scientifiquement fondée des processus et mécanismes de changement que l'intervention des professionnels et des politiques publiques sont censés induire.

La recherche dont les résultats sont présentés dans ce rapport vise à aider à l'explicitation de la problématique de jeunesse dans les quartiers populaires parmi les acteurs et les professionnels de la politique de la ville, tout en proposant de mieux singulariser cette jeunesse au regard du territoire parisien et à ses spécificités.

### **De la jeunesse aux jeunes des QPV**

La question de la jeunesse des QPV demeure par ailleurs indissociable dans la question plus vaste de la jeunesse en France. La France en effet se singularise par la faible place qu'elle accorde à la jeunesse dans ses principes d'actions publics.

Cette faible place est liée au « familialisme » de l'Etat providence, c'est-à-dire à la priorité accordée aux parents pour la perception des droits sociaux. Le régime des allocations familiales en constitue la pièce centrale. Ce familialisme des politiques sociales françaises, conduisant à verser les prestations aux parents plutôt qu'aux jeunes eux-mêmes, les maintient dans une situation de minorité sociale prolongée : « ils sont à charge de leur famille jusqu'à 18 ans pour l'allocation de rentrée scolaire, 20 ans pour la plupart des prestations familiales, 21 ans pour le complément familial, les aides au logement (22 ans dans les départements d'outre-mer) et l'allocation forfaitaire aux familles nombreuses »<sup>6</sup>. Le RSA reste très largement inaccessible aux moins de 25 ans. Dans les contrats en alternance, la borne d'âge pour accéder à une pleine rémunération reste 21 ans, etc.

La place centrale des politiques scolaire constitue le deuxième élément de marginalisation des politiques de jeunesse hexagonales. La jeunesse est conçue au prisme de la scolarité, et l'existence même d'un ministère de la jeunesse reste incertaine, tant l'action en direction de la jeunesse continue d'apparaître comme une prérogative revenant en priorité au champ de l'éducation. Le système scolaire, cependant, reste fortement sélectif. Comme le montrent les résultats successifs des enquêtes PISA, il renforce les inégalités de départ en concentrant ses performances en direction des mieux pourvus socialement, tout en générant une proportion importante de jeunes faiblement diplômés, de décrocheurs, ou encore de jeunes formés dans les filières techniques ou professionnelles sous considérées et peu reconnues.

---

<sup>5</sup> Jean-Pierre Augustin, Jean-Claude Gillet, *L'animation professionnelle : Histoire, acteurs, enjeux*. Éd. L'Harmattan, Collection Débats-Jeunesses, 2000

<sup>6</sup> Célia Verot, Antoine Dulin, *Arrêtons de les ranger dans des cases*, Rapport du CESE, 2017

Dans ces conditions l'entrée dans la vie sociale et professionnelle est à la fois plus lente et graduelle que dans d'autres pays, et elle est aussi marquée de profondes inégalités entre ceux qui concentrent les avantages des ressources familiales suffisantes pour garantir leur autonomie et un accès aux filières scolaires les plus avantageuses. Moins protégés, les jeunes en France sont ceux qui sont les plus lourdement affectés par les crises économiques. Ils servent de variable d'ajustement, et leur situation au regard des formes d'emploi, des revenus, d'accès aux droits sociaux, au logement, ou encore à la santé, est plus dégradée que celle des autres classes d'âges, et parmi les jeunes, les moins diplômés et ceux issus des milieux les plus populaires concentrent l'essentiel des difficultés<sup>7</sup>.

Les jeunes des QPV concentrent de la sorte la double peine d'être jeunes et d'appartenir aux franges les plus fragiles, économiquement et scolairement, de la société française.

### **Appréhender la jeunesse des QPV parisiens au prisme de registres et de rapports sociaux imbriqués.**

La question de départ de cette étude est cependant moins celle des politiques en direction de la jeunesse, que celle de la situation et de l'expérience des jeunes. Elle est celle de singularités des jeunes des QPV Parisiens, par rapport aux jeunes de territoires similaires dans d'autres zones géographiques.

Pour traiter cette question, nous avons choisi de retenir un raisonnement en termes de *configuration*. S'il existe une « singularité » de cette jeunesse, par rapport à celle des QPV d'autres territoires - ceux des banlieues proches ou lointaines, ou encore celle des villes de province - c'est qu'un certain nombre de paramètres sociaux, démographiques, spatiaux, urbanistiques, etc. qui donnent forme à cette jeunesse dite « des quartiers », s'alignent en une configuration particulière dans le cas de la capitale. Ce sont ces paramètres et leurs effets sur les jeunes et leur expérience que l'étude devait alors retrouver. Raisonner en termes de configuration répond de la sorte à la double exigence de différencier ce qui est déjà identique par ailleurs. Car, en elle-même, la jeunesse des QPV présente indubitablement des traits qui la singularisent des autres « jeunesses » hexagonales, qu'elles soient urbaines, rurales, estudiantines, travailleuses, des classes moyennes, supérieures, etc... Cependant, à l'intérieur de ce groupe déjà singulier, il s'agissait de rechercher comment certaines particularités attachées à l'appartenance territoriale à la capitale pouvait introduire des variations.

Pour ce faire on a choisi de travailler non pas à partir de caractéristiques propres aux jeunes des QPV (par ex. leur niveau scolaire, les taux de pauvreté des familles, leurs expressions culturelles, leurs origines etc.), mais des grands processus et mécanismes que la littérature sociologique a permis de mettre à jours pour rendre compte de leur condition. Quatre grandes « matrices » de rapports sociaux ont plus particulièrement été retenues :

- *La question sociale*<sup>8</sup>. Elle désigne la traditionnelle contradiction qui traverse les sociétés modernes entre l'égalité entre tous affirmée dans la sphère politique et dans celle des droits fondamentaux d'un côté, et de l'autre le maintien d'ordres hiérarchiques dans la sphère du travail, et par extension celle des ressources qui lui sont associées : ressources permettant d'accéder aux différentes positions hiérarchisées de l'espace social (capital culturel, scolaire etc.), ressources différenciées auxquelles ces positions permettent d'accéder (prestige,

---

<sup>7</sup> *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2012*, La Documentation Française, 2012.

<sup>8</sup> Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995 ; Jacques Donzelot, *L'invention du social*, Seuil, 1994

pouvoir, protection de l'Etat social, niveau de revenu, de consommation, niveau de représentation politique, etc.).

- *La question urbaine.* Elle renvoie à la distribution des groupes sociaux dans des espaces inégaux et au caractère socialement ségrégué des différents « lieux » qui composent les territoires. Elle comporte toujours au moins deux dimensions. La première est *symbolique* et concerne la façon dont la « place » dans l'espace affecte le sentiment d'identité et la représentation de soi des individus et des groupes<sup>9</sup>. La seconde est plus instrumentale et économique : elle désigne les inégalités d'opportunité auxquelles expose la localisation en des lieux inégalement pourvu en ressources diverses (opportunité d'emploi, de formation, etc.) et en possibilité d'accès à des flux de richesses plus ou moins distants<sup>10</sup>.
- *La question ethnoraciale.* Elle désigne la façon dont, dans les sociétés contemporaines, se maintiennent des identités et des traitements différenciés entre groupes identifiés selon des critères tels que l'origine nationale, le phénotype (couleur de peau, etc.) ou encore la religion<sup>11</sup>. La encore cette « question » possède une face instrumentale et une face symbolique, la première ayant trait aux phénomènes de dépréciation et de stigmatisation auxquels sont soumis certains groupes, la seconde aux inégalités (liés notamment aux discriminations directes et indirectes) qu'induisent ces représentations stigmatisantes ou dévalorisantes.
- *La question du genre :* Comme la question ethno raciale, la question du genre désigne les représentations différentielles et hiérarchisantes qui gouvernent à la figuration des rôles masculins et féminins, et leurs conséquences inégalitaires dans tous les domaines<sup>12</sup>.

Sur chacun de ces registres, les jeunes des QPV peuvent être caractérisés à la fois au moyen des statistiques disponibles et des nombreuses monographies issues de la production des chercheurs. Ensuite, la question de la singularité des jeunes Parisiens peut être introduite en resserrant la focale sur les caractères propres à la localisation au sein de la capitale, sous les registres de l'accès au ressource du travail et de la formation (question sociale), de la proximité et de l'accessibilité des principales zones de centralité économiques et culturelles à l'échelle nationale, de la situation de l'espace parisien dans l'histoire des flux migratoires, ou encore en questionnant l'impact de l'anonymat de l'urbanité propre à la grande ville sur la configuration des rapports de genre.

Pour mener à bien ce programme de travail, la démarche poursuivie s'est déployée dans deux directions. Un groupe de travail constitué de professionnels s'est d'abord réuni durant 5 séances afin de confronter leur expertise aux premières hypothèses de la recherche. Ces séances ont porté successivement sur les quatre entrées que nous venons d'évoquer : question sociale, question urbaine, question ethnique et question du genre, la dernière séance ayant permis de réaliser une synthèse des travaux.

---

<sup>9</sup> Henri Levebre, *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968

<sup>10</sup> Cf. par exemple Jacques Donzelot, *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?* Points, 2008

<sup>11</sup> Collette Guillaumin, *L'Idéologie raciste*, Gallimard, 2002 (1972)

<sup>12</sup> Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, La Fabrique, 2008.

Ces travaux avaient vocation à alimenter la problématique de premiers résultats exploitables, ainsi qu'à affiner les hypothèses afin de préparer l'enquête de terrain qui s'est ensuite déroulée sur deux sites : le quartier de la Porte Montmartre, au Nord de Paris et celui des Amandiers dans le secteur du grand Belleville. Près d'une trentaine de jeunes ont pu être interrogés au cours de quinze entretiens individuels et collectifs, à partir d'une grille d'entretiens construite en référence aux questions et constats établis dans les groupes de travail.

Dans ce rapport, un premier chapitre permettra de rassembler des données de cadrage permettant de mieux spécifier les caractéristiques des QPV parisiens et de leur jeunesse, et d'exposer plus en détail la méthodologie adoptée pour conduire cette recherche. Les chapitres suivants développeront les résultats auxquels l'enquête a permis d'aboutir sur chacune des quatre entrées retenues, puis un sixième chapitre reviendra sur l'expérience plus concrètes de jeunes rencontrés en dressant des portraits regroupés en trois grandes figures. Ce dernier chapitre posera plus directement que les autres la question de la construction identitaire des jeunes, et de la façon dont ils parviennent ou non à se construire et à construire le parcours dans le cadre des contraintes et des paramètres que les chapitres précédents auront permis d'analyser de façon détaillée.



# Chapitre 1

## Paris terrain d'enquête *Données de cadrage et méthodologie*

Le choix des sites devait prendre en compte la diversité et la spécificité des QPV parisiens, afin de mieux cerner, par l'analyse des témoignages recueillis en entretien, la façon dont cet espace particulier pèse sur l'expérience des jeunes.

On a donc exploité les principales données disponibles pour tenter de cerner au mieux la singularité et la variété des configurations des quartiers prioritaires de la capitale. Le poids des logiques de gentrification est rapidement apparu comme le premier élément important pour saisir cette singularité parisienne, auquel s'ajoute une polarisation entre deux grands profils de quartiers, ceux des portes, moins concernés par la poussée de la gentrification, par opposition aux secteurs plus centraux, véritables laboratoires des transformations urbaines induites par la transformation des profils sociologiques des habitants.

Le quartier des Amandiers, situé dans le périmètre du grand Belleville d'un côté, et le quartier de la Porte Montmartre, dans le 18<sup>e</sup> de l'autre, ont alors été retenus pour l'enquête. L'examen comparatif des données géolocalisées permet d'apprécier plus finement la polarisation des deux profils, dans l'histoire de leur peuplement, le type de logement, les équipements publics et commerciaux, ainsi que la situation sociale et économique des habitants.

### 1 L'espace des quartiers populaires parisiens : gentrification et polarisation

La notion de gentrification, issue de la géographie critique anglosaxonne, désigne un type particulier d'embourgeoisement des quartiers populaires, accompagné d'une transformation du logement, du cadre de vie (nouveaux commerces, nouveaux équipements), du bâti, des espaces collectifs et de la rue, à la faveur, bien souvent, d'opérations de réhabilitation pilotées par les pouvoirs publics. Ce processus conduit à un renchérissement des prix du foncier qui risque d'aboutir à l'éviction plus ou moins rapide des populations historiques, incapables de faire face à l'augmentation des loyers.

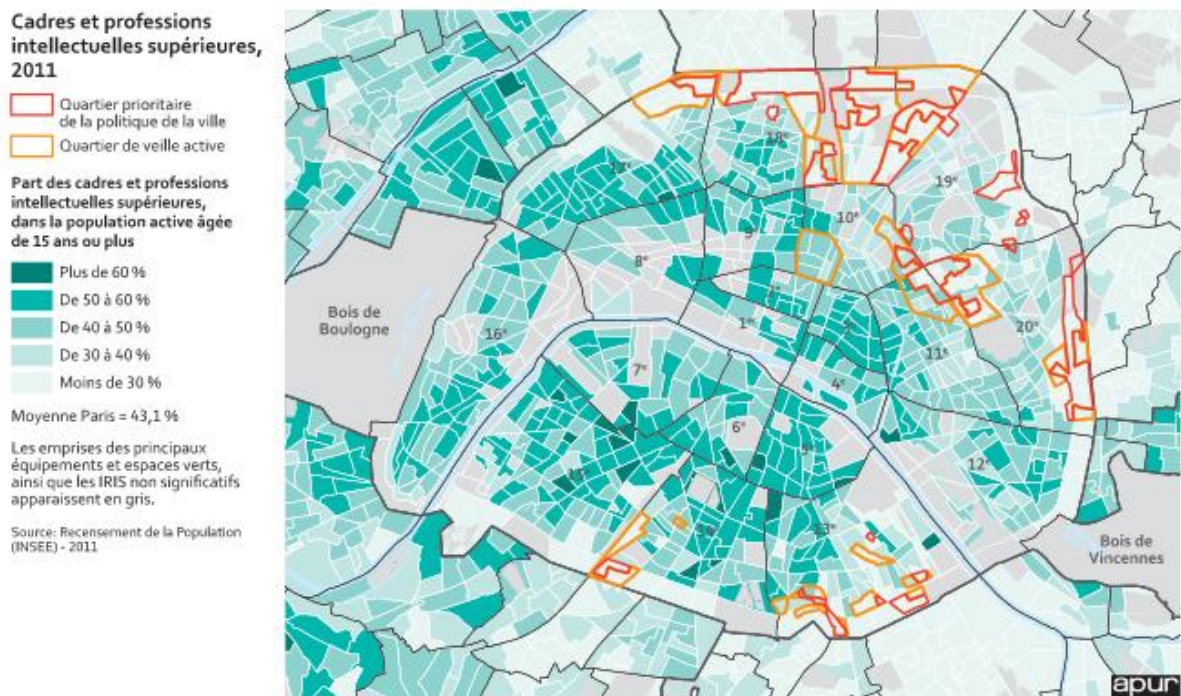
Ville « globale », la capitale concentre les centres de décision économiques, culturels et politiques dans un pays de tradition centralisatrice, et participe du processus planétaire de redécoupage de la division du travail conduisant à l'externalisation des fonctions de production vers des pays à bas coût. Il en résulte une forte diminution de l'emploi ouvrier dans les pays centraux et leur recentrage autour des fonctions de gestion, d'administration, de recherche développement, de coordination, de communication, de gestion des risques et des opérations financières. Ces fonctions de direction et de conception sont elles-mêmes de plus en plus concentrées dans un faible nombre de centres de commandement de l'économie mondiale qui prennent alors le visage de *global cities*, fonctionnant en réseau en une sorte de continuum planétaire d'espaces urbains interconnectés où circulent librement les idées, les cadres dirigeants et les capitaux<sup>13</sup>. Cette concentration des fonctions de conception conduit à une transformation de la population active, avec l'augmentation des cadres et professions intellectuelles supérieures et la baisse de l'emploi ouvrier. Le cas de la métropole parisienne illustre parfaitement ce phénomène, comme l'a montré Anne Clerval dans son étude sur *gentrification* de la capitale. Mobilisant les données des recensements entre 1982 et 2008, elle montre non seulement la progression de la part des cadres et la baisse de la part de l'emploi ouvrier dans la capitale, mais également la singularité de cette évolution dans l'espace plus large, francilien et national, dont la structure de la population active ne connaît pas de déformation aussi brutale. Aussi, « *la société parisienne est très éloignée de la société française en général* », écrit-elle. On y rencontre une surconcentration des cadres et professions intellectuelles supérieures, en particulier dans les domaines de l'information, des arts et du spectacle, des ingénieurs et des professions libérales. A l'inverse les ouvriers du secteur industriel y sont sous représentés et les emplois non qualifiés du tertiaire, après un recul dans les années 80, se développent à nouveau dans les années récentes, employant souvent des travailleurs immigrés. Enfin, une strate intermédiaire de professions intellectuelles à haut niveau de qualification opérant dans des secteurs comme le marketing, les nouvelles technologies, l'enseignement ou la santé y est particulièrement présente.

Ces évolutions conduisent à un accroissement de la pression foncière dont les catégories intermédiaires sont les premières victimes potentielles. L'augmentation des loyers risque de les chasser de la capitale. Le réservoir foncier constitué par les quartiers populaires, notamment les anciens faubourgs constitués d'un parc privé insalubre, constitue, pour ces catégories, un débouché possible à cette difficulté. Les politiques de réhabilitation, de dérégulation des loyers, et de subventionnement de l'accession à la propriété (de type « prêts à taux zéro »), ont permis à la réhabilitation de logements anciens dans ces quartiers de devenir rentable. La poussée des catégories moyennes et supérieures est alors perceptible dès le milieu des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. Elle « grignote » progressivement de nouveaux espaces depuis les beaux quartiers de la rive gauche en un « front » avançant selon, des rythmes hétérogènes selon les axes, vers les périphéries plus populaires, du Sud parisien tout d'abord, puis vers l'Est et le Nord-Est. Si certains bastions traditionnels de l'habitat ouvrier et immigrés des 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissement « résistent » encore grâce notamment au maintien d'un parc social important, ils sont de plus en plus encerclés par un habitat réhabilité occupé par de nouvelles couches sociales en ascension. Ces dernières sont attirées par l'effet modérateur de la proximité de zones d'habitat populaire sur les cours du foncier et les loyers.

---

<sup>13</sup> Saskia Sassen, *The Global City : New York, London, Tokyo*. Princeton, NJ : Princeton UP, 1991

Ce processus reste cependant hétérogène et l'inégale avancée du « front » de la gentrification aboutit à la formation de différenciations interne à l'espace des quartiers d'habitats populaires parisiens, dont on a également tenu compte dans le choix des sites. Cette différenciation concerne les quartiers correspondant aux anciens faubourgs (zones limitrophes entre les 10<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements d'un côté, et les arrondissements 18, 19 et 20 de l'autre, plus proches des zones de centralité traditionnelles de la bourgeoisie parisienne), par opposition aux quartiers de « portes », plus périphériques. Cette opposition permet de dessiner deux « types » de quartiers populaires aux profils contrastés. Par exemple, comme le montrent les données compilées par l'APUR à travers l'observatoire des quartiers prioritaires<sup>14</sup>, la proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures, au sein des quartiers concernés ou dans leur immédiat alentour, est plus forte dans le premier type que dans le type périphérique<sup>15</sup> :



Dans la durée, cette différenciation traduit une évolution différentielle de la progression de la présence des cadres, plus forte dans les quartiers centraux que dans les quartiers périphériques. Cependant, dans ces secteurs centraux, les microségrégations, plus difficiles à appréhender par les statistiques, conduisent à une juxtaposition de populations présentant de forts écarts sociaux, en termes d'habitat (social vs parc privé), de niveau de revenu, de pratiques culturelles, de loisirs... Du même coup, sur de nombreux indicateurs, les quartiers centraux peuvent sembler moins « en difficulté » que les quartiers périphériques, sans que l'on puisse savoir si ces différences sont liées à une mixité résidentielle plus importante, que le zonage statistique ne permet pas de neutraliser, ou si elles décrivent les caractéristiques des populations historiques, cibles des politiques de la ville<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> APUR, *Les quartiers parisiens de la politique de la ville. Contrat de ville 2015-2020. Principales données de l'Observatoire des quartiers prioritaires*, Janvier 2016, [www.apur.org](http://www.apur.org)

<sup>15</sup> *Ibid.*, reproduction du tableau de la p. 11

<sup>16</sup> La part de logement social à l'intérieur des zones prises en compte par l'outil statistique permet de mesurer cette part d'incertitude, celle-ci variant de 100 % dans les secteurs tels que la porte Saint Ouen/Pouchet, la porte

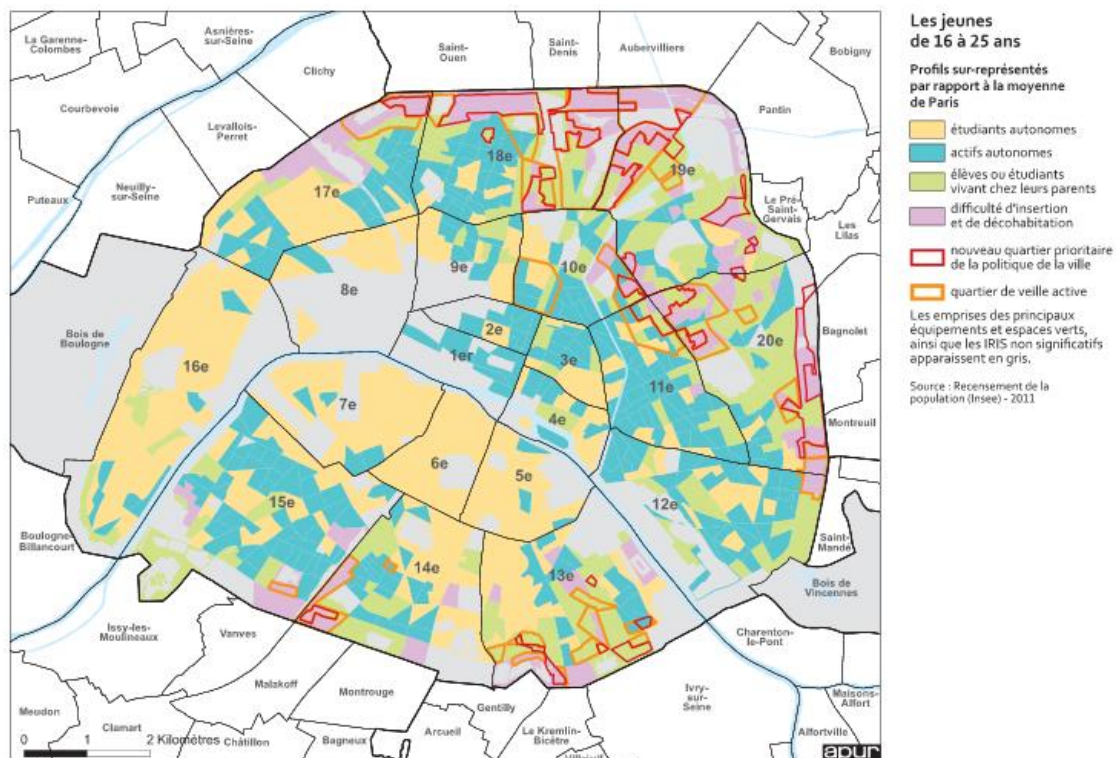
Cette polarisation est également sensible s'agissant des densités commerciales, plus faibles dans l'ensemble des quartiers prioritaires parisiens, mais plus faibles encore dans les quartiers de portes plus périphériques. De même, les indicateurs de « centralités », mis au point par l'APUR à partir de données sur l'offre d'équipements, de commerces et de transports publics, sont plus défavorables aux quartiers de portes qu'aux quartiers centraux<sup>17</sup>.

On constate ainsi qu'une opposition centre/périphérie segmente les quartiers prioritaires parisiens et vient redoubler l'opposition entre quartiers prioritaires et quartiers conventionnels. Cette opposition est également partiellement lisible dans les « profils » des jeunes résidents. Un focus réalisé par l'APUR en 2015 sur les 16-25 ans à Paris permet ainsi de visualiser la répartition spatiale de profils de jeunes selon une typologie combinant situations résidentielles, sociales et familiales.

---

de la Chapelle ou Charles Hermite, à moins de 50 % sur l'ensemble des zonages relevant du grand Belleville. (*ibid.*, ces chiffres portent sur le nombre de logements sociaux répondant aux critères de la loi SRU).

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 14



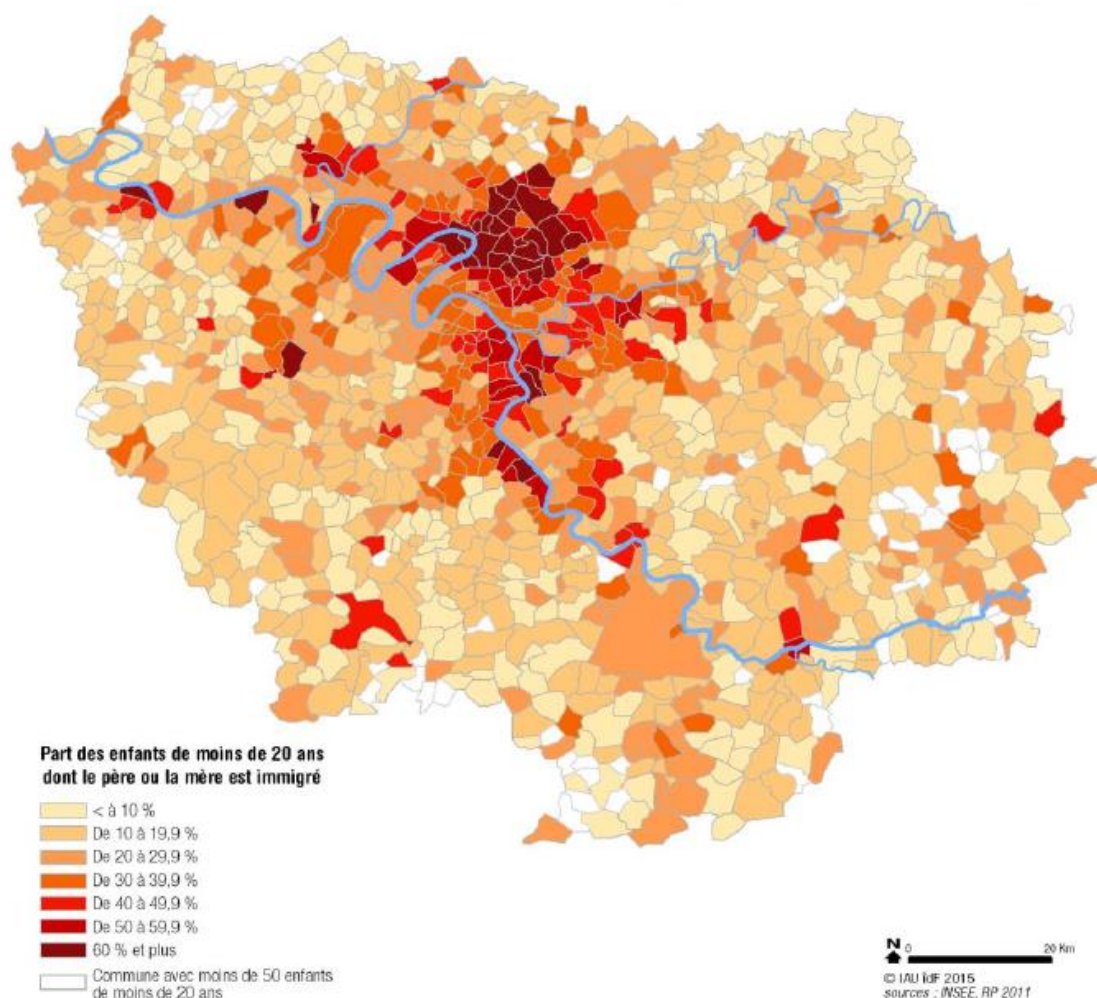
Ici encore, on constate que le type « difficulté d'insertion et de cohabitation » est plus concentré dans les zones périphériques, alors qu'il cohabite davantage avec d'autres types dans les zones plus centrales.

Enfin, ces jeux de contraste entre quartiers prioritaires « centraux » et quartiers prioritaires « périphériques » s'inscrivent aussi dans des dynamiques de différenciation dont la signification n'apparaît qu'à l'échelle plus vaste de la région. En termes de profils socio-économiques, les quartiers prioritaires de la périphérie nord de Paris paraissent ainsi inscrits dans un continuum qui les relie à la banlieue nord de l'île de France et à la Seine-Saint-Denis, comme s'ils constituaient des sortes d'avancées de ce département à l'intérieur des murs de la capitale.

La projection cartographique de la concentration des enfants d'immigrés donne une première image de ce continuum<sup>18</sup>.

<sup>18</sup> Les cartes qui suivent sont tirées de Corinne de Berny, « Portrait de la jeunesse francilienne », contribution au séminaire IAU / ENS *Fractures sociales, fractures spatiales. L'école, un enjeu d'égalité territoriale ?* du 11 décembre 2015.

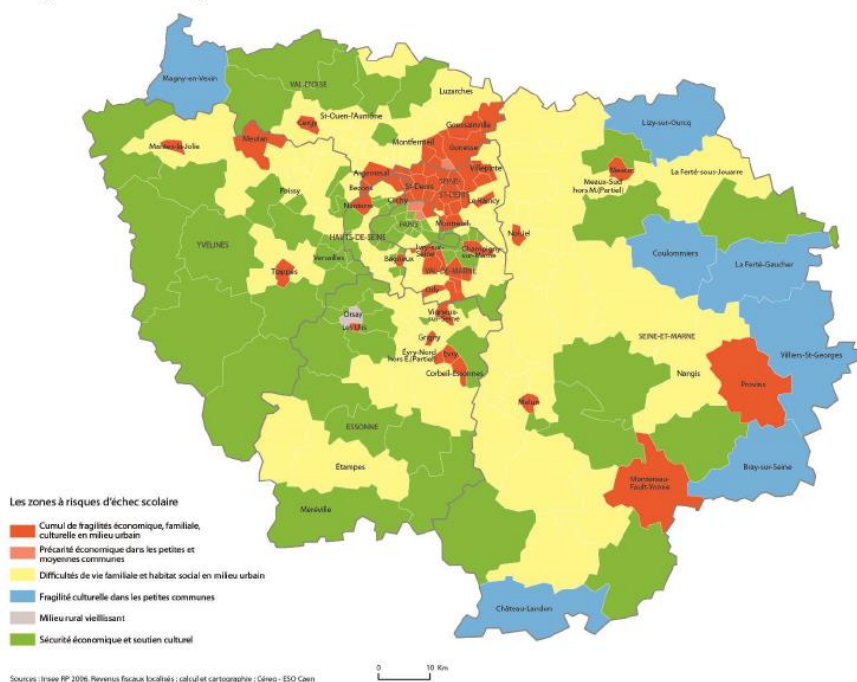
## Enfants de moins de 20 ans en 2011 dont le père ou la mère est immigré



Les arrondissements des quartiers de portes du nord de Paris (18-19-20) présentent des profils proches des communes limitrophes de la Seine Saint Denis, avec des proportions d'enfants d'immigrés proches, voire supérieures à la barre des 50 %. Cette concentration diminue lorsqu'on s'approche des arrondissements plus centraux, l'ensemble du Grand Belleville, constituant un espace intermédiaire entre les deux « mondes », celui de la centralité et celui de la périphérie.

La carte des risques d'échec scolaire, qui présentent l'intérêt de concentrer plusieurs indicateurs, montre une configuration spatiale proche :

## L'atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire (DEPP/Cereq): de forts contrastes en Île-de-France



### Les indicateurs pris en compte dans la prédiction du risque d'échec:

- \*niveau de revenu
- \*chômage et précarité en emploi
- \*niveau de diplôme des 45-54 ans
- \*familles monoparentales
- \*familles nombreuses (4 enfants et plus)
- \*conditions de logement (HLM)

Variable illustrative du modèle = densité humaine

Tout se passe comme si, d'un point de vue sociodémographique, les arrondissements limitrophes des portes nord relevaient presque autant de la carte de la Seine-Saint-Denis que de celle de Paris. A l'inverse, les arrondissements plus centraux accueillant des quartiers prioritaires présentent des profils plus éloignés, plus proche de l'image d'une centralité urbaine et de territoires de mixité. Ces caractéristiques morphologiques de l'espace parisien et francilien affectent-elles l'expérience, les conditions de vie et les représentations des jeunes vivant sur ces deux types de territoires ? C'est une des questions que l'enquête, menée par entretiens auprès de jeunes de deux quartiers prioritaires parisiens, visait à répondre.

## 2 Deux sites aux caractéristiques contrastées

Notre choix s'est porté sur le quartier des Amandiers, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, administrativement situé dans l'ensemble plus vaste du grand Belleville d'un côté, et le quartier de la porte Montmartre, dans le 18<sup>e</sup> de l'autre. Ce choix visait ainsi à inclure dans la focale d'observation la polarité centre-périphérie décrite à l'instant.

Cette polarité entre les deux quartiers se repère dans leurs profils socioéconomiques et urbains. Par exemple, la part des employés et ouvriers dans la partie du grand Belleville relevant du 20<sup>e</sup> arrondissement est de « seulement » 43,9 % alors qu'elle s'élève à 62,7 % dans la zone de la porte Montmartre. La part des familles monoparentales est de 10 points supérieure dans ce même secteur. La densité commerciale<sup>19</sup> varie du simple au double entre notre quartier « central », mieux pourvu, et

<sup>19</sup> Nombre de commerces pour mille habitants.

celui de la périphérie. Les jeunes « ni en emploi ni en étude » sont proportionnellement plus nombreux à la porte Montmartre... Le tableau suivant, reconstruit à partir de ceux du rapport sur « les quartiers parisiens de la politique de la ville » de l'APUR, reprend ces principaux indicateurs.

	Grand Belleville 20 <sup>e</sup> Quartier prioritaire	Montmartre - Poissonniers - Moskova Quartier prioritaire	Total quartiers politique de la ville Paris	Paris
<b>Démographie</b>				
Population	16 207	12 963	364 838	2 249 975
Ménages	6 699	5 319	170 335	1 165 541
Taux de natalité (‰)	14,4	18,7	15,7	13,2
Jeunes moins de 25 ans (%)	34,1	32,8	30,5	27,9
Personnes âgées de plus de 65 ans (%)	9,2	15,1	12,1	14,6
Cadres (%)	27,9	14	28,0	45,4
Employés - Ouvriers (%)	43,9	62,7	44,0	26,6
Immigrés (%)	31,0	31,2	28,8	20,3
Étrangers (%)	21,6	22,8	21,1	14,8
<b>Précarité</b>				
Familles monoparentales CSP – (%)	19,6	28,5	22,1	12,5
Bas revenus (%)	21,7	33,3	21,3	11,4
Allocataires du RSA (%)	11,6	19,3	10,2	5,6
<b>Emploi, chômage</b>				
Chômage (%)	13,6	13,9	13,8	9,8
Taux d'emplois (%)	0,3	0,9	0,6	1,4
Sans diplômes (%)	35,6	52,7	36,2	21,5
Nombre d'entreprises	1 212	538	36 035	402 170
<b>Éducation, jeunesse</b>				
Taux de sortie précoce du système scolaire (%)	12,0	17,4	11,8	5,1
Jeunes ni en emploi ni en étude (%)	15,7	23,5	15,9	8,6
Taux d'équipements petite enfance (%)	45,5	33,2	59,0	51,2
<b>Logement, cadre de vie</b>				
Nombre de logements	7 417	5 596	187 216	1 356 074
Logements SRU (%)	49,0	91,6	44,1	17,9
Mal-logement (%)	13,1	14,1	12,1	8,9
Mobilité résidentielle (%)	36,6	24,1	36,5	41,7
Densité médicale	0,8	0,5	0,7	1,5
Densité commerciale	14	7	15	28
Densité d'équipements	42,6	50,1	41,2	37,4

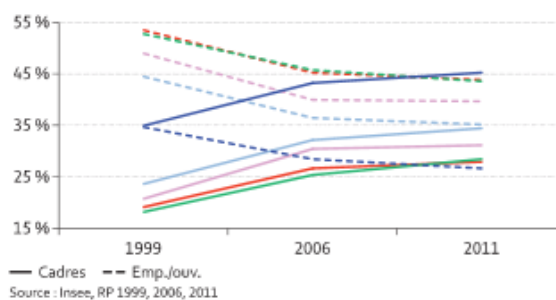
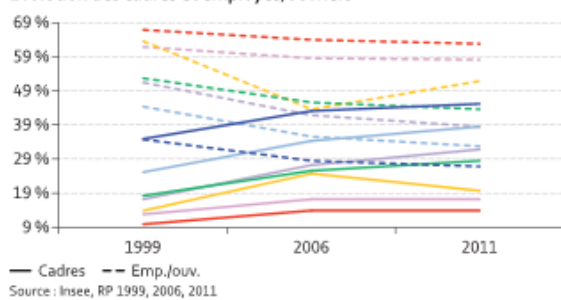
On y remarque aussi que le bâti n'est pas de même nature puisque « seulement » 49 % des logements relèvent du parc social au sens de la loi SRU dans le site bellevillois, alors que cette proportion s'élève à presque 92 % du côté « porte ». La partie du 20<sup>e</sup> qui nous intéresse mêle cités d'habitat social et bâti ancien de type « faubourgeois », relevant du parc privé. Le quartier des Amandiers proprement dit correspond à un îlot de logements sociaux gérés par le bailleur social Elogie mais il est « ceinturé » sur ses quatre côtés d'ensembles résidentiels privés où vit une population plus mixte, ainsi que de zones de centralités commerçantes et festives typiques du Belleville prisé par les étudiants et les jeunes des classes moyennes, avec par exemple la rue de la Bidassoa et ses bars, comme la Bellevilloise, lieu important de la nuit parisienne, tant sur le plan festif que culturel.

A l'opposé le secteur de la porte Montmartre correspond se présente de manière beaucoup plus étroitement résidentiel, pour l'essentiel composé de logements sociaux en briques typiques des anciens HBM. Il est assez bien pourvu en équipements publics (crèches, établissements scolaires, etc.) mais les parisiens n'ont pas franchement l'habitude de s'y rendre pour faire les boutiques ou discuter

aux terrasses des cafés. La proximité immédiate des puces de Saint Ouen et de Clignancourt, du périphérique, des grands axes livrés aux voitures, où les automobilistes, sitôt sortis du boulevard périphérique, se pressent pour rejoindre les zones plus centrales de la capitale, sont là pour rappeler qu'on est sur un lieu où l'on passe mais où l'on ne s'arrête pas. A moins, bien sûr, « d'être d'ici ».

Cette opposition entre un quartier aux prises avec la poussée de la gentrification d'un côté, et un quartier périphérique dédié au logement des catégories défavorisées de l'autre, se lit aussi dans l'histoire récente de leur peuplement.

Évolution des cadres et employés/ouvriers



Alors qu'à Belleville la proportion de cadres s'est fortement accrue depuis la fin des années 90, au point de suivre le rythme de la ville dans son ensemble, cette progression est restée atone dans le secteur des portes, et son rythme n'a pas suivi celui de la ville, ni même le rythme moyen des quartiers prioritaires parisiens. Ce quasi-« boycott » des cadres, alors que la décroissance des effectifs d'employés et ouvriers reste faible, montre la double singularité de l'espace parisien et de la périphérie nord de cet espace. Les quartiers prioritaires parisiens sont bien gagnés par un phénomène de gentrification qui conduit à une augmentation sensible de la part des CSP+ dans leur composition, et les quartiers nord font *exception* dans ce tableau général. Toute chose égale par ailleurs, la gentrification s'avance bien en un front qui gagne progressivement le nord-est, et les portes, points les plus éloignés de ce front, restent les plus protégées.

### 3 L'enquête

#### 3.1 Les groupes de travail

Le groupe de travail s'est réuni à 5 reprises durant l'hiver et le printemps 2018. Sa contribution a consisté à nourrir la problématique des analyses et des observations des professionnels représentés.

Les professionnels réunis devaient provenir d'horizons institutionnels suffisamment variés pour couvrir un large spectre de problématiques. On trouvera une liste non nominative des participants, indiquant leurs rattachements institutionnels, en annexe 2. Une méthodologie collaborative, inspirée des groupes d'analyse de pratique, a été mise en œuvre, dont on trouvera une description détaillée en annexe. Chaque séance s'ouvrait sur une réflexion collective autour du thème retenu. Un apport de

contenu était ensuite proposé, afin de présenter au groupe les principaux concepts, hypothèses et résultats de la recherche sur le thème. Puis le groupe faisait retour sur ses propres observations à la lumière de cet apport afin de l'amender et d'en sélectionner les traits les plus pertinents. Dans l'exposée des résultats de la recherche, dans la suite de ce rapport, les apports et réflexions du groupe à la problématisation de chacune de ces thématiques seront présentés en ouverture de chaque chapitre.

### 3.2 Les entretiens

Initialement, 10 entretiens par site devaient être conduits. La structure finale de l'échantillon s'écarte sensiblement de celle planifiée au départ en raison des contraintes et opportunités rencontrées en cours d'enquête. Il en résulte des biais d'échantillonnage, mais aussi un enrichissement par rapport au plan initial.

La prise de contact avec les jeunes dépendait essentiellement de la mobilisation des partenaires de la démarche en contact direct avec le public. L'enquête a ainsi pu être conduite grâce à l'importante mobilisation du centre social *la vingtième chaise* et de l'association de prévention spécialisée *Feu Vert*, aux amandiers, permettant de réaliser 5 entretiens directement avec les jeunes. Côté Porte Montmartre, 8 entretiens ont pu être effectués grâce à la mobilisation de l'équipe de développement local, du tissu associatif (notamment l'association Oasis) et de l'association de prévention « Feu vert-les équipes d'amitié ».

Ces chiffres sont en-deçà des objectifs initiaux pour deux raisons. La première est transversale, constante dans toutes les enquêtes de cette nature, et tient à la difficulté structurelle de mobiliser les jeunes pour les professionnels. Ici, comme dans d'autres travaux antérieurs, malgré un investissement lourd de la part des professionnels sollicités, beaucoup de rendez-vous se sont trouvés annulés au dernier moment, plusieurs entretiens collectifs ou individuels n'ont pas pu avoir lieu car les jeunes sollicités ne se sont pas présentés, etc. Il est très difficile de faire saisir l'intérêt d'une telle démarche pour un public peu au fait de ce qu'est une étude sociologique, son utilité potentielle, le jeu institutionnel où elle s'inscrit. Le public n'est pas captif (sauf, par exemple, dans un établissement scolaire), et le rapport au temps et à l'espace de certains jeunes est un véritable obstacle (ainsi de ce jeune qui n'a finalement pas pu venir à l'entretien parce que, alors qu'il s'était mis en route pour nous retrouver au point de rendez-vous convenu, il a été « happé » par une affaire « plus urgente » en croisant un groupe d'amis). Par ailleurs, la perspective d'un entretien individuel à huis-clos avec un inconnu, même introduit par un tiers de confiance, lors duquel il faudra « parler de soi », peut apparaître comme une véritable épreuve pour des jeunes éprouvés par des conditions sociales complexes qui fragilisent le rapport à soi. L'appétence pour l'exercice, de la part de ce public, est ainsi très difficile à susciter.

Le résultat de ce travail de mobilisation de leurs publics par les professionnels partenaires démontre aussi une capacité de mobilisation inégale côté porte Montmartre et côté Amandiers. Loin de mettre en cause les professionnels concernés, cette situation est tout simplement liée à la densité du tissu associatif et partenarial, moins forte côté Amandiers. En raison de cette inégale « densité d'équipement » que repèrent également les statistiques de l'APUR (cf. infra), les jeunes ainsi que le sociologue disposent tout simplement de moins d'interlocuteurs. La palette des intermédiaires sur laquelle il était possible de s'appuyer dans le quartier de portes étant plus importante, le nombre de jeunes rencontrés, mécaniquement, l'est aussi.

Ces entretiens ont pu être complétés par deux autres séries d'entretiens. La première a été rendue possible par l'investissement à nos côtés de la direction du Lycée des métiers d'Alembert, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, ainsi que l'un de ses enseignants investi dans la filière SPLV (Services de proximité et de vie locale). Trois entretiens collectifs ont ainsi pu être menés avec des élèves de secondes, essentiellement des filles, provenant pour l'essentiel des quartiers prioritaires du 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Ces entretiens ont ainsi permis d'élargir le spectre territorial de notre observation par-delà les deux quartiers initialement retenus.

Enfin, les professionnels rencontrés sur le terrain se sont aussi prêtés au jeu de l'entretien, soit de façon formelle, soit lors de discussions plus informelles mais qui nous ont également permis de nourrir nos observations de leur propre connaissance du quartier et de leurs publics.

La liste anonymisée des personnes interviewées, avec leurs principales caractéristiques sociodémographiques, est proposée en annexe.

Les biais de sélection résultant de ce mode d'accès au terrain sont importants :

- Notre échantillon est très féminisé. Outre que les filles sont plus faciles à convaincre pour les professionnels, ce biais s'explique aussi par la composition de la filière SPLV du lycée d'Alembert, presque exclusivement féminine.
- Les jeunes rencontrés sont presque essentiellement des jeunes « avec ressource », poursuivant des trajectoires scolaires ou sociales ascendantes. Les jeunes fréquentant des filières générales de l'enseignement secondaire, ayant fait ou poursuivant des études post-bac sont très largement surreprésentés. Là encore, la plus grande aisance de ces jeunes pour aborder une situation d'entretien individuel explique qu'ils aient été plus faciles à mobiliser. Les instructions données aux professionnels quant au « choix » des jeunes ont aussi pesé d'un poids important : nous leur exprimions notre souhait de rencontrer des jeunes aux profils diversifiés, en ne négligeant pas ceux « qui réussissent », afin d'éviter la classique focalisation des études sur les jeunes des quartiers prioritaires sur ceux d'entre eux qui présentent des difficultés sociales et scolaires les plus lourdes<sup>20</sup>.
- La tranche d'âge associée au temps de l'insertion ou des études (18/25 ans) est surreprésentée. Là encore, les plus jeunes sont aussi les plus farouches et les professionnels ont buté sur leurs fréquents refus. Les groupes rencontrés au lycée d'Alembert, issus d'une classe de seconde, a cependant permis de limiter ce biais.

Le contenu des entretiens était à dessein très généraliste. Il s'agissait d'appréhender l'expérience et les représentations des jeunes sur toutes les dimensions qui caractérisent leur vie juvénile, leur rapport à l'avenir, au territoire, à leur condition, et à la société environnante. Il est à noter que les séances des groupes de travail ont permis d'enrichir le guide d'entretien initial de nouveaux items, en particulier autour de la question des usages du numérique et des identités numériques, non prise en compte dans la première version de la problématique.

Enfin, les entretiens ont fait l'objet d'une double exploitation :

---

<sup>20</sup> Cette volonté de diversifier les cibles par-delà les classiques « jeunes les plus en difficulté » avait également été très fortement affirmée à l'intérieur du groupe de travail.

- Thématique : les différentes thématiques ressortant des témoignages ont été agrégées et analysées en suivant les grands axes de notre problématique (condition sociale, spatiale, ethno raciale, genrée).
- Expérientielle<sup>21</sup> : pour chaque entretien, on a tenté de retrouver une cohérence sous-jacente au témoignage du jeune concerné, afin de tenter de construire, par agrégation des individus entre eux, des grandes « figures » de jeunes.

Les résultats de l'exploitation thématique feront l'objet des 4 chapitres suivant. L'analyse « expérientielle » sera exposée dans un chapitre dédié.

---

<sup>21</sup> Par ce terme nous raccrochons notre démarche à une « sociologie de l'expérience », qui cherche à saisir comme les sujets construisent leur propre expérience à partir des paramètres sociaux et culturels associés à leur condition. Cf. Dubet F., *Sociologie de l'expérience*, Seuil, 1994

# Chapitre 2

## Les jeunes des QPV parisiens et la « question sociale » : *Du rejet de la condition ouvrière à celui de la condition salariale ?*

Appréhender la jeunesse des QPV au prisme de la question sociale constitue l'approche classique, la plus ancienne, que les sociologues ont développé devant la montée des « problèmes urbains » dès la fin des années 1970.

Cette approche revient à aborder les conduites et l'expérience des jeunes comme le produit de la « dés-ouvriérisation » des quartiers populaires, c'est-à-dire à la fois le recul de l'emploi et des débouchés dans le secteur industriel, mais surtout la disparition de formes de régulation des conduites et des aspirations liées à l'existence d'une communauté et d'une conscience de classe « ouvrière ». Lors de la séance du groupe de travail qui lui a été consacré, cette perspective a retenu l'attention parce qu'elle permet de donner sens à des conduites qui semblent sous-tendues par une difficulté à s'identifier à une identité et une position sociale bien déterminée, ainsi que la multiplication d'obstacles à la construction de l'autonomie et à l'émancipation. Si les résultats de notre enquête confirment cette toile de fond, ils permettent également de mieux appréhender et préciser les conditions particulières dans lesquelles cette jeunesse se trouve *entravée* dans sa trajectoire d'accès à l'autonomie. Par ailleurs, nos résultats font ressortir l'importance prise par l'économie de plateforme et l'entrepreneuriat dans les logiques d'entrée dans le monde du travail. Comme si, à l'opposition traditionnelle entre emplois ouvriers et emplois de « col blanc », préférés par cette jeunesse cherchant à fuir la condition ouvrière, une nouvelle opposition venait se surajouter, séparant désormais le salariat à ses alternatives entrepreneuriales, et, dans une moindre mesure, associative.

### 1 La jeunesse des QPV au prisme de la question sociale : données de cadrage et éléments de problématisation

#### 1.1 Une jeunesse pauvre et scolairement défavorisée

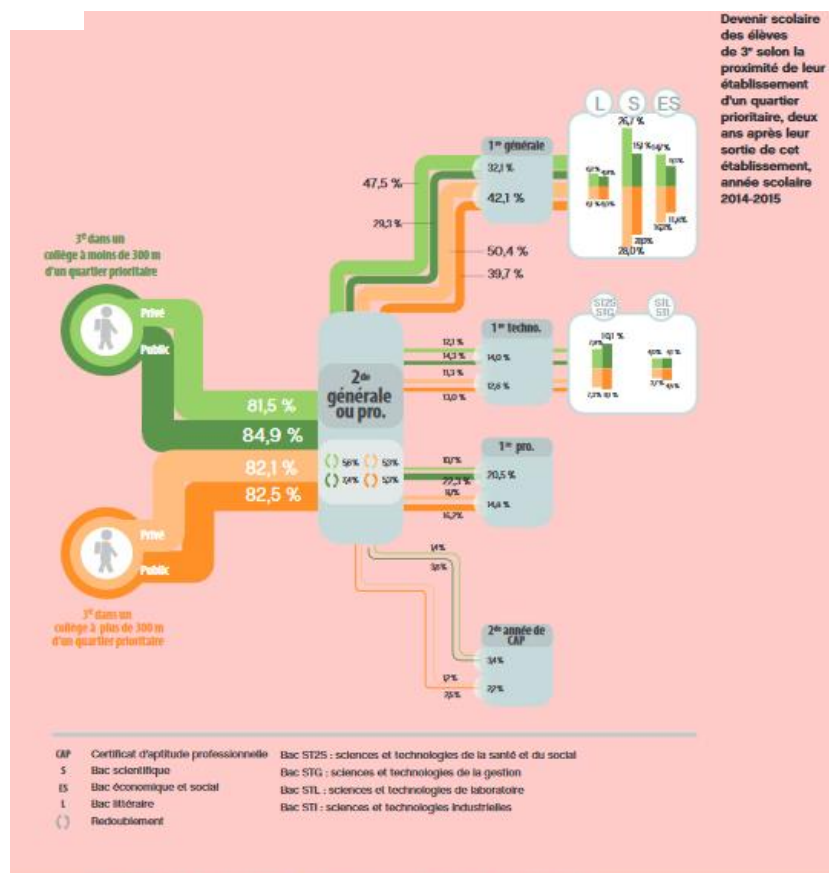
Premier élément de caractérisation des jeunes des QPV : leur condition socioéconomique.

Celle-ci est bien sûr corrélée à la situation des territoires prioritaires eux-mêmes. Celle-ci est connue. En 2012, le revenu fiscal moyen par unité de consommation des habitants des QP représente 47 % de celui de l'ensemble des habitants de leurs unités urbaines et 48 % de celui de l'ensemble du territoire

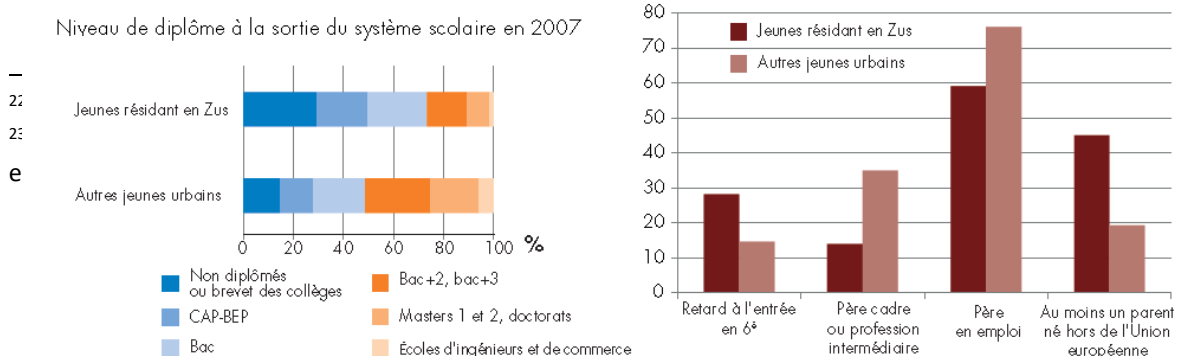
métropolitain. Le taux de pauvreté à 60 % (soit 987 € mensuels) est trois fois plus élevé qu'en France métropolitaine<sup>22</sup>.

La caractérisation de la situation socioéconomique des jeunes est plus malaisée car les données manquent. A l'échelle nationale des QPV, cette situation demeure préoccupante, avec, par exemple, en 2010, 1/3 des moins de 18 ans couverts par la CMUC, contre 1/6 dans l'unité urbaine de référence, et trois jeunes sur 10 se déclarant ni en emploi ni en poursuite d'étude (NEET)<sup>23</sup>.

Sur le plan scolaire, les jeunes des QPV connaissent des taux de réussite au diplôme national du brevet plus faibles : ce taux dépasse 83 % dans les collèges publics situés à plus de 300 m des quartiers prioritaires, il est de moins de 75 % dans les collèges publics les plus proches de ces territoires. Ils sont aussi plus fréquemment orientés vers les filières professionnelles, et leur niveau de qualification est plus faible au terme de leur scolarité.



## ■ Caractéristiques scolaires et sociodémographiques des jeunes résidant en Zus et des autres jeunes urbains (2007)



Source : interrogation 2010 de la Génération 2007, Céreq - partenariat Secrétariat général du Comité interministériel des villes.

La situation scolaire des jeunes des QPV parisiens est plus complexe. Dans un récent rapport du CNESCO<sup>24</sup> sur les inégalités territoriales en matière éducatives, les auteurs, qui analysent des données à l'échelle francilienne, observent ce qu'ils qualifient eux-mêmes d'un « effet Paris ». En utilisant l'indicateur du taux de réussite aux épreuves écrites du brevet des collèges (sans le contrôle continu), ils constatent, que, dans les territoires défavorisés et très défavorisés, les élèves réussissent mieux lorsqu'ils sont à Paris plutôt que dans les autres départements franciliens (seule la Seine-et-Marne présente de taux de réussites proches de ceux de Paris pour des territoires comparables).

Cette « surperformance » des élèves parisiens des quartiers défavorisés semble s'expliquer par la spécificité de la géographie sociale et de l'offre scolaire parisienne. La contiguïté spatiale des inégalités dans la capitale produit un relatif desserrement des liens entre ségrégation scolaire et ségrégation territoriale : on rencontre plus souvent qu'ailleurs des établissements défavorisés, ou encore appartenant aux réseaux REP ou REP+, situés dans le périmètre de territoires favorisés. Ces établissements présentent une population scolaire plus mixte, avec, par exemple, une proportion d'enfants de cadres deux fois plus importante dans certains collèges REP parisiens que dans les collèges REP situés dans des territoires plus défavorisés<sup>25</sup>. Par ailleurs, les établissements défavorisés de la capitale bénéficient tendanciellement de ressources plus importantes que les établissements comparables des autres départements franciliens. En raison de l'attractivité du territoire parisien notamment, ces établissements bénéficient ainsi un *turn-over* moins rapide des équipes enseignantes, ou encore de proportions plus importantes d'enseignants titulaires et de professeurs agrégés. **Ce faisceau d'indices permet ainsi de faire l'hypothèse que les élèves des quartiers prioritaires parisiens bénéficient d'un effet établissement positif<sup>26</sup>**, qui leur permet de progresser davantage et d'atteindre des niveaux scolaires plus élevés que s'ils avaient été scolarisés dans des établissements plus ségrégués et moins bien pourvus en ressources éducatives. Cette hypothèse est renforcée par les données compilées par l'APUR, qui montrent que, par-delà la réussite au brevet, les élèves des QPV parisiens sont plus souvent scolarisés entre 16 et 24 ans, sont plus nombreux à être orientés en filières générales, et qu'ils redoublent moins souvent après la troisième, que dans les autres quartiers prioritaires en France<sup>27</sup>.

Cet « effet Paris » n'apparaît cependant pas s'exercer de façon homogène à l'intérieur des murs de la capitale. Les analyses de l'APUR montrent ainsi que, si dans certains quartiers, les taux de réussite au brevet sont élevés, d'autres présentent des taux parfois très inférieurs aux moyennes nationales, et même parmi les plus faibles constatés dans l'ensemble de la géographie prioritaire en France. La polarisation de l'espace parisien, ainsi que le front de la gentrification qui n'avance pas de façon comparable dans les différents secteurs défavorisés de la capitale, sur lesquels nous reviendront plus longuement dans le chapitre suivant de ce rapport, sont sans doute pour beaucoup dans ces écarts de performance des établissements scolaires et des élèves issus des QPV.

---

<sup>24</sup> CNESCO, *Quartiers, égalité, scolarité. Des disparités territoriales aux inégalités sociales en Ile-de-France*, Rapport scientifique, octobre 2018.

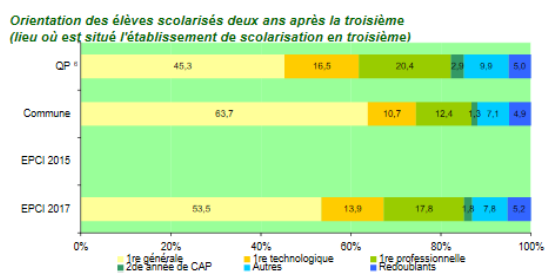
<sup>25</sup> Cf. *ibid.* p.43

<sup>26</sup> Sur ce thème, cf. Marie Duru-Bellat, *Les inégalités sociales à l'école*, PUF, Paris, 2015

<sup>27</sup> APUR, Evaluation à mi-parcours du Contrat de ville - Volet 1. Spécificités des quartiers prioritaires parisiens

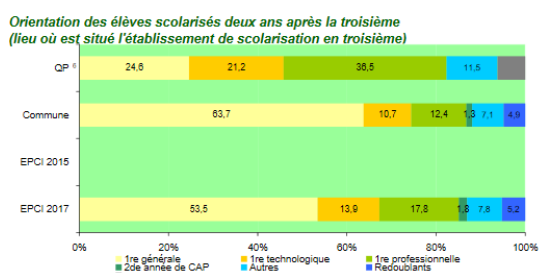
Les deux quartiers qui nous intéressent sont à l'image de ce paradoxe parisien, et présentent une polarité forte. « L'effet Paris » semble en effet jouer pleinement dans le cas du QPV du grand Belleville, où l'on observe notamment une translation vers le haut des différences d'orientation, avec un accès en voie générale qui apparaît même prédominant. Pour le secteur des Portes, cet « effet capitale » apparaît au contraire inexistant, puisque l'accès aux filières générales est même inférieur à la moyenne nationale des élèves issus d'établissements jouxtant des QPV (24,6% vs 32,1%), alors que les orientations en filière technologique, et encore plus en filière professionnelle, y sont proportionnellement plus importantes.

**Zone étudiée**  
QP Grand Belleville 10ème - 11ème - 20ème (QP075020)



\*note : Les parts en QP correspondent aux parts d'élèves parmi ceux scolarisés en 2015 et scolarisés en troisième dans un collège situé dans ou à moins de 300m d'un QPV deux ans auparavant.  
Source : Ministère de l'Éducation Nationale, Depp - 2015

**Zone étudiée**  
QP Porte Montmartre - Porte Des Poissonniers - Moskova (QP075010)



\*note : Les parts en QP correspondent aux parts d'élèves parmi ceux scolarisés en 2015 et scolarisés en troisième dans un collège situé dans ou à moins de 300m d'un QPV deux ans auparavant.  
Source : Ministère de l'Éducation Nationale, Depp - 2015

Il reste que malgré cette singularité parisienne, le poids des orientations contraintes a été largement souligné par les membres du groupe de travail, posant notamment la question de la marge de manœuvre de l'institution scolaire elle-même. Celle-ci souffre de ces orientations subies, en raison de l'image renvoyée aux jeunes, d'une institution qui les sanctionne plutôt qu'elle ne les aide.

## 1.2 Dés-ouvriérisme et pression scolaire

A l'échelle nationale comme à l'échelle locale, la prise de distance avec les métiers et la condition ouvrière constitue la tendance lourde qui travaille la démographie et la sociologie des QPV. Cette prise de distance est particulièrement sensible pour les jeunes générations qui sont « aspirées » vers le haut de l'échelle des CSP, délaissant tendanciellement l'emploi ouvrier :

**Tableau 1**  
Catégories socioprofessionnelles des personnes en emploi en 2015 en quartiers prioritaires et unités urbaines englobantes

	Ensemble		Quartiers prioritaires					
	Quartiers prioritaires %	Unités urbaines englobantes %	Effectifs en milliers	Hommes %	Femmes %	15-29 ans %	30-49 ans %	50-64 ans %
Agriculteurs exploitants	0,2	0,3	2	0,2	0,1	0,0	0,3	0,0
Artisans, commerçants, et chefs d'entreprise	3,7	5,5	48	5,6	1,5	1,7	4,5	3,9
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,9	24,2	77	6,0	5,8	5,1	6,7	5,1
Professions intermédiaires	17,0	27,0	222	16,1	17,9	23,1	17,5	10,6
Employés	38,7	27,0	504	21,2	57,7	41,1	33,7	45,9
Ouvriers	34,1	15,8	444	50,3	16,5	28,8	36,6	34,0
Non renseigné	0,6	0,3	7	0,6	0,5	0,3		
Ensemble	100,0	100,0	1304	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs (en milliers)	1304		1304	678	626	308	648	348

Cette « aspiration vers le haut » des jeunes des QPV est classiquement analysée par les sociologues comme le signe d'un déclin de la communauté et de la culture ouvrière, naguère associées à ces populations, qui ne réguleraient plus, désormais, les aspirations et ne chercheraient plus à se « reproduire ». Alors que la communauté et la conscience de classe rendaient attractive et « honorable » la perspective d'un destin ouvrier, les jeunes des quartiers populaires nourrissent aujourd'hui leurs aspirations aux quatre vents de la société de consommation et puisent leurs modèles de réussite dans le monde des médias et des classes moyennes. Parents comme enfants adoptent désormais la norme des études longues et du salut par l'école (Beaud, Pialoux, 1999). Cette évolution soumet le lien filial à une injonction paradoxale : les enfants doivent s'éloigner tout en restant proches, changer de monde sans quitter l'univers culturel familial.

Mais, alors que les ambitions sociales sont tirées vers le haut, les inégalités face à l'école restent entières, comme le rappellent les données présentées ci-dessus. D'après les sociologues<sup>28</sup>, le capital culturel transmis par la famille ne permet pas de faire face aux épreuves scolaires, et le « rapport au savoir » est trop « instrumental », trop marqué par la seule nécessité de réussir ou de ne pas échouer, pour permettre un investissement subjectif suffisant dans les apprentissages.

Les aspirations de ces jeunes sont ainsi « presque » condamnées à être déçues. « Presque » parce que cette « loi » connaît de nombreuses exceptions et que la réussite relative de ces jeunes, si l'on tient compte de leur position de départ, est plutôt meilleure que celle des jeunes issus d'autres territoires<sup>29</sup>. Plus de 20 % des jeunes issus des QPV accèdent aujourd'hui aux études supérieures, et près de 10 % sortent du système scolaire avec un troisième cycle de grande école et d'université. Une part de cette jeunesse, certes encore modeste, se hisse ainsi aujourd'hui, au-delà des études secondaires, investit les filières universitaires courte ou longue, les grandes écoles pour certains, au point qu'une élite scolaire « made in banlieue » commence à véritablement constituer un groupe à part entière, avec ses caractéristiques propres<sup>30</sup>.

Le rapport à l'école demeure cependant marqué d'une grande violence pour la plupart parce que celle-ci ne les sélectionne pas « en amont », comme dans l'école de la troisième république où les enfants du peuple n'accédaient pas au lycée réservé à la bourgeoisie et à quelques boursiers. Le travail de tri réalisé par l'école opère au contraire par l'échec, par l'exclusion du jeu pendant la course. Orientations négatives et sentiment d'invalidation sont le lot commun de ces élèves qui ont intériorisé la norme des études longues et des filières générales mais y échouent et sont « orientés », le plus souvent par défaut, vers des filières professionnelles pour lesquelles ils n'ont pas d'appétence. Le « lycée pro » devient ainsi, pour beaucoup d'entre eux, le lieu d'un travail de deuil long et pénible, dont certains préfèrent se dispenser et « décrochent », et qui vise à produire un réajustement entre leurs ambitions et les chances réelles que le système, finalement, leur concède<sup>31</sup>.

---

<sup>28</sup> Voir par exemple Elisabeth Bautier, Patrick Rayou, *Les inégalités d'apprentissage*, PUF, 2013

<sup>29</sup> La condition d'enfant d'immigré, comme on le verra plus loin, joue sur ce point un rôle central.

<sup>30</sup> Fabien Truong, *Jeunesses françaises: Bac + 5 made in banlieue*, La Découverte, 2015

<sup>31</sup> Hugo Palheta, *La Domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*, PUF, 2012

### 1.3 La crise de la régulation traditionnellement associée à la conscience de classe ouvrière

Le système social de la « banlieue rouge » associant une communauté de vie, un système politique municipal et une conscience de classe, garantissait à la fois la régulation des conduites juvéniles, des aspirations des jeunes et de leur capacité à s'identifier à une position et un destin sociale vécu comme honorable. Pour les membres du groupe de travail, le déclin de ce système social apparaît éclairant pour saisir les difficultés des jeunes dans la construction de leur identité.

Lors des discussions, certains ont ainsi évoqué, s'agissant des publics qu'ils ont l'habitude côtoyer, leur sentiment d'une « *perte de boussole symbolique, de sens de soi, d'authenticité et de repères dans le monde dans lequel on est* ». D'autres, dans le même sens, ont décrit une jeunesse « *en manque de repères, de rites communs* », aux prises avec une multiplicité de sources d'information et d'identification qui rend difficile de « *trouver des repères communs* ».

Loin d'une identité ouvrière ou populaire univoque c'est donc l'éclatement qui semble caractériser les cadres d'identification des jeunes, écartelés entre les influences familiales, celles de la famille celles des pairs, au point de déboucher sur un état de flottement où « *qu'on est pas les mêmes jeunes d'un cadre à l'autre* ».

La communauté ouvrière opérait aussi un contrôle normatif sur les aspirations et les pratiques culturelles des jeunes. Ceux-ci s'identifiaient à leurs pairs plutôt qu'à la jeunesse bourgeoise des lycées et des beaux quartiers. La pauvreté et les privations matérielles étaient gérées par l'intériorisation des possibilités et impossibilités associées à une condition et un destin de classe, et par le tracé d'une ligne de démarcation entre le « *pour nous* » et le « *pas pour nous* », par l'autolimitation des horizons d'attentes. Le déclin de la culture et de la communauté ouvrière fait sauter cette « digue », et les aspirations consuméristes des jeunes s'élèvent. La pauvreté des parents ne permettant pas de satisfaire ces aspirations, ils s'en vont chercher des ressources « ailleurs ». La petite délinquance peut ainsi être décrite comme un « conformisme déviant » : elle vise, de façon parfaitement conformiste, à permettre de participer à la société de consommation, mais faute de disposer des moyens adéquats et légitimes, elle mobilise des moyens illégaux<sup>32</sup>.

Cette analyse sociologique classique a également retenu l'intérêt du groupe de travail car elle éclaire, outre les conduites déviantes, la valorisation de la consommation par les jeunes. Ils auraient, explique une participante, « besoins de consommer pour exister ».

De même, pour les membres du groupe, c'est un sentiment plus transversal de sous considération, de non-reconnaissance, de dévaluation et d'autodépréciation qui transparaitrait chez ces jeunes, rendant particulièrement malaisée la construction d'une identité positive et la projection vers un avenir désirable. La encore, la perte d'un modèle d'identification positif, d'une « conscience fière » associée au groupe, ainsi que la perte de régulation des aspirations qui remplissait autrement la communauté, permettent d'éclairer ces attitudes.

---

<sup>32</sup> Cette notion de « conformisme déviant » est reprise par les sociologues qui étudient les banlieues au théoricien américain Robert K. Merton.

## 2 Qui sommes-nous ?

Nous avons jusqu'ici développé une analyse assez générale des mutations de la question sociale et de ses effets, tels que la littérature sociologique les enregistre sur la condition juvénile des quartiers prioritaires. Comment ces mutations se manifestent-elles à l'échelle des jeunes que nous avons rencontrés au cours de notre enquête ?

### 2.1 « Je suis de la classe normale »

Ces évolutions de la question sociale se manifestent tout d'abord dans les modes de représentation de soi et de sa « position » dans la société.

Certes, pour certains, la pauvreté reste un critère permettant de décrire le quartier, et parfois même leur propre situation ou celle de leur famille. C'est en ces termes que Lamine se décrit et décrit ses copains : « *La pauvreté parce que si on serait pas pauvre on serait pas là. On peut être posé de 13h à 20h sur le même banc... c'est pas une vie ça* ». De même, pour Amar, dans son quartier des trois tours dans le secteur de la porte Montmartre, « *la pauvreté des gens est primordiale* », « *y'a beaucoup de familles ici, il y en a qui sont en manque, qui ont des besoins.* » Enfin, c'est en référence aux autres quartiers que celui où il vit lui apparaît comme pauvre à Amine, qui vit aux Amandiers : « *Les autres quartiers sont les quartiers de riches. Je m'y sentirais pas bien. Il y aurait de trop gros contrastes par rapport à mon quartier* ».

Cette caractérisation socioéconomique du quartier fait cependant plutôt exception chez les jeunes rencontrés. Parfois, la pauvreté est mentionnée pour être aussitôt relativisée, comme chez Luvenia : « *y'a pas que des gens pauvres, et on est plus de plusieurs origines. Même à l'intérieur des amandiers* ». Plus souvent, la situation socioéconomique est considérée comme non pertinente et l'idée que la pauvreté singularise le caractère le quartier jugée inappropriée. Ainsi d'après Morgane, on rencontrerait, dans son quartier de « Clignancourt », dans le secteur de la porte Montmartre, des « *classes sociales variées, parce qu'on dit que c'est un quartier pauvre mais y'a quand même des situations ou les personnes sont pas à plaindre...* » Et de compléter : « *moi je suis "classe normale". Ma mère ne travaille pas, mon père travaille* ». Chloé, enfin, rechigne à répondre lorsque je lui demande si les Amandiers est un quartier pauvre : « *franchement je sais pas...* ». Pour finalement se résoudre à répondre par l'affirmative lorsque j'insiste en lui rappelant tous les indices qui montrent que la pauvreté est importante. Pour autant elle ne se refuse à traiter cet aspect du quartier comme une injustice sociale : « *Non après il faut se lever, il faut aller chercher l'argent. Il y en a qui naissent riches mais si tu veux être riche il faut travailler...* »

Ce sont là les seules considérations d'ordre socioéconomique que nous avons entendues durant cette enquête. Dans tous les autres cas, les jeunes mobilisent d'autres critères pour caractériser leur situation et celle de leur quartier, critères territoriaux, culturels, « ethniques », qui seront décrits dans les chapitres suivants. Aucune identité de classe, dans tous les cas, ne se dessine véritablement dans les entretiens.

### 2.2 L'injustice policière : un rapport de force au corps à corps

En dehors des critères alternatifs à la classe (genre, race, territoire etc.), les jeunes s'accordent cependant unanimement pour décliner une identité collective forgée dans la confrontation quotidienne avec les forces de l'ordre. L'omniprésence de la police dans leur quotidien constitue sans doute l'expérience qui les place au plus près d'une expérience de classe dominée, traitée comme une « classe dangereuse », sujette à une surveillance et une répression accrue. Et c'est la figure d'injustice qui leur vient le plus massivement à l'esprit lorsqu'on leur demande s'ils se sentent personnellement victimes d'injustice.

Le quartier des Amandiers est particulièrement éprouvé par ce rapport conflictuel aux forces de l'ordre en raison de la mémoire de l'affaire Lamine Dieng. Ce jeune habitant du quartier est mort dans le fourgon de police qui l'amenait au poste à la suite d'une plainte pour tapage nocturne. Le jeune homme est mort asphyxié alors que les agents de police le plaquaient au sol du fourgon. La famille a créé un collectif et a porté l'affaire devant les tribunaux, qui ont tous jusqu'à présent prononcé des non-lieux<sup>33</sup>. « Ici on a vraiment beaucoup eu à faire avec la police. Les assos ne préfèrent pas trop se mêler à la question du lien à la police. Mais y'a des personnes du quartier qui militent eux-mêmes, y'a des collectifs, qui organisent des marches... Les gens participent aux marches. Dans l'affaire Lamine Dieng, la famille milite vraiment et ramène beaucoup de monde. Chaque année une marche de collaboration. Certains membres [de l'association] y vont. »

Pour les jeunes que nous avons rencontrés, le rapport à la police est vécu comme un rapport de force et une oppression quotidienne. Pendant l'entretien, Morgane décrit une fouille avec placage contre un mur, qu'elle a subi, dit-elle, « juste parce que tu descends de chez toi ». A ses yeux, les pratiques policières relèvent bien d'une ostracisation que les jeunes subissent en tant que groupe stigmatisé et défavorisé : « Les contrôle de police sont plus souvent que dans le 16e. Je suis une fille blanche, ça ne m'a pas empêchée d'être contrôlée plusieurs fois. » Mais le « critère » qui déclenche cet ostracisme reste flottant dans les propos des jeunes. Est-il social, racial, territorial ? Juste après avoir de façon très « classiste » opposé la quiétude des jeunes du 16<sup>e</sup> arrondissement au harcèlement policier qu'elle et ses amis disent subir, elle convoque un autre critère : le stigmate territorial : « les flics font exprès de venir au clash pour pouvoir embarquer, ils aiment bien provoquer... Tout ça parce que t'es dans un quartier et qu'ils se disent que c'est que des racailles, alors que des racailles y en a partout. » Lamine, de son côté suspecte le racisme policier : « Parce que moi dans ma vie j'ai pas eu de problème d'injustice par rapport à ma provenance ou mon origine. Peut-être après je l'ai pas vu, mais ça pour moi ça existe même pas. Par contre la police je l'ai connue. Des fois je me dis ils ont pas de vie. Ils galèrent. Ils viennent ils contrôlent pour rien, comme ça? Je sais pas. Je sais pourquoi ils le font. Ils giflent, ils insultent, pour rien. On pourrait avoir des meilleures relations. Ils font leur travail point. Mais ça se passe pas comme ça. Je sais pas pourquoi. »

De fait, c'est surtout le sentiment d'un non-sens qui prédomine chez les jeunes. Le sentiment d'être harcelé « sans raison », à l'instar de Najma pour qui la forme d'injustice principale que subissent les jeunes des quartiers sont ces « contrôles de polices pour rien ». Mais ce « harcèlement » entretient bel et bien une conflictualité au quotidien, conflictualité au corps à corps, pur rapport de force sans objet apparent si ce n'est le jeu sans issu des humiliations qu'il faut réparer, des coups qu'il faut rendre, de l'honneur bafoué (et parfois des vies détruites) qu'il faut venger. « C'est eux (les policiers) qui

---

<sup>33</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, l'affaire devait être portée devant la cour européenne des droits de l'homme

*poussent les jeunes à ne pas les respecter, estime Chloé. S'ils y faisaient bien les choses et qu'ils nous insultaient pas.... "Sale noire". Ils tapent pour un rien...Ils disent "pourquoi tu me regarde comme ça, regarde moi bien, baisse tes yeux". En fait ils sont dans la provocation. » « T'as juste une envie parfois c'est de leur rentrer dedans » renchérie Morgane, tout en repelant comment cette logique de vendetta gouverne aux traditionnelles « émeutes du 13 juillet avec des barricades, des feux de voiture, et des policiers piégés. L'idée c'est de se venger des flics, de ce qu'ils font toutes l'année. Parce qu'ils [les jeunes] ont un sentiment d'injustice qui peut se comprendre. »*

Ce face à face avec la police, prenant la forme d'un véritable corps à corps, d'une sorte de rapport d'oppression à l'état chimiquement pur, est traditionnellement rapproché par les sociologues de la « question sociale » au déclin des formes institutionnalisées du conflit social qu'organisaient le système social des banlieues rouges et la conscience de classe ouvrière. Le reflux de cette forme d'organisation sociale prive les populations des quartiers de représentation politique. Les « porte-parole traditionnels sont devenus muets » (Beaud, Pialoux, 2003, p. 406) et aucun acteur populaire ne semble être parvenu à prendre le relais du mouvement ouvrier. Les habitants, et les jeunes en première ligne, ressentent des profonds sentiments d'injustice tout en ayant le sentiment de n'être pas représentés, de ne pas « compter », que leurs paroles, leurs intérêts, et même leur présence sur le territoire national ne sont pas pris en compte, si ce n'est comme un problème ou une menace<sup>34</sup>. Cette sorte de « conscience sociale bloquée », lourde d'une révolte qui ne dispose ni des mots ni des canaux du politique, a constitué l'un des facteurs centraux de la vague d'émeute qui a traversé le territoire national en novembre-décembre 2005<sup>35</sup>. Elle constitue le fond commun de toutes les logiques « émeutières » dont la présence demeure endémique dans ces territoires : la contestation s'exprime non par les mots, le dialogue et les canaux des institutions représentatives, mais par l'intensification de la visibilité dans l'espace public (le feu de voiture), et par l'opposition frontale aux forces de l'ordre. Toute une panoplie de scènes larvées de conflit à la limite de la légalité viennent ainsi nourrir des conduites para-délinquantes que Laurent Muchielli qualifie « d'expressives », car leur caractéristique centrale est de ne viser aucun bénéfice matériel. Elles ne prennent sens que par la symbolique qu'elles mettent en œuvre. Symbolique d'une contestation sans mots ou d'épreuve de force matérialisant à l'état brut un rapport oppression/résistance : dégradation de bâtiments publics<sup>36</sup>, jeu de provocations croisées, parfois ritualisées, avec les représentants de diverses institutions – la police évidemment, mais aussi, parfois, les pompiers, les enseignants, les travailleurs sociaux...

### 2.3 Classements scolaires, distances sociales et croyance méritocratique

Si les jeunes se situent difficilement en termes de position de classe, ils mobilisent cependant le critère scolaire comme éléments différenciateur, à l'intérieur des groupes de pair comme dans le rapport au monde extérieur. Ce critère, cependant, ne permet pas non plus de cristalliser une conscience sociale

---

<sup>34</sup> Régis Cortesero, « La domination sans l'exploitation. Sentiment d'injustice, rapports sociaux et résistance au stigmatisme dans les quartiers de banlieue », in Cortesero (dir.), *La banlieue change ! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires*, Le Bord de l'Eau, 2012, pp.65-93, Marlière E., *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Fayard, Paris

<sup>35</sup> Cortesero Régis, Marlière Éric, « L'émeute est-elle une forme d'expression politique ? Dix ans de sociologie des émeutes de 2005 », *Agora débats/jeunesses*, 2015/2 (N° 70), p. 57-77

<sup>36</sup> Les écoles et les médiathèques ne sont pas les dernières touchées Cf. Denis Merklen, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*, ENSSIB, 2013,

et collective en raison de la force de la croyance méritocratique qui fait de l'individu, seul face à son destin, la clé de ses réussites et de ses échecs.

### 2.3.1 Espace scolaire et distances sociales

L'espace scolaire constitue pour les jeunes un lieu de classement et de qualification des différences sociales, ainsi qu'un lieu de confrontation aux distances entre les groupes. C'est par exemple en terme scolaires qu'Alexis décrit la diversité des jeunes du quartier des Amandiers, « *de l'étudiant au déscolarisé* ». Dans la plupart des entretiens, les jeunes décrivent les différences qui prennent forme au sortir du collège, lorsque certains partent dans des formations générales, d'autres en « professionnel », d'autre encore finissent par « décrocher »...

Cet espace scolaire est aussi celui de la confrontation à la distance sociale, et c'est là une expérience centrale et fondatrice pour ceux qui accèdent aux filières générales des établissements distants (socialement et spatialement) de l'entre-soi populaire expérimenté au collège. Najma, qui n'avait guère fréquenté que les jeunes de son quartier jusqu'alors, découvre que certains jeunes vivent « autrement » : « *J'ai été dans un lycée dans 9eme arrondissement et on voyait bien que c'est pas la même mentalité, le même train de vie...* ». Même « découverte » pour Lamine, qui doit s'éloigner des établissements du secteur où sont orientés ses copains pour poursuivre une filière ES dans un lycée parisien : « *J'avais jamais vu ça moi. Mais j'aime bien.... ce monde-là. Mais c'était vraiment différent, pas les mêmes personnes, les mêmes mentalités, ce qui vont les faire rire c'est pas ce qui va me faire rire, on est pas pareil, mais c'était bien...* ».

Cette confrontation fait cependant figure d'épreuve pour la plupart des jeunes rencontrés, Lamine faisant plutôt exception sur ce point. En pénétrant l'univers social des « autres », ces jeunes en situation scolaire ascendante doivent affronter à la fois la cruauté de la comparaison sociale et le risque d'infériorisation qui lui est lié, le regard stigmatisant et les stéréotypes dont ils sont affublés, et enfin bien souvent l'ostracisme des jeunes de classes moyennes ou des enseignants à leur égard. Kamel « *n'a pas aimé* » son expérience en BTS, et c'est la cruauté du regard de classe, la confrontation au mépris de classe, qui constitue le cœur de l'épreuve dans son cas : « *En BTS: c'était vraiment la bourgeoisie. Moi je suis beaucoup à l'affect. Au début j'ai pas d'a priori. J'aime pas ceux qui se prennent pour d'autres choses en dénigrant. Ça m'a rappelé une fille de style bobo "t'arrive de professionnel, ça va être dure pour toi". J'ai ressenti le côté "on a pas les même chances, on arrivera pas au même endroit"* ». Binta, en arrivant en seconde générale, est choquée par la mentalité des enfants de la bourgeoisie qui fréquente son établissement, au point que sa description inverse terme à terme le stigmatisme affublant classiquement le « jeune de banlieue », indocile, insolent, à la limite des la petite délinquance. « *Dans mon lycée je fréquente les gens de la jetset, c'est pas des petites gens, ils vont en soirée, ils fument du pillon [elle rit tellement elle trouve ça aberrant]. Ils manquent de respect aux profs comme s'ils avaient tous les malheurs du monde sur leur dos alors qu'ils ont rien ... Ils parlent mal à leur parents... c'est grave ! (...) C'est même pas des bourgeois, ils sont pourris gâtés, ils font des trucs ça me dérange, ils voient pas la chance qu'ils ont, il y a des gens qui voudraient être à leur place, eux ils sont ingrats...* » Vus depuis la cité, les caprices d'adolescents bien nés des beaux quartiers sont vécus comme une véritable violence sociale et symbolique, inspirant à Binta une nette réaction de rejet. Et à cette violence s'ajoute celle de l'ostracisation dont elle se sent victime en raison de leurs préjugés : « *J'ai l'impression qu'ils ne veulent pas me parler, ils pensent que je suis vraiment méchante alors qu'ils m'ont jamais entendu parler* ». Elle expérimente ainsi à véritable mal-être social dans la confrontation à la

différence de classe, qui la conduit à vouloir maintenir la distance plutôt que la réduire : « *Moi aussi j'ai pas trop envie d'être ami, d'être avec eux. J'aime pas les gens qui... pour moi tout le monde est pareil, dès que quelqu'un essaie de se montrer supérieur c'est "toi t'es pas mon ami".* »

### 2.3.2 L'école injuste ? Les orientations négatives

Cette confrontation à la différence sociale et à la différence de classe dans l'espace scolaire pourrait faciliter la mise en place d'une représentation *sociale* du fonctionnement de l'école et de ses pratiques de sélection, connectant celles-ci aux inégalités sociales qui différentient les élèves en amont de la compétition et les dote de chances inégales. Ce n'est en réalité que très marginalement le cas.

La figure centrale de l'injustice scolaire rencontrée dans les entretiens concerne les orientations négatives. Les élèves seraient « orientés » par les enseignants, vers des filières de relégation, sans tenir compte de leurs aspirations et de leur potentiel. C'est par exemple l'avis de Chloé : « *Pour nous orienter dans les lycées je trouve qu'ils nous jettent. Ils prennent pas le temps. Ils disent "t'as pas la capacité d'aller là-bas". Ils te motivent pas. Alors que tu pourrais avoir la capacité. Genre "tu pourrais pas avoir un bac, fait un CAP", mais après le CAP il fait un bac.* » L'orientation reposerait ainsi sur un *a priori* négatif des enseignants au sujet des élèves des quartiers et des établissements prioritaires. Plus brutalement encore, elle correspondrait à une sanction. La (bonne) conduite serait un critère d'orientation pour les enseignants, critère jugé illégitime par les jeunes : « *Y'a aussi ceux à qui on donne pas la chance d'aller en général. Dans le collège où t'étais t'as 10 de moyenne tu parles un peu c'est fini : "toi t'iras pas en général"* » (Binta). Amar considère que c'est la raison pour laquelle il n'a pu accéder à une filière générale : « *Condorcet est un des meilleurs collèges d'Ile de France. Mais je foutais le bordel aussi. J'étais pas un mignon garçon. J'ai fini avec 11 de moyenne. Mais pour me faire payer il m'ont envoyé en pro* ».

Mais la critique de l'école reproductrice des inégalités, en quelques sorte, s'arrête là. Parmi l'ensemble des jeunes rencontrés, seule Binta a esquissé l'idée que l'origine sociale elle-même pouvait être un facteur en soi. « *L'égalité des chances à l'école? Non... il y en a pas parce que la culture (que te transmet tes parents)... le pistonnage... La couleur de peau... etc... Parents sont pas allés à l'école pour beaucoup... Ils peuvent pas aider* ».

### 2.3.3 Méritocratie et « motivation »

Cette « faiblesse » d'une vision sociale des inégalités scolaires peut être mise en relation avec la force de la croyance « méritocratique » selon laquelle les résultats sont liés au travail et à la « motivation », que partagent largement ces jeunes.

Aucun destin n'est joué d'avance car le travail peut payer. Telle est la morale qui se dégage de nos entretiens. Pour Kamel, « *avec beaucoup de travail tu peux y arriver. J'ai un copain qui a fait médecine. Un autre qui est à bac +5* ». Morgane le rejoint « *Avec la motivation tu peux réussir* ».

Chloé considère même que ne pas « croire » dans le potentiel de chacun serait quasiment discriminatoire, car cela reviendrait à refuser aux jeunes des cités le sens des responsabilités et l'autonomie que tout le monde acquiert en grandissant : « *Tout le monde peut réussir, si tu bosses pour*

*ce que tu veux... On est plus des enfants, t'es conscient, on réfléchit pas tous pareil, c'est pas un cerveau pour 10* ». Sans remettre en question ce discours, Luvenia rappelle pour sa part que l'équivalent méritocratique entre travail et performance est affirmé par l'école elle-même, qu'il relève du discours enseignant : « *Les profs [de troisième dans le collège prioritaire du quartier] disaient que c'est pas l'établissement qui va changer les notes, mais la personne elle-même : si elle décide de faire n'importe quoi ou...* »

Avec ce modèle d'explication des trajectoires scolaires en tête, la question clé devient, aux yeux des jeunes, celle de la *motivation*. S'il faut travailler pour réussir, alors il faut trouver la motivation pour travailler. Et pour ces élèves qui peinent à donner un sens *a priori* aux exercices et au travail scolaires<sup>37</sup>, le fait d'être « accrochés » par des facteurs de motivations extérieurs à l'espace et aux enjeux proprement scolaires acquiert une importance centrale. Le partage des eaux entre « ceux qui réussissent » et « ceux qui échouent » passent alors essentiellement par l'image d'un « entourage » qui saura se montrer mobilisateur ou non. Ceux qui réussissent sont « poussés » par d'autres. Les parents sont bien sûr les premiers de ces « autrui pourvoyeurs de motivation », et la démission ou l'incapacité de ceux-ci constituent un facteur central aux yeux des jeunes. Les enseignants, par leur capacité à rendre intéressante leur discipline et par le regard confiant et bienveillant qu'ils peuvent poser sur l'élève, sont crédités d'une responsabilité importante. Et il n'y a pas de mot assez durs à l'égard ceux qui « *te rabaissent; quand ils te disent "t'es un raté, tu vas pas réussir"* » (Chloé). Mais ces « autrui donneurs de sens » peuvent provenir de tous les horizons, comme pour Habib, dont c'est le président de l'association dont il est bénévole qui a joué ce rôle, vital, de « coach » : « *Arrivé en terminal, je voulais lâcher, c'est Alexandre qui m'a donné le peps; il m'a même forcé à faire des études supérieures* ». Inversement, lorsque l'élève peine à obtenir les résultats escomptés, c'est au manque de soutien dont il fait l'objet qu'il impute une partie de la responsabilité. C'est le cas d'Amar : « *Je sais que j'ai des capacités et je sais que je pourrais aller loin mais j'arrive pas à avoir ce petit coup de pouce. Ce qu'il y a c'est pas assez (d'animateurs, de missions locales etc.)* »

Avec la croyance méritocratique que « l'effort paie », les élèves se trouvent ainsi comptables de leur succès et de leurs échecs. Ils ne peuvent véritablement appréhender l'école comme un système de reproduction triant selon de différences sociales de départ. L'ensemble de leur représentation de la machinerie scolaire repose sur l'image quasi sacralisée d'un « individu capable », d'un élève disposant toujours de toutes les capacités requises, mais que diverses circonstances, plus ou moins accidentelles (les préjugés négatifs des enseignants qui pratiquent des « orientations sanction », la présence d'un entourage plus ou moins soutenant), vont permettre, ou empêcher, la mobilisation. Encore une fois, l'individu est renvoyé à lui-même et à ses ressources, et détaché de son appartenance et de son identité collective.

#### 2.3.4 De la conflictualité à l'activation

Cette prégnance d'une vision individualiste et méritocratique de la réussite et des trajectoires place la conscience des jeunes au plus loin de celle traditionnellement associée au sentiment d'appartenance de classe. Celui-ci, par le truchement d'institutions d'encadrement directement connectées aux appareils politiques et syndicaux, régulaient la frustration et la révolte en la réorientant vers un ennemi

---

<sup>37</sup> Bernard Charlot, Elisabeth Bautier, Jean-Yves Rochex, *Ecole et savoir dans les banlieues... et ailleurs*, Armand Colin, 1992

commun (la bourgeoisie/le patronat). Ainsi prenait forme une représentation de sa place dans des inégalités, des rapports sociaux conflictuels, et dans une image d'ensemble des oppositions d'intérêt et des rapports de domination qui « expliquent » la condition personnelle, les privations et la violence sociale endurés.

Le fonctionnement scolaire et la forme de subjectivation qu'elle suscite doit être rapprochée d'évolutions plus vastes de la gouvernance et de l'administration du « social ». Ce dernier désigne les systèmes de droits et de protections sociales historiquement élaborés pour répondre à la « question sociale », pour juguler le risque d'explosion sociale lié au maintien d'inégalités sociales dans nos sociétés proclamant l'égalité fondamentale entre tous<sup>38</sup>.

Les transformations de l'état social et de l'intervention publique, qui affectent directement l'expérience des populations des quartiers prioritaires, relèvent de « sortie » du compromis social d'après-guerre, fondée sur une logique assurantielle de protection d'ayant droit contre les risques de la vie<sup>39</sup>, et de développement de politiques dites « d'activation ». La « dette sociale s'inverse » : les subsides de l'état social s'adressent de moins ne moins à des « ayants droit » qu'à des individus devant faire la preuve de leur volonté de conduire leur vie de façon autonome<sup>40</sup>. Les dispositifs d'action sociale sont alors traversés par une « norme d'activation », mettant l'accent sur la responsabilité personnelle et la mise en mouvement des personnes plutôt que sur la protection contre le risque<sup>41</sup>.

Dans les politiques sociales et éducatives dont les jeunes des quartiers populaires sont l'objet, les prestations ne ressortent plus, dans ces conditions, d'un devoir de la société envers les plus faibles. Les jeunes apparaissent comme débiteurs de l'échange social, non comme ayants droit. Les professionnels, enseignants, animateurs, éducateurs, ont à cœur de leur faire prendre conscience de leurs « devoirs » envers la société : devoir de réussir à l'école, devoir « d'insertion », devoir « civique » de participer à la vie de la cité et d'adopter un comportement « responsable ». Ils cherchent à les rendre actifs en les engageant dans des projets attestant de leur bonne volonté, de leur désir « authentique » de jouer le jeu social en assumant leur vie de façon « libre » et autonome. Le cas des commissions d'attribution du Fond d'Aide aux Jeunes (FAJ), étudiés par Léa Lima, illustre cette logique d'administration du social où un tiers, en l'occurrence une commission, délibère sur la légitimité d'une demande d'aide selon des critères de « citoyenneté sociale » (le « juste équilibre » des contributions et des rétributions) et d'autonomie individuelle<sup>42</sup>.

Ce mode d'administration du social repose cependant sur un paradoxe souligné par Robert Castel et bien d'autres : il en appelle « aux ressources de l'individu, s'agissant d'individus qui manquent précisément de ressources »<sup>43</sup>. Les trajectoires individuelles sont détachées de toute causalité proprement sociale, laissant les individus seuls face à leurs échecs, dont ils doivent désormais

---

<sup>38</sup> La répression présente l'autre « réponse » à cette « question sociale ». Cf Bronisław Geremek, *La Potence et la Pitié. L'Europe et les pauvres du moyen âge à nos jours*. Gallimard, 1987. Cette « autre réponse » institue les jeunes des quartiers populaires aujourd'hui en une « nouvelle classe dangereuse ». (Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Fayard, 2003)

<sup>39</sup> Colette Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2014

<sup>40</sup> Astier I., *Les Nouvelles Règles du social*, PUF, 2007

<sup>41</sup> Jean-Claude Barbier, « Peut-on parler d'"activation" de la protection sociale en Europe », *Revue Française de Sociologie*, vol. XLIII, n°2, 2002.

<sup>42</sup> Léa Lima, *Pauvres Jeunes. Enquête au cœur des politiques sociales de jeunesse*, Champ social, 2015

<sup>43</sup> Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Seuil, 2003, p.71

s'attribuer la cause. Du coup l'expérience des institutions devient disqualifiante. L'école massifiée engage les plus faibles dans une compétition « méritocratique » pour laquelle ils manquent de ressources. Mais ils doivent endosser la responsabilité de leurs échecs puisque le « jeu » scolaire se prétend juste et équitable (Dubet, Martuccelli, 1996). Dans le travail des missions locales observé par Beaud et Pialoux (2003), la focalisation de l'intervention sur le jeune lui-même conduit à ne pointer que ses « manques » et, finalement, « objective l'échec scolaire et social » (p. 42).

### 3 Vivre et passer la jeunesse : mission impossible ?

La difficulté, pour les jeunes, d'accéder à l'autonomie a été longuement soulignée par les membres du groupe de travail. La difficulté d'accéder à un logement autonome, aggravée par le contexte parisien, apparaît en outre aux acteurs comme un facteur central. Les difficultés d'insertion et le refus de la condition ouvrière ont également été rappelés. Par rapport à ces observations, l'enquête fait ressortir deux résultats complémentaires. Le premier concerne « l'amortisseur familiale » que les jeunes rencontrés mobilisent devant leur difficulté d'accéder à l'autonomie. Le second relève de l'importance prise par l'entrepreneuriat et l'économie de plateforme dans leurs logiques d'insertion.

#### 3.1 La difficulté d'accéder à l'autonomie et son « amortisseur » familial.

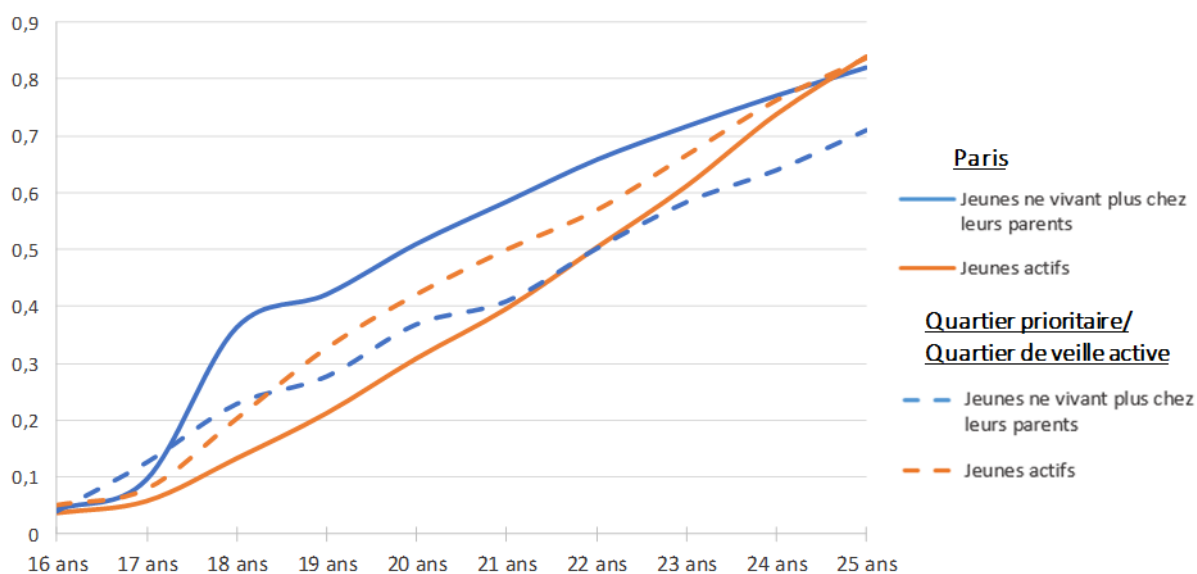
La jeunesse des QPV combine la « double peine » d'une situation socioéconomique dégradée et de politiques de jeunesse peu protectrices, ne facilitant pas l'autonomie, comme rappelée en introduction de ce rapport. Cette situation rend la question de l'accès à des revenus absolument centrale. Et elle rend aussi encore plus compliquée la décohabitation familiale, entretenant ainsi une forte dépendance à la famille.

La totalité des jeunes rencontrés dans cette enquête cherche ou dégage des ressources propres, indépendantes ou complémentaires des aides parentales. Conformément à la logique du « conformisme déviant » évoquée plus haut, les tentations de l'argent facile et de l'économie souterraine du quartier offrent des opportunités auxquelles il est difficile de résister pour ces jeunes désireux de participer à la consommation et aux cultures juvénile. Kamel en dresse le constat implacable : « *t'as rien donc tu deales* ». Amar souligne combien les privations liées au manque d'argent poussent vers la petite délinquance : « *Après le gosse il pète les plombs, il se pose des questions de jeune. Pourquoi moi je peux pas avoir ces pompes. Mes parents ils peuvent pas me les payer. Donc il va trouver comment se les payer lui-même. Et là les conneries commencent.* »

La surreprésentation des étudiants parmi les jeunes rencontrés permet aussi de constater combien il est inévitable, pour eux, de travailler en parallèle de leurs études. Tous sont boursiers mais la nécessité d'un revenu complémentaire reste impérieux, qu'ils soient ou non décohabitant. Morgane poursuit son BTS en autonomie financière totale, sans aide parentale, dans une chambre en cité universitaire. Elle travaille comme animatrice pour équilibrer son budget. Nabil vit chez ses parents mais sa bourse ne lui permet pas de faire face à ses dépenses quotidiennes d'étudiant en BTS. Il travaille également en parallèle dans l'animation et profitait, au moment de notre rencontre, du dispositif « BAFA

citoyen »<sup>44</sup> pour monter en qualification afin de trouver plus facilement des missions. Chloé, son bac en poche, veut faire une école de travail social. Elle a également passé un BPJEPS en alternance, et elle cherchait au moment de notre rencontre du travail dans le but d'économiser pour financer elle-même les frais d'inscription au concours et à l'institut de formation qu'elle parviendra à rejoindre.

La faiblesse ou l'absence de ressources familiales couplée à l'absence de dispositifs publics visant à faciliter l'autonomie rend également la décohabitation particulièrement problématique. A l'échelle nationale, les données disponibles montrent comment une partie de la jeunesse des quartiers prioritaires est contrainte de rester chez ses parents faute de ressources. S'ils quittent leurs parents en moyenne plus tôt que les jeunes des autres quartiers, en raison d'études plus courtes et d'une entrée plus précoce sur le marché du travail, on constate une problématique spécifique de non-décohabitation à des âges avancés, avec par exemple seulement 54 % de garçons qui vivent dans un logement autonome en ZUS à 26-27 ans, alors qu'ils sont, au même âge, 64% dans les quartiers hors ZUS<sup>45</sup>. La singularité parisienne renforce cette difficulté à décohabiter en raison, comme les membres du groupe de travail l'ont souligné, de la pression foncière rendant le logement autonome financièrement inaccessible<sup>46</sup>. L'effet des formations courtes, conduisant à des décohabitations légèrement plus précoces, observé à l'échelle nationale, semble annulé par le contexte parisien puisque « la proportion de jeunes de 16 à 25 ans vivant chez leurs parents est nettement plus élevée dans les quartiers de la politique de la ville qu'en moyenne à Paris (58% des jeunes contre 43% à Paris) »<sup>47</sup>. Ils décohabitent en moyenne plus tardivement (22 ans), et préfèrent tendanciellement attendre d'obtenir un premier emploi, alors que les jeunes parisiens hors-QPV décohabitent plus souvent dès 18 ans, qu'ils soient actifs ou non.



Source : Insee, recensement de la population 2014 / traitements Apur

<sup>44</sup> Ce dispositif permet de se former et de passer un BAFA à très bas coût en échange d'un engagement bénévole.

<sup>45</sup> Rapport ONZUS 2013.

<sup>46</sup> APUR Synthèse, Mars 2015, « Les 16 25 ans à Paris. Portrait social et démographique »

<sup>47</sup> APUR, « qui sont les jeunes des quartiers politiques de la ville à Paris ? », document de travail, données du recensement 2014.

Parmi les jeunes rencontrés, seule Morgane vit seule dans un logement étudiant. Tous les autres vivent chez leurs parents. Cependant, et bien qu'il s'agisse d'un choix de nécessité, aucun ne se plaint de cette situation. Tous décrivent de bonnes relations familiales rendant la décohabitation ni nécessaire, ni même souhaitable. Dans le cas de Lamine, c'est même un choix assumé face à un père qui préférerait le voir partir vivre en cité universitaire pour qu'il apprenne l'autonomie. Son père a fait une demande de logement étudiant mais lui n'est pas vraiment enthousiaste à l'idée de partir vivre loin de la Porte Montmartre, dans un environnement où il ne connaîtra personne. Pour lui, le « bon moment » pour quitter ses parents, c'est « *quand t'es stable financièrement que tu peux les aider. Ils m'ont tout donné, jusqu'à aujourd'hui. Si je gagne le million et que je leur donne, c'est même pas assez* ». Binta, également, est formelle : pas question de quitter le domicile familial quand elle sera étudiante. « *J'aime bien rester chez moi, j'aime bien ma chambre. Ce qui me ferait partir de chez moi c'est que je fonde une famille. J'ai déjà ma liberté, si je veux sortir je sors, si je mets la musique à fond personne me dérange* ». Quand à Amine, il ne voit pas pourquoi il quitterait le domicile familiale vue que toute la fratrie vit toujours chez les parents et qu'il y a une « *bonne ambiance à la maison* ».

Ces situations de non-décohabitation sont des choix de nécessité, chacun estimant qu'il faut avoir un emploi stable, ou une famille, pour quitter le domicile familiale. Mais elles ne sont pas vécues comme une contrainte. Elles peuvent même être présentées comme un calcul rationnel, à l'instar des frères et sœurs de Nabil pour qui, d'après lui, « *c'est leur choix: ramasser le plus d'argent avant de partir* ».

L'amortisseur familial à la contrainte de non-décohabitation semble donc efficace. Il est vécu positivement, comme un calcul et comme un choix guidé par des considérations affectives de bonne entente et de fidélité au groupe familial. Le biais de notre échantillon doit cependant inviter à la prudence. Si les jeunes rencontrés vivent des relations familiales apaisées, on ne doit pas oublier tous ceux qui vivent des ruptures ou des conflits familiaux. Pour eux, l'autonomisation empêchée par la contrainte financière rend sans nulle doute la difficulté à décohabiter beaucoup plus problématique.

### 3.2 Logiques d'insertion : du refus de la condition ouvrière à celle de la condition salariale ?

L'une des grandes surprises de cette enquête est l'importance prise par l'économie de plateforme et l'entrepreneuriat dans les logiques d'accès à l'emploi des jeunes.

Cette importance se repère du côté des professionnels par la récurrence des demandes d'assistance à la création de statuts d'auto-entrepreneur ou de sociétés. « *Pour Uber, Deliveroo etc., ils sont souvent noyés dans les aspects administratifs, explique un éducateur, donc il a fallu les accompagner. Parce que l'offre de la mission locale ne convient pas parce qu'à la mission locale on ne conçoit leur avenir qu'en tant que salariés* ». Même sentiment dans une association dont le cœur d'activité consiste pourtant à développer des animations autour du numérique et des ordinateurs : « *Le phénomène de l'entrepreneuriat s'est beaucoup développé. Du coup maintenant l'association s'occupe des statuts d'autoentrepreneurs pour faire du UberEat.* » Pour Amar, l'économie de plateforme aurait même fait baisser l'attractivité des commerces illégaux : « *On a eu de la chance avec Deliveroo. Ça a aidé les jeunes des quartiers. Au lieu de dealer ils ont fait du vélo. Y'en a qui ont acheté des mercos.* »

Cette poussée de l'entrepreneuriat, outre qu'elle s'appuie sur l'effet d'opportunité offert par le développement des grandes plateformes (Uber, Deliveroo, etc.) s'accompagne d'un rapport problématique et souvent critique au salariat. Tout d'abord en raison des barrières à l'entrée qui peuvent finir par sembler insurmontables<sup>48</sup>. « *Tu peux poser 1000 CV dès fois t'as même pas de réponse. Ou alors on te dit « manque d'expérience » ! Excuse nulle parce qu'il faut bien commencer un jour !* », s'énerve Chloé, actuellement en recherche d'emploi pour financer ses études. Les conditions de travail sont aussi durement vécues par certains, entre cadences jugées trop lourdes et rapport de subordination mal acceptés. Habib a fait un bac pro « electrotech ». Son diplôme en poche il tente de travailler comme électricien : « *J'ai bossé vite fait dans une boîte d'électricien, mais c'était pas carré, ils m'exploitaient, je faisais du 8h/22h.... Le travail dans l'électricité c'est dur et c'est usant mais pas à ce point... !* » Ousmane, après son bac pro dans la restauration, a fait stage en boulangerie. Ça ne lui a pas plu. Il a ensuite réussi à travailler quelques mois en cuisine mais les horaires lui ont paru trop contraignante (8h/15h-18h/00h).

Ce « désamour » du salariat, sensible chez pas mal de jeunes rencontrés, conduit à chercher des alternatives. Le salariat associatif, qui permet de rester dans le quartier, qui permet un autre rapport au travail, en est une. Après son expérience malheureuse dans une entreprise d'électricité, Habib se tourne vers l'association où il avait déjà des activités bénévoles : « *Et puis y'a Alexandre qui m'a proposé un service civique... Et au final je suis salarié ici parce que c'est une association que je kiffe de fou.* » Mais ce sont les plateformes qui bénéficient au premier chef de ces aspirations au travail qui se détournent du salariat. Ousmane, livreur Deliveroo, est formel : « *Tous les jeunes de quartier qui ont de la difficulté à trouver du travail, ils font ça* ». Lui-même a une dizaine de copains qui font ça. Comparant sa condition de livreur à son expérience dans la restauration, il n'hésite pas à affirmer que « *c'est mille fois mieux et moins contraignant (...)* On choisit ses arrondissements et ses horaires ». Il a un planning et c'est lui qui choisit ses heures de travail. Il travaille 7/7j mais fait des petites journées d'environ 4 heures. Il privilégie les petites distances et les arrondissements limitrophes de son quartier. Il affirme réussir à gagner « *à peu près 2400 €/mois* ».

Bien sûr, il faut se garder de toute conclusion hâtive. Les jeunes lycéens ou étudiants rencontrés ne souhaitent pas devenir chauffeur Uber à l'issue de leurs études. Nabil, par exemple, voudrait exercer le métier de biologiste, « *travailler dans un laboratoire avec un sujet de recherche* ».

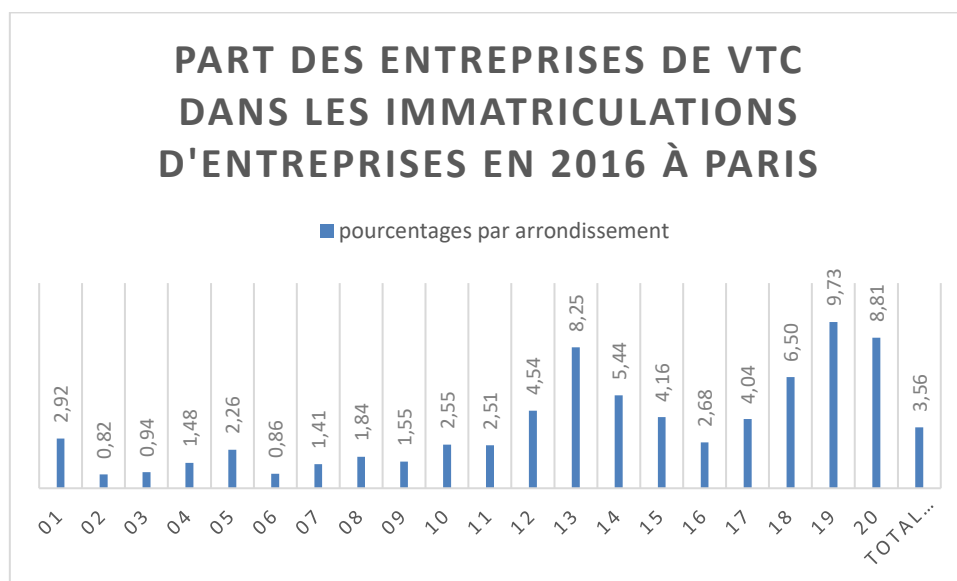
La métropole parisienne se distingue par ailleurs par l'importance du développement de cette économie, et par conséquent par la force de l'effet d'opportunité qu'elle représente pour les jeunes. Elle apporte une infrastructure de services aux particuliers très prisés dans une « ville globale », où les cadres de la finance et de la communication nourrissent une forte demande de commodités et de facilitations diverses<sup>49</sup>. Comme le prédit la théorie de la « ville globale », c'est alors un nouveau prolétariat qui se reconstitue autour de ces nouveaux besoins en lieu et place du salariat ouvrier traditionnel. De fait, en 2016, de nombreux articles de presse sont parus en réaction aux chiffres spectaculaires des immatriculations d'entreprises au registre du commerce et des sociétés publiés

---

<sup>48</sup> N'oublions pas que ces jeunes sont aussi massivement discriminés sur le marché du travail, comme le prouvent toutes les enquêtes menées par testing ces dernières années.cf. par exemple Mathieu Bunel, Emilia Ene, Yannick L'Horty et Pascale Petit, *Effets de quartier, discrimination territoriale et accès à l'emploi : Les résultats d'un testing*, Observatoire nationale des zones prioritaires urbaines (Onzus), juin 2013, 52 p. (Les documents de l'Onzus)

<sup>49</sup> S. Sassen *op. cit.*

cette même année. L'Île-de-France apparaissait alors championne des créations d'entreprises dans le secteur des « transports de voyageurs par taxis », où sont enregistrés les chauffeurs *Uber*. Plus encore, c'est en Seine-Saint-Denis que le phénomène apparaissait le plus massif, avec 2600 entreprises VTC créées cette année-là, le secteur des « transports de voyageurs par taxi » arrivant alors en première place des créations d'entreprises Séquano-Dionysiennes. Mais le phénomène concerne aussi le territoire intra-parisien, ce qui n'avait guère été repéré. En effet, dans le département de Paris, seulement 3,5% des entreprises immatriculées en 2016 l'avaient été dans la catégorie « transports de voyageurs par taxi », alors que cette proportion s'élevait à 12,1% en Seine-Saint-Denis. En réalité, derrière ces 3,5% se cachent d'importantes disparités entre arrondissements :



Source : *Infogreffe* « Entreprises immatriculées en 2016 » en Île-de-France (données téléchargées sur [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr)). Traitement : auteur

Si la part de création d'entreprise dans le secteur des VTC est faible à Paris, c'est parce qu'il ne s'en crée pratiquement pas dans la plupart des arrondissements *sauf* ceux qui accueillent une part significative de quartiers d'habitats sociaux. Dans les 13<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> arrondissements, la création d'entreprise dans le secteur des VTC était importante, égalant, et même dépassant la moyenne francilienne (7,3%), et se situant très au-dessus de la moyenne nationale qui était de 3,4 % la même année<sup>50</sup>.

Il reste cependant que la prise de distance au salariat s'inscrit dans un mouvement, qui dépasse le cadre parisien et qui est également repérable dans d'autres secteurs de la jeunesse aux prises avec la précarité. Celle-ci développe en effet un rapport critique au travail et énonçant des nouvelles exigences à l'égard de ses conditions d'emploi<sup>51</sup>. De même, ces formes d'activités participent de mutations plus globales et sont à relier à l'avènement d'un « capitalisme de plateforme ». Dans ce modèle, les entreprises deviennent des intermédiaires entre clients et prestataires, ces derniers opérant alors en qualité d'indépendant. Cette évolution est accompagnée et favorisée par les pouvoirs publics, qui

<sup>50</sup> Source : *infogreffe* (données téléchargées sur [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr)), calculs de l'auteur.

<sup>51</sup> Patrick Cingolani, *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, La Découverte, 2014

prennent des « décisions politiques allant dans le sens d'un affaiblissement du salariat stable, et de la promotion du travail indépendant »<sup>52</sup>.

Ces évolutions convergentes invitent à surveiller de près ce développement de l'entrepreneuriat et cette prise de distance au salariat traditionnel chez les jeunes des QPV. Ces territoires deviennent-ils des sortes de laboratoires des nouvelles formes d'activité ? Assiste-t-on au remplacement ou au redoublement de la classique opposition entre une condition ouvrière rejetée et des métiers de « col blanc » convoités, par une opposition entre salariat et nouveau travail indépendant ? Seules des investigations plus poussées permettraient de répondre à ces questions.

---

<sup>52</sup> Sarah Abdelnour et Sophie Bernard, « Vers un capitalisme de plateforme ? Mobiliser le travail, contourner les régulations », *La Nouvelle Revue du Travail*, vol.13, 2018.



# Chapitre 3

## Identités et opportunités territoriales

### *Les jeunes des quartiers parisiens sont-ils parisiens ?*

*« La banlieue influence Paname  
Paname influence le monde  
Le 9.3 influence Paname  
Paname influence le monde  
Le Maghreb influence Paname  
Paname influence le monde  
Oui l'Afrique influence Paname  
Paname influence le monde »*

Medine, « Grand Paris », Album « Prose Elite », 2017

Question de départ de cette étude : vivre dans un QPV à Paris plutôt qu'ailleurs fait-il une différence pour les jeunes ?

Cette question renvoie à celle, classique en sociologie urbaine, des effets de territoire : est-ce que le lieu où l'on vit compte ? Ou bien n'est-il qu'un décalque de la position sociale sans qu'il n'ait par lui-même aucun effet ? Plus encore, s'agissant de l'étude des quartiers populaires urbains, est-ce que le territoire et les identifications « spatiales » prennent aujourd'hui le relais de l'identité ouvrière en déclin ?

Lors de la séance dédiée à ce thème, les discussions du groupe de travail ont conduit à retenir une vision du territoire constitué de deux dimensions, expressive et instrumentale. D'un côté le territoire apparaît comme un support d'identité, mais celui-ci peut être positif ou négatif. Le quartier est un espace protecteur marqué par la chaleur l'entre-soi et la reconnaissance de chacun dans des relations personnalisées. Mais il correspond aussi à un espace stigmatisé et chacun endosse, à un titre ou un autre, la dévaluation de l'identité associée à ce stigmate, de même qu'il est un espace de danger et de risque, liés aux trafics, aux rivalités inter-individuels ou entre quartiers, aux rapports conflictuels avec la police etc. De l'autre, le territoire apparaît comme un point d'accès régulant, entravant ou facilitant l'appropriation de ressources rares (formation, emplois etc.). Sous cette dimension plus strictement

instrumentale, le territoire « compterait » par les potentiels et les aménités qu'il offre à ses résidents : équipements, réseaux relationnels, facilités d'accès et transports...

Au-delà de la question théorique, l'amplitude des contrastes sociaux caractéristiques de l'espace parisien confère une lisibilité exacerbée aux « effets de lieux » observables dans d'autres espaces. Nous l'avons vu dans la première partie de ce rapport, les QPV parisiens, particulièrement ceux des portes du Nord et de l'Est, présentent des profils sociodémographiques qui les rapprochent des grandes cités de la Seine-Saint-Denis. Comme si le quart Nord-Est de la ville était une sorte de zone de débordement Séquano-Dionysienne à l'intérieur des murs de la capitale. A l'inverse, la ville de Paris est une ville riche, centrale, centre décisionnel et politique d'importance mondiale, lieu de convergence du tourisme à l'échelle planétaire, où les catégories sociales les plus favorisées sont surreprésentées.

Les résultats de l'enquête montrent la complexité et la subtilité des jeux d'identification territoriale où sont pris les jeunes parisiens des « quartiers ». Ils flottent dans une zone grise, un entre-deux où ils sont parisiens sans l'être totalement, où ils s'identifient à leur quartier sans pousser cette identification jusqu'au bout, tout en exprimant un double rapport de distance et de proximité avec les jeunes des quartiers et des communes de banlieue. S'ils appartiennent à l'espace symbolique de la centralité parisienne, c'est d'une façon paradoxale car, on va le voir, c'est alors en représentant « l'Autre » de cet espace<sup>53</sup>. Ils « en sont » sans jamais en être complètement, car ils en figurent aussi l'image renversée, ce qu'il faut cacher, soustraire au regard des touristes venus admirer la capitale, et des habitants fortunés jaloux de leur cadre de vie prestigieux et chargé d'histoire. Ils « en sont », tout en figurant une distance à la centralité qu'elle représente, distance au pouvoir politique, culturel et artistique – espace où les élus ne viennent pas, pas plus que les touristes. Ils en sont mais s'y sentent « tâche », ne savent pas s'y « tenir », se sentent mal ajustés, mal adaptés et mal vus... Et pour autant, ils ne peuvent s'identifier tout à fait à cette part d'ombre sans sombrer à leur tour, sombrer dans la prison, les « conneries », la mort violente - sans s'exposer à la létalité symbolique et corporelle de la culture de la rue. Pris entre deux pôles d'identification qu'ils ne peuvent totalement *s'approprier*, ils oscillent, cherchent un introuvable « chez soi », et s'exposent au risque constant de tomber d'un côté ou de l'autre.

## 1 Le territoire compte !

Depuis plusieurs décennies, les travaux sur les quartiers populaires permettent de mieux appréhender la dimension spatiale des inégalités sociales, qui comporte deux versants : un versant instrumental et un versant symbolique. Inégalités d'accès aux ressources de l'espace urbain d'un côté, et effets de la stigmatisation des quartiers de l'autre, se combinent pour colorer d'une teinte proprement territoriale l'expérience des inégalités vécues par les jeunes des quartiers populaires.

---

<sup>53</sup> Comme l'ont montré les philosophes de la déconstruction, L'Autre, en tant qu'il est défini « en miroirs » du « même », est apparié à ce dont il est censé différer. Il lui est en réalité toujours déjà intégré, il en fait partie, en est une composante, à l'image d'une frontière qui, parce qu'elle délimite un territoire et le fait exister comme entité, fait partie intégrante de ce territoire. Tout « autre », est soumis à cette contradiction de faire partie de ce dont il est censé se détacher (cf. par exemple les récentes réflexions de François Julien sur cette question, *Si près, tout autre. De l'écart à la rencontre*, Grasset, 2018). Nos jeunes n'échappent pas à cette curieuse malédiction.

## 1.1 Le territoire, source d'inégalités

Seules des investigations statistiques poussées pourraient permettre d'identifier un facteur proprement territorial impactant les parcours des jeunes parisiens des quartiers prioritaires. De telles investigations sortiraient du cadre de cette étude, on s'en tiendra donc à quelques données de cadrage.

Le territoire est source d'inégalité sous une dimension instrumentale d'accès aux ressources rares. Les inégalités urbaines organisent une compétition pour l'accès à des opportunités dont la répartition n'est pas spatialement homogène, alors que les acteurs sont inégalement pourvus, en ressources, de mobilité notamment, pour disputer cette compétition<sup>54</sup>.

La ségrégation urbaine constitue un facteur d'inégalité qui pèse en lui-même sur l'expérience et le destin social des jeunes. L'accès aux ressources scolaires et aux ressources d'insertion dans l'emploi en constituent les dimensions principales.

À côté de la classique inégalité *face à l'école*, liée à la distance entre la culture des classes populaires et la culture scolaire, les *inégalités d'accès* surpénalisent les élèves des quartiers d'habitat social. Les établissements sont tendanciellement plus ségrégués que les quartiers dont ils dépendent, car les familles les moins fragilisées les contournent par diverses stratégies. Comme le souligne Marco Oberti, « La capacité à s'extraire du contexte local est étroitement associée aux caractéristiques des familles »<sup>55</sup>. Cette surségrégation produit un « effet établissement » négatif : les collèges concernés font plus faiblement progresser leurs élèves que les établissements plus mixtes<sup>56</sup>.

Les inégalités urbaines affectent également l'accès aux ressources d'insertion et à l'emploi. Un individu a globalement 1,1 à 1,9 fois moins de chances d'être en emploi lorsqu'il vit en banlieue, une fois neutralisé l'effet des autres variables<sup>57</sup>. Même en neutralisant la variable ethnoraciale, connue pour constituer un facteur important de la discrimination sur le marché de l'emploi, le « handicap spatial » demeure<sup>58</sup>. La faible circulation des opportunités et le manque de « liens faibles » expliquent une part de ce déficit : la durée du chômage baisse lorsque la proportion de professionnels de l'encadrement ou d'employeurs (cadres, artisans, etc.) résidant sur un territoire déterminé augmente, parce que ces populations, mieux renseignées sur les emplois vacants, peuvent recommander quelqu'un ou le mettre directement en contact avec un employeur<sup>59</sup>.

## 1.2 La formation des identités par l'espace et le stigmatisme résidentiel

Une vision purement instrumentale du rôle de la ville et du territoire sur le destin et l'expérience sociale des jeunes est insuffisante et la sociologie urbaine a montré depuis longtemps que l'espace est

---

<sup>54</sup> Remy J., Voye L., *La ville : vers une nouvelle définition ?*, L'Harmattan, Paris, 1992

<sup>55</sup> Oberti M., « La différenciation sociale et scolaire de l'espace urbain », in LAGRANGES H., *L'épreuve des inégalités*, Paris, PUF, 2006, p.295

<sup>56</sup> Georges Felouzis, Françoise Liot et Joël Perroton, *L'Apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Seuil, 2005

<sup>57</sup> Observatoire Des Zones Urbaines Sensibles, rapport 2010, p. 129

<sup>58</sup> Dares, « Habiter en ZUS et être immigré : un double risque sur le marché du travail », *Première Synthèse Informations*, Novembre 2009, n°48.1

<sup>59</sup> Duguet E. Goujard A., L'horty Y., « Les inégalités territoriales d'accès à l'emploi : une exploration à partir de sources administratives exhaustives », *Économie et Statistique*, 415-416, 2009, pp. 17-44.

aussi un espace de socialisation et de formation des identités, individuelles et collectives. Le groupe de travail a apporté de nombreux éléments illustrant ces pratiques de socialisation résidentielle ; nous les reprendrons en exposant les résultats de l'enquête. Dans l'immédiat, nous présentons le cadre théorique qui a été proposé au groupe pour analyser cette question des identités territoriales.

Notre localisation dans l'espace urbain nous informe de notre localisation dans l'espace social. Elle nous soumet aux possibilités et impossibilités attachées à notre place, et dans le même temps, elle est site concret où nous pouvons *agir*, sur notre représentation de nous-même et de notre place dans l'espace social plus large. C'est à Henri Lefebvre, notamment, qu'on doit cette représentation de la ville comme « totalité signifiante », où la topographie est indissociable d'actions et de représentations sociales et symboliques, de rapports de pouvoir, de formes d'exclusion ou encore d'actions de résistance, de reconquête, de contournement, de construction et de reconstruction des identités collectives<sup>60</sup>. Dans cette perspective, la ville et le territoire où nous sommes situés fonctionnent à la fois comme un miroir et comme une toile. Un miroir qui nous renvoie notre image sociale et intime, notre identité et celle des groupes avec lesquels on vit. Une toile où nous pouvons imprimer notre propre marque pour redéfinir et inventer qui nous sommes et comment s'articulent nos rapports avec les autres groupes et les autres espaces.

Cet effet de « localisation » suppose que les lieux soient reliés entre eux. Les différentes composantes d'un espace, d'une ville, d'une région, font sens les uns par rapport aux autres, de même que leur signification dépend de leurs relations. « Chaque secteur se définit (dans et par la conscience des habitants) par rapport à l'autre, contre l'autre »<sup>61</sup>. Quel lieu agit sur quel autre ? Qui a le pouvoir de façonner l'espace de qui, et, ce faisant, de façonner la signification qu'il donne à lui-même et à sa place dans l'ensemble social plus vaste ? Dans le cas parisien, on va le voir, la singularité métropolitaine de la capitale surdétermine les représentations que les jeunes se font d'eux et de leur quartier, ainsi que l'articulation du couple ville-quartier.

La notion d'*appropriation* permet de mieux approcher ce double mécanisme où l'espace nous façonne tout en étant façonné par nous, où il est à la fois cause et conséquence. S'approprier un espace, c'est s'y introduire, le prendre en charge, le vivre d'une certaine façon plutôt qu'une autre, le modifier de façon créatrice par des interventions, de la plus anodine à la plus somptuaire. C'est le faire sien, s'y « installer » pour s'y reconnaître. Mais une telle opération suppose un *pouvoir*, une possibilité d'agir, une malléabilité de cet espace. Il faut qu'il soit « façonnable », « accueillant ». Ces propriétés sont elles-mêmes le produit de son façonnement par d'autres, de l'appropriation par d'autres groupes avec lesquelles les relations peuvent être asymétriques ou conflictuelles, peuvent relever du registre de la domination et du pouvoir imposé. Les territoires peuvent ainsi être plus ou moins subordonnés, ou au contraire affirmer une autonomie forte, une capacité à englober et définir les autres. Les conflits et les rapports sociaux se jouent et opèrent sur la « scène » urbaine, dans ces pratiques d'appropriation concurrentes, de désappropriation et de réappropriation, par lesquelles les groupes « s'inventent » et s'affirment, ou voient au contraire leur capacité d'action et d'expression entravée ou détournée. L'importance du phénomène de gentrification auxquels sont soumis les quartiers prioritaires parisiens rend particulièrement centraux ces pratiques d'appropriations concurrentielles et asymétriques, de

---

<sup>60</sup> Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Economica, 2013 (1968)

<sup>61</sup> *Ibid.* p.18

telle sorte que, on le verra, pour les jeunes rencontrés, c'est essentiellement le sentiment de dépossession qui domine.

La sociologie des jeunes des quartiers propose classiquement d'entrer dans ces mécanismes au travers de la question de la stigmatisation et de la réputation. Aux yeux de ses habitants, la première caractéristique d'un « quartier », c'est sa réputation, son image dégradée aux yeux des habitants des autres secteurs de la ville. Tous les travaux insistent sur la centralité et la force de cette définition « externe », de ce regard importé du dehors, dans la vie et les rapports sociaux qui forment la trame de la quotidienneté des quartiers populaires. Ainsi la réputation « fausse » les relations<sup>62</sup>, elle engage chacun dans une course à la distinction visant à faire peser le stigmate sur le voisin proche<sup>63</sup>, et son poids est tel qu'elle finit par organiser toute l'expérience des habitants<sup>64</sup>. Le stigmate organiserait ainsi la vie sociale et, observe Wacquant, « que ces lieux soient ou non délabrés et dangereux, et que leur population soit ou non composée essentiellement de pauvres, de minorités et d'étrangers importe peu finalement : la croyance préjudicielle qu'ils le sont suffit à déclencher des conséquences socialement délétères »<sup>65</sup>.

La réputation concerne au premier chef les jeunes parce que la mauvaise réputation du quartier est toujours plus ou moins associée aux conduites juvéniles. Tous les jeunes y sont soumis, même ceux qui se tiennent à distance des sociabilités résidentielles, qui poursuivent des trajectoires promotionnelles et fréquentent des milieux éloignés du monde des cités sont toujours rappelés à cette identité « spatiale »<sup>66</sup>. Ce marquage a priori de l'identité par l'image du lieu constitue l'un des rares principes d'unité transcendant la diversité des jeunes des cités<sup>67</sup>.

Les sociologues estiment que cette force du stigmate résidentiel est liée à la perte des ressources symboliques associées à la communauté ouvrière, qui permettaient de résister à l'image externe renvoyée par les classes moyennes ou supérieures<sup>68</sup>. Les capacités d'autodéfinition font défaut et les jeunes sont soumis aux catégories dépréciatives utilisées pour les décrire. Les cités seraient donc devenues ces espaces subordonnés, parlés par d'autres, réceptacle d'un rapport de domination brutal, que les raisonnements d'Henri Lefebvre évoqués plus haut permettaient d'entrevoir. Certain, comme Didier Lapeyronnie, vont même jusqu'à estimer que cette image renvoyée de l'extérieur fonde un rapport au monde social et une identité imposée, qui construisent un statut social particulier, en lieu et place de l'identité liée au travail<sup>69</sup>. Est-ce le cas des jeunes que nous avons rencontrés ?

---

<sup>62</sup> Petonnet C., *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Galilée, Paris, 1979.

<sup>63</sup> Paugam S., *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, Paris, 1993

<sup>64</sup> Villechaise-Dupont A., *Amère banlieue, les gens des grands ensembles*, Grasset / Le Monde de l'Éducation, 2000

<sup>65</sup> Wacquant L., *Parias urbains, Ghetto, banlieues, Etat*, La Découverte, 2006, p. 246-247.

<sup>66</sup> Eric Marlière, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, INJEP/L'Harmattan, coll. « Débats-Jeunesses », 2005

<sup>67</sup> Michel Kokoreff, *La force des quartiers : de la délinquance à l'engagement politique*, Payot, 2003

<sup>68</sup> Thomas Sauvadet, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Armand Colin, coll. « Sociétales », 2006

<sup>69</sup> Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain*, Robert Laffont, 2008

## 2 Sommes-nous Parisiens ?

Le caractère problématique et ambiguë de l'identification des jeunes à l'espace parisien n'a que peu occupé les discussions du groupe de travail. Il est cependant apparu massivement dans les entretiens. Les jeunes identifient la singularité parisienne par sa centralité administrative, politique, touristique et patrimoniale. Mais c'est par un écart, une différenciation de cette image qu'ils définissent leur quartier, jusqu'à concevoir, de façon générique, l'idée de « quartier » par opposition à la figure de la ville et de la « normalité » urbaine. La référence à l'espace parisien, dans la définition de l'identité territoriale, devient alors *relative*, change de périmètre et d'échelle selon les circonstances et les interlocuteurs. Dans cette géométrie variable, l'échelle de prestige associée à la figure centrale de la capitale est omniprésente. Mais cette façon particulière et inconfortable d'appartenir à cet espace de centralité, consistant à en incarner une figure d'altérité, ne s'efface jamais complètement.

### 2.1 Participer aux flux de prestiges et d'opportunités de la capitale

Lors de nos précédentes enquêtes, dans des villes de province ou dans d'autres départements franciliens, la qualification de leur quartier par les jeunes, ou encore l'évocation de leurs mobilités, passaient par l'emploi de termes comme « ville » ou « centre ville ». Dans la présente enquête, « Paris » est le mot qui s'est d'emblée imposé pour nommer la référence de centralité par rapport à laquelle le territoire vécu est défini. Indéniablement, l'échelle de centralité parisienne, « ville globale », historique, touristique, pôle de diffusion politique et culturelle dans le monde etc., *fait sens* pour les jeunes, comme dans le refrain de la chanson du rappeur Médine, placé en épigraphe de ce chapitre.

Une première façon de manifester son rapport à cette centralité est d'en revendiquer pour soi-même la dimension de prestige. « *Je suis fier d'habiter à Paris par rapport aux banlieusards* », dit un des lycéens de la seconde SPVL du lycée d'Alembert. « *C'est beau* » répètent plusieurs d'entre eux. « *Paris, c'est la plus belle ville du monde* » s'enorgueillit même Amine, qui apprécie particulièrement le quartier St Lazare, pour son *Citadium* (un magasin de vêtement *streetwear*) ainsi que pour les nombreux établissements proposant des jeux d'arcades.

Par-delà la dimension patrimoniale de la ville, les jeunes soulignent une dimension classique de l'expérience urbaine en évoquant Paris : l'anonymat. La grande ville a classiquement été décrite comme une expérience typiquement moderne car elle permet de se dégager du contrôle social de la communauté en raison de son échelle, de son caractère cosmopolitique, des déplacements incessants qui « brassent » les populations et le regard, de telle sorte qu'il est possible s'y tenir véritablement comme un individu, libéré des liens forts d'interconnaissance et des normes imposées qui régissent la vie rurale. A ce titre, « L'air de la ville rend libre », comme le veut le proverbe allemand, et c'est précisément cette description qu'en propose Luviena : « *Après on habite à Paris, on est pas loin des autres endroits de Paris. Y'a qu'à prendre le métro pour se retrouver ailleurs et se fondre dans la masse... Les tenues vestimentaires permettent de passer inaperçu, avec mes copines si on va dans les beaux quartiers on va pas se mettre en jogging... J'aime bien l'anonymat.* »

Le prestige d'une ville musée, de la liberté propre à l'expérience urbaine, la centralité parisienne est aussi un concentré d'opportunités dans tous les domaines : pour la formation (« *Au niveau des écoles, beaucoup d'écoles* »), les déplacements (les élèves du lycée d'Alembert évoquent par exemple la qualité des transports « *alors qu'en banlieue il y a un bus tous les 25 ans* »), consuméristes (« *Moi qui*

*adore faire les magasins »), les loisirs (« les clubs sportifs, les espaces verts (les grands jardins); et il y a beaucoup de lieux pour les gens qui aiment sortir ».)*

Pour autant, les jeunes ne se sentent pas parisiens à titre plein et le seul fait qu'ils nomment *la capitale* pour évoquer leurs mobilités ou parler de leur quartier suffit déjà à l'indiquer. C'est que, s'ils résident « administrativement » dans le périmètre de la commune centre, ils incarnent, avec les territoires où ils résident, *un écart à la norme* représentée par cette sorte de « parisianité » pleine et entière à laquelle ils font implicitement référence en dans les descriptions qu'on vient de rapporter (patrimonialité, anonymat etc.).

## 2.2 « Un quartier, c'est là où il y a pas de monuments »

Les espaces, avons-nous rappelé, n'ont de signification que dans les relations complexes et enchevêtrées qui les lient les uns aux autres. Les « quartiers », dans ce système de signification, présentent la caractéristique essentielle d'incarner un écart, *de figurer une condition d'altérité*<sup>70</sup>. Synthétisant divers travaux de sociologues et d'historiens, Thomas Kirszbaum souligne qu'il n'est pas anodin que le terme « les quartiers », sans autre qualificatif, se soit imposé pour désigner les quartiers ciblés par la politique de la ville. « Ce vocable protéiforme, écrit-il, désigne une même réalité : la visibilité spatiale de l'altérité (...), soit ce qui s'écarte de la norme majoritaire »<sup>71</sup>. Quelle signification subjective peut bien revêtir cette condition paradoxale et a priori déconcertante consistant à « être parisien autrement que parisien » ? D'être « parisien mais... » ?

Pour les jeunes, il y a au moins deux Paris. Un Paris constitué de « quartiers ». Et un Paris... tout court ! Un quartier est effectivement un lieu qui figure un écart et fait exception au regard du Paris « normal ». Et leurs façons de caractériser ou définir leur(s) quartier(s) sont autant de façons de donner un contenu concret à cet écart.

Le premier écart exprime la singularité patrimoniale de Paris. Aussi c'est la référence aux « monuments » qui permet de distinguer Paris et les « quartiers ». Dans un des groupes d'élèves de 2<sup>nde</sup> du lycée d'Alembert, je pose ainsi la question « *est-ce qu'il y a des endroits à Paris qui sont pas des quartiers ?* ». Le groupe s'accorde rapidement autour de la réponse d'un de ses membres : « *Oui ! La tour Eiffel et tout ça, c'est pas un quartier !* ». La discussion « monte » rapidement en généralité : « *Quand c'est pas un quartier, pour moi c'est qu'il y a un monument. Sinon on parle par arrondissement. Ou on dit les arrêts (porte de Vincennes...)* ». Ce premier « jeu » d'opposition permet donc de figurer l'idée de « quartier » par un écart à la norme patrimoniale.

L'écart qu'exprime le « quartier » est aussi un écart à la centralité parisienne, et les cartes qui nous montraient la continuité sociodémographique entre les arrondissements du nord de Paris et le département de la Seine Saint Denis trouvent ici leur réplique dans l'imaginaire spatial des jeunes. Le quartier est comme une enclave de la banlieue dans Paris. Comme l'explique Morgane au sujet de

---

<sup>70</sup> L'une des raisons est liée à l'action politique elle-même, qui les a historiquement circonscrits comme des territoires cibles d'une action spécifique, en-deçà ou au-delà du droit commun, donc comme des territoires incarnant une « exception » appelant un style d'action et des montages politico-administratifs faisant eux-mêmes exception. Cf. Sylvie Tissot, *L'Etat et les quartiers*, Seuil, 2007 ; Mustafa Dikec, *Badlands of the Republic: Space, Politics and Urban Policy*, Wiley-Blackwell, 2007

<sup>71</sup> Thomas Kirszbaum, « La politique de la ville ou les infortunes de l'égalité républicaine », in Kirszbaum T. (dir.), *En finir avec les banlieues ?* Ed. de l'Aube, 2015, p.12

la Porte Montmartre, « *il n'y a pas d'opposition entre le 93 et Paris à part le nom des lieux. Souvent les gens qui traînent ici sont de Saint Ouen* ». Pour Lamine, il s'agit à la fois d'une continuité sociodémographique mais aussi d'une continuité sociale et culturelle, faite du partage des mêmes codes « *J'ai un pote qui habite à St Ouen et qui traîne ici. C'est comme si y'avait plusieurs Paris - ici [à la Porte Montmartre], c'est comme si c'était la banlieue, comme à la Banane. C'est les cités y'a les mêmes problèmes, les mêmes gens. Par exemple si je me retrouve avec quelqu'un de là-bas, on va se parler facilement on aura peut-être la même mentalité...* » Et pour Chloé, qui vit aux Amandiers, « *les quartiers c'est comme le 93 : mêmes gens, les habitants... par rapport à ailleurs, c'est pareil, c'est des jeunes des cités, c'est les mêmes que dans le 93.* »

Cet écart à la centralité est « scopique », au sens où les quartiers sont définis comme ce qui doit être soustrait à la vue, détaché de la représentation, à la fois politique et symbolique, de l'entité parisienne. En effet, les quartiers sont comme le « hors champ » de « l'image » de Paris, comme l'exprime un.e participant.e des groupes interrogés au lycée d'Alembert : « *L'image qu'on donne de Paris, la tour Eiffel, les champs, alors qu'il y a vraiment des quartiers. Le 18eme c'est le bled.* » Puisque le quartier est précisément *ce qui ne doit pas figurer sur la carte postale*, il en résulte une mise à l'écart, un renvoi en périphérie qui éloigne de l'urbanité et des ressources de la ville évoquées plus haut. Pour Amar, qui en arrive à esquisser l'image de « *parisiens purs* » qui le définirait par opposition, « *Paris, banlieue, y'a une grande différence, nous on reste quand même des parisiens, mais on est un peu mis à l'écart par rapport à Paris. Tous les quartiers sont sur la périphérie. C'est un peu dommage. C'est sûr que c'est pas la même scolarité que les... "je vais pas dire les parisiens purs"...* »

Pour finir cette mise à l'écart de la centralité se traduit également politiquement. La centralité est un pouvoir, et l'extrait de la chanson du rappeur Médine cité en début de chapitre l'illustre : c'est son influence qui définit la capitale. Chez les jeunes, l'écart à cette centralité se manifeste par le sentiment de n'être pas dans les « radars » des élus, d'être ignorés du regard politique municipal. Evoqué dans un des focus groupe du lycée d'Alembert, cette sorte de sentiment mise en ban politique s'assortit du rappel de l'altérité incarnée par le quartier, altérité inhospitalière à l'élus dans une sorte de mise en scène spatiale d'un antagonisme politique : « *Les maires ils viennent jamais à Belleville. Alors qu'à Danube ils viennent. Mais si elle vient elle va se faire déchirer pour les voitures qui peuvent plus rouler sur paris.* »

Plus banal si l'on se replace à une échelle plus large, le quartier figure aussi un écart par rapport une norme « civile » de comportement, celle de la civilité urbaine, marquée par la rationalité, la tempérance et le contrôle de soi. Cet écart s'articule avec l'écart à la *légalité* pour former une image d'ensemble où le « quartier » correspond à un espace « non policé » par opposition à ville organisée, surveillée et rationalisée. L'écart à la norme de la *légalité* est la plus classiquement mentionnée : « *Un "quartier", c'est là où la police vient pas* » (groupe Lycée d'Alembert). Mais c'est plus globalement l'image de la « Raison », absente des quartiers alors qu'elle organise la vie urbaine, qui semble « encadrer » cette question de la légalité. Le quartier est marqué par le règne de l'excès, de l'irrationnel : « *Nous un quartier c'est un truc de fou* » (groupe d'Alembert). Illégalisme, excès, fêtes, semblent en effet difficiles à dissocier. Le quartier représente l'image renversée de la ville policée, dans la description que Morgane propose de « l'ambiance » à la Porte Montmartre : « *C'est un quartier mouvementé, festif et bruyant... Les gens qui se plaignent du bruit et des débordements entre jeunes et policiers, à cause des motos sur une roue, des barbec. Les jeunes font des barbec. Les bouches de pompier sont ouvertes...* »

Définis par cette série d'écart et d'inversion par rapport à la figure de la parisienneté et de l'urbanité, les jeunes rencontrés affirment au final une identité territoriale marquée du sceau du manque, de l'amputation et de l'écart. Pour reprendre l'expression d'Amar, ils ne sont pas des « parisiens purs ». Binta exprime la même idée en se présentant en simple « parisienne de papier », parisienne par domiciliation administrative : « *Je suis parisienne parce que je vis à Paris* ». Mais dans tous les cas, comme l'exprime Najma, « *même en étant parisien on se sent différents* ».

### 2.3 L'identité territoriale à géométrie variable

L'identité territoriale reste cependant relationnelle au point que la réponse à la question « sommes-nous parisiens ? » n'est pas uniquement organisée par cet écart à la centralité que représente le « quartier ». Elle dépend également de l'interlocuteur et de l'espace de référence dans le contexte desquels elle est posée. Et avec ce contexte, c'est le rapport à la centralité qui change aussi.

L'interlocuteur « fait », pour partie, l'identité territoriale. Aussi, Chloé « n'habite pas au même endroit » selon les interlocuteurs : « *Je dis que j'habite à la Banane. Sauf pour les gens qui connaissent pas les quartiers de Paris* ». De même Kamel ne se sent guère parisien, et, plus jeune, il estimait « *être un gars du 18, de Clignancourt, pas de Paris* »... « *Sauf avec les banlieusards, ou quand on était en vacances* » précise-t-il cependant. « *On était fiers d'être parisiens par rapport aux banlieusards. Quand les Banlieusards venaient aux puces on bombait le torse. Donc en fait ça dépend vis-à-vis de qui.* »

Ce dernier exemple montre comment le prestige attaché à la centralité parisienne, dont ils se sentent pourtant pour partie exclus en tant que « jeunes de quartier », organise des échelles de prestige secondaires où sont classés les différents espaces de référence qui organisent l'imaginaire des jeunes. Dans les entretiens, ces jeux de positionnement s'organisent en trois axes.

*Le premier oppose Paris à la province.* Dans cette opposition, les jeunes des quartiers sont « parisiens ». Ainsi, pour se présenter, Amine distingue deux cas de figure : « *Au Parisien je dis "je viens de la Banane", si c'est un Marseillais je dirai "je viens de paris"* ».

*Le second axe oppose Paris et sa banlieue.* Ici, une sorte de théorie spontanée du « gradient d'urbanité »<sup>72</sup> est mobilisée par les jeunes pour se différencier de leurs pairs vivant de l'autre côté du boulevard périphérique. D'une rive à l'autre, on serait « plus ou moins urbains ». Ainsi Luvenia décrit l'expérience de l'urbanité comme celle d'un enrichissement personnel et d'un élargissement culturel en raison de la diversité et de la richesse des relations et des situations que l'on peut y vivre. Et ses cousines, vivant en banlieue, seraient moins soumises, selon elle, à l'influence de cette urbanité : « *Par rapport à la "banlieue", moi j'ai des cousines qui y habitent. Ils vont tous aller dans le même lycée, du coup ils sont coupés du monde extérieur. Nous on a le choix d'aller dans d'autres lycées, ça va favoriser le changement d'une personne, elle va fréquenter d'autres.* »

---

<sup>72</sup> Souvent associée aux travaux du géographe français Jacques Lévy, la théorie du gradient d'urbanité consiste à définir la ville par sa forte densité de population qui favoriserait le brassage, la rencontre et l'ouverture. Cette propriété diminuerait progressivement, donc par « gradient », au fur et à mesure que la densité et la diversité diminue lorsqu'on s'éloigne des zones centres. Cf Haegel F. et Lévy J., 1997, « Urbanités, identité spatiale et représentation de la société », in Calenge C., M. Lussault M. et Pagand B., *Figures de l'urbain. Des villes, des banlieues et de leurs représentations*, Tours, Maison des sciences de la ville, p.35-65.

« L'air de la ville rend libre », comme le veut le célèbre proverbe allemand, et « ceux de Paris » le respireraient donc davantage. Mais la centralité parisienne déplie également une échelle de prestige. Immanquablement ce prestige est revendiqué par ceux qui sont du « bon » côté du boulevard, et critiqué comme un « snobisme » par ceux qui sont du « mauvais côté ». Comme l'explique Najma : « *Par rapport à la banlieue c'est "ah ouais t'habites à paris, c'est cher", donc ça fait snob* ». Plus encore, si on en croît les échanges dans un des groupes du lycée d'Alembert, quartiers parisiens et quartiers de banlieue seraient clairement deux mondes socialement et culturellement différents, presque « exotiques » l'un pour l'autre : « *La banlieue tout est loin. Il faut prendre le bus pour aller au MacDo. Ils nous disent "toi tu parles comme une parisienne", "donnes moi tes lunettes je vais faire la parisienne" "t'es chelou toi". Y'a pas le même langage* (Elles donnent des exemples de mots d'argot que les banlieusards ne comprendraient pas) ». Cependant, face au snobisme « urbain » de la jeunesse des quartiers parisiens, celle des quartiers de banlieue disposent d'autres ressources de prestige qui lie les quartiers entre eux : celle de la culture de la rue, des embrouilles, de la dureté des relations et des conditions de vie... supposées plus prégnantes en banlieue. Aussi, explique Luvenia, « *y'a eu des altercations [des jeunes des Amandiers] avec les jeunes des banlieues. Ils disaient "ouais vous êtes de Paris vous connaissez rien..."* ».

Enfin un troisième axe oppose les quartiers parisiens entre eux. La centralité, alors, se trouve associée aux quartiers les plus centraux, comme ceux du grand Belleville, par opposition à ceux des portes, identifiés à la périphérie. Ici encore, les jeunes des Amandiers font valoir la singularité *proprement* urbaine de leur quartier qu'ils associent au secteur de « Ménilmontant » identifié à un lieu de brassage de populations diversifiées et un point d'accès à une expérience propre à la ville, avec ses loisirs, ses déambulations, ses bars. C'est ce qu'en dit Chloé : « *La Banane, Ménilmontant etc. c'est vivant, y'a plein de cafés, de bars* », ou encore Amine qui apprécie la forte mixité du quartier, car, dit-il « *tout le monde se mélange, je suis déjà allé dans tous les bars* ».

« Ceux des portes » évoquent plus rarement cette dimension urbaine de leur quartier et valorisent au contraire ce qui en constitue sans doute la qualité opposée : son caractère résidentiel. Pour Ichem, par exemple, la Porte Montmartre présente l'avantage de n'être fréquentée que par ses seuls résidents, par opposition à un quartier plus commerçant comme la Goutte d'Or : « *Par rapport à la Goutte d'Or on a plus d'espace, on est content d'habiter ici. En plus beaucoup là-bas c'est pas la même population, ici c'est plus des résidents, c'est vraiment les gens du quartiers qui sont là, pas des commerçants etc. (sauf les puces)*. » Plus subtilement, le vaste espace de quartiers prioritaires agrégés autour de la Porte Montmartre présente ses propres subdivisions où l'opposition entre « centralité » et « résidentialité » demeure structurante. Ainsi, Binta oppose le quartier dit « des Trois Tours » où elle réside à la porte Montmartre proprement dite : « *Les Trois Tours c'est séparé du reste, c'est très différent. Nous c'est fermé eux c'est ouvert. C'est plus petit. Plus de diversité, y'a plein de blancs, on (elle est noire) est en minorité, alors que la street<sup>73</sup> non. Porte Montmartre, la street, c'est plus convivial. Les Trois Tours c'est plus résidence...* ». « *Moi je traîne à la street, c'est mélangé, des gens des trois tours qui traînent à la street et réciproquement, mais c'est pas la même "vibes", la même ambiance. Les Trois Tours c'est plus crème; là-bas [à la Porte Montmartre] les petits rient, c'est la fête. Il y a plus de flics; aux Trois Tours y'a le BSQ [Brigade de Sécurité du Quotidien] c'est pas la même chose...* »

---

<sup>73</sup> La « street » est le nom que les jeunes et les habitants donnent à la rue René Binet qui longe les terrains de sport et le square Marcel Samba, et qui est approprié comme le principal lieu de sociabilité du quartier de la Porte Montmartre.

Enfin, cette identité à géométrie variable peut aussi se faire englobante et s'étendre « aux quartiers » de façon transversale. En déclinant la signification du vocable « quartier » comme une série d'écarts et d'inversions par rapport à une sorte d'urbanité standard, les jeunes opèrent déjà cette montée en généralité, et on a vu notamment comment ils se plaçaient en figure de « la banlieue » dans Paris. De fait, le « quartier » constitue bien une identité sociale à part entière, par delà ses encrages territoriaux particuliers. L'identité de quartier est ainsi comme "montée sur un rail d'ascenseur", et peut changer d'échelle au grès des circonstances, parfois circonscrite au territoire local, parfois étendue jusqu'à l'échelle nationale. C'est d'ailleurs l'existence d'un tel niveau de généralité, articulée à l'expérience du territoire proche, qui donne aux rappers une telle importance dans la vie des jeunes. Car si chaque artiste fait la chronique localisée de son quotidien, tous les jeunes de quartiers peuvent néanmoins s'y reconnaître. Comme le souligne Ichem, « *le rap fédère sur leurs quartiers. Les gars sont toujours d'un quartier, par exemple Mister you à Belleville et Moa La squale à la Banane. Mais quand ils deviennent à succès, ils parlent plus de "leur" quartier.* »

### 3 Un espace approprié : le quartier des jeunes

Jusqu'à présent l'identité spatiale des jeunes nous est apparue comme la déclinaison d'un écart, d'une inversion, d'un manque. En se définissant comme différence, elle perd paradoxalement tout caractère propre puisque la norme par rapport à laquelle elle diffère constitue son seul point de référence. Pour reprendre les catégories introduites dans l'introduction du chapitre, le quartier, ainsi décrit, n'est pas *approprié*. Il est au contraire le résultat d'une dépossession, puisqu'il est défini par le point de vue des « autres », de ceux (autres territoires, autres habitants), dont il est censé différer. En se décrivant « parisiens mais... », « parisiens de papier », parisiens « pour les autres » (la banlieue, la province), c'est cette position paradoxale de localisation/dépossession que les jeunes parisiens des quartiers prioritaires expriment et figurent.

#### 3.1 Le quartier-famille contre la ville anonyme

Cependant, cette identité spatiale ne se définit pas uniquement en creux. Elle est aussi affirmée positivement en référence à l'image du quartier comme espace d'une communauté et d'une sociabilité populaires. Dans cette image, le quartier reprend la figure d'un lieu à soi et d'un lieu pour soi, forgé à son image et à son usage, mais aussi qualitativement distinct des autres espaces.

##### 3.1.1 Contre le stigmat, la chaleur d'un entre-soi

Cette nouvelle figure du quartier s'exprime d'abord par la classique contestation de la réputation dont il est affublé. Pour Morgane, « *on dit que Clignancourt c'est un quartier qui craint, que c'est le pire des quartiers de Paris... mais quand tu y habites tu le trouves pas forcément* ». Même sentiment pour Binta : « *Les jeunes du quartier sont pas des mauvaises personnes, c'est un stéréotype... Au premier abord, mais dès qu'on leur parle un peu. La plupart du temps (la réputation) c'est non fondé, y'a pas d'exemples concrets* ». Entre le quartier vécu et approprié d'un côté, et le quartier défini en creux par le regard de la société extérieure, tel qu'il est « parlé » par les autres, de l'autre, il y a donc un écart où le regard dépréciateur est défié et contesté.

L'image opposée au regard dépréciateur et celle d'un quartier chaleureux, conviviale, espace d'une sociabilité intense, détendue et bienveillante. Les expressions des jeunes élèves du Lycée d'Alembert convergent pour affirmer l'attachement à des quartiers où la qualité des relations interpersonnelles permet de se sentir bien : « *Moi j'aime bien mon quartier: même si on se connaît pas on se mets tous à l'aise. Y'a pas de "vas-y elle je la connais pas".* » « *Où tout le monde est pote et on se considère comme la famille* ».

Surtout la chaleur et la convivialité sont opposées à la froideur et à l'anonymat des relations urbaines ordinaires, particulièrement dans la bouche ceux qui sont conduits à circuler dans d'autres espaces. C'est le cas d'Amar qui, plus jeune, a vécu quelques années avec sa mère place Clichy avant de s'installer à la porte Montmartre : « *Ici c'est un quartier solidaire et jovial. Tout le monde se connaît. Nos mamans se connaissent. C'est sur y'a quelques différends mais ça y'en a partout. Donc je me sens chez moi parce que ... à place Clichy chacun fait sa life, les gens se parlent pas, te calculent pas etc. Ici même si on a rien on arrive à rigoler à être ensemble. On garde le sourire malgré vie difficile.* » C'est aussi le cas de Morgane qui, le soir, rentre dormir dans la cité universitaire où elle loue une chambre : « *C'est calme pour dormir. Quand t'as l'habitude d'être dans un quartier où y'a du monde tout le temps, ça fait bizarre. Personnellement je préfère ici. Il y a pas beaucoup de convivialité entre étudiants, chacun chez soi, c'est pas les mêmes mentalités.* »

### 3.1.2 « On a des valeurs ». Un espace autorégulé

Cette image d'un quartier convivial, riche de relations sociales denses, fluides et apaisées, contredit radicalement celle que certains sociologues dressaient de ces espaces sociaux rendus « anomiques » par l'épuisement de la communauté ouvrière dans les années 90. Plus encore, *les jeunes rencontrés décrivent des territoires qui s'autorégulent*, qui exercent un « contrôle » sur les conduites des uns et des autres, au plus loin, par conséquent, de l'hypothèse d'une perte de « capital collectif ».

La solidarité, le respect, et la non-ingérence dans les « affaires » d'autrui seraient les trois principes qui assureraient cette autorégulation. Amine évoque la solidarité, et souligne combien elle constitue une norme de loyauté qui incite à aider ceux du quartier, mais également à les défendre contre les ingérences externes, notamment policières : « *Ici il y a des valeurs. Tu aides les dames qui portent leurs courses. C'est la solidarité entre copains. Par exemple, moi j'essaie d'être le moins possible dans les affaires bizarres, mais aux flics je parlerai pas, jamais de la vie...* »

Le respect possède aussi cette signification protéiforme où il s'apparente autant aux normes classiques de la civilité garantant d'une coexistence pacifiée, qu'à une solidarité populaire protégeant chacun dans ses pratiques d'adaptation à la pauvreté, de débrouille, dans son *business*. Ainsi, pour Kamel, le respect permet la bonne entente entre les générations : « *les âgés occupent l'espace public via la pétanque. La rue est intergénérationnelle. Y'a pas de tensions grâce à la notion de respect.* » Mais la « magie » du respect, c'est aussi, souligne Morgane, qu'il conduit même les dealers à se montrer respectueux : « *Dès l'instant que tu es respectueux, que tu respectes les jeunes, que tu vas pas t'embrouiller avec eux en leur disant fait pas ci fait pas ça, que tu te mêles pas de leurs histoires... Ca deale mais dès l'instant que c'est pas ton problème à toi et que tu t'en mêles pas. Et ces personnes qui dealent sont super respectueuses avec toi.* »

Cette dernière remarque de Morgane permet de saisir l'importance du *principe de non-ingérence*. Il mêle l'obligation de ne pas s'immiscer dans les « affaires » des autres, celles-ci relevant la plupart du temps des multiples commerces informels et illicites qui forment le quotidien des quartiers, mais également une norme de tolérance et de non-jugement. La encore, ces principes font corps entre eux : la communauté populaire est soudée face à l'hostilité du monde extérieure et la nécessité où chacun est placé de s'adapter, de trouver des solutions pour affronter des conditions de vie difficiles.

Au final ces caractéristiques finissent par conduire les jeunes à décrire leur *quartier comme un espace pleinement approprié*, leur appartenant : un espace qui est *leur* et dont ils *sont*. Un « chez soi » où on se sent bien, où l'on se reconnaît parmi les siens, et qui par effet miroir, permet de *se connaître* comme semblable dans une communauté juvénile et populaire locale.

Ainsi, « *pour rien au monde [Morgane] regrette d'avoir vécu dans ce quartier* ». C'est elle qui, parmi tous les jeunes interrogés dans cette enquête, affirme le rapport le plus positif au quartier, et ce rapport positif la conduit même à s'imaginer y élever ses futurs enfants, « *parce que moi j'y ai vécu, dès l'instant que tu es bien encadré et qu'il y a une certaine éducation qui est faite...* ».

Cet espace approprié est toujours *l'espace d'un d'entre soi*, où l'importance des liens d'interconnaissance procure un sentiment de familiarité et de sécurité intérieure qu'aucun autre espace ne peut offrir. Le quartier est un espace public qui il abolit les frontières du public et de l'intime ; il mêle ces deux registres de façon quasiment indifférenciés. C'est à ce titre qu'il revêt une telle importance affective, qu'il apparaît si structurant pour « ses » enfants. Il est une famille étendue. Ce mélange des registres de l'intime et du public est particulièrement frappant dans les descriptions de Chloé où les « amis » actuels émargent à la conscience les uns des autres de façon tellement globale et totale qu'elle s'étend jusqu'à l'évocation de leur prime enfance : « *Les Amandiers, on s'y sent bien, moi je suis chez moi dans le quartier je me sens chez moi, on se connaît tous.... (...) Les gens sont soudés entre eux. C'est comme une petite famille. C'est précieux. On se connaît depuis la maternelle. Quand on prend des photos ils prennent les mêmes poses que quand ils étaient bébé... C'est chaleureux...* »

Tous s'accordent ainsi à associer le quartier au sentiment d'un « chez soi », et celui-ci est indissociable de la personnalisation extrême des relations. « *On se connaît tous. S'y sentir chez soi: oui parce que je connais un peu tout le monde et les endroits* » (Luvenia) Et cette familiarité avec les lieux et les gens transforme l'espace en « cocon », en espace protecteur où l'intime et le public ne s'opposent plus et ne se menacent plus, où les « masques » sociaux tombent et perdent leur raison d'être, où l'on peut totalement « se détendre » et « être soi-même », à l'inverse de la vie urbaine, anonyme, où il faut savoir se fondre dans la masse et « n'être personne » : « *Le sentiment d'être bien chez soi on le ressent quand on arrive au métro, on est bien. Et l'endroit où on traîne on est encore mieux. C'est peut-être un sentiment de protection. Et le chez nous, il commence porte de Clignancourt.* » (Kamel)

### 3.2 Identités de quartier

Le quartier, ainsi approprié, fonctionne alors comme un pôle de socialisation et d'identification. Cette « identité de quartier » et alors endossée à la fois pour soi-même, à l'échelle individuelle, et comme identité collective, fondant une sorte de « patriotisme de quartier ».

### 3.2.1 La culture de la rue

Dans la formation de cette identité de territoire, la rue revêt une importance fondamentale parce qu'elle est un lieu de vie et d'expérience sociale à part entière. Les sociabilités ne se déroulent pas prioritairement dans les espaces privatisés des appartements ou dans des espaces dédiés comme des cafés ou des locaux associatifs. Elles prennent place sur les bancs, dans les squares, sur les trottoirs qui jonchent l'espace résidentiel. Cet espace, avec ses allées et ses murs, possède une coloration proprement affective et sociale, car il constitue le cadre concret où l'on grandit, où l'on traverse les expériences et les âges, où chaque recoin est chargé d'un souvenir... Le quartier acquiert de la sorte le statut d'un espace approprié, affectivement et symboliquement chargé, où chacun peut apercevoir un peu de lui-même lorsqu'il parcourt du regard les façades d'immeuble ou le dessin des allées.

Cette occupation juvénile de l'espace résidentiel est déjà largement documentée par les travaux existants et il n'est pas utile de s'y attarder longuement<sup>74</sup>.

L'un des signes de cette appropriation se repère dans le langage et dans la propension des jeunes et des habitants à donner des noms aux espaces, indépendamment de toute appellation officielle, administrative ou urbanistique. On l'on déjà signalé, l'espace central des sociabilités du quartier de la Porte Montmartre correspond à un tronçon de la René Binet que tout le monde appelle « *la street* ». Quelques centaines de mètres plus loin, la « zone de centralité » du quartier dit « des Trois Tours » est une « *allée qu'on appelle la piste rouge parce qu'elle est rouge* » (Binta).

Siège des sociabilités récréatives (et des commerces informels), l'espace résidentiel est du même coup « aménagé » pour cet usage, par des règles non écrites qui régissent la distribution spatiale des activités et des groupes. La rue Duris, espace central des sociabilités juvéniles du quartier des Amandiers, est ainsi l'objet de découpages fins et précis qu'aucun observateur extérieur non averti ne saurait deviner, et qui organise spatialement une stratification entre les âges, les sexes et les « activités ». C'est Luvenia qui nous sert de guide : « *Dans la rue Duris, les petits vont jouer au parc. Nous les filles on est souvent sur les bancs dans le parc. Les grands un peu plus loin, et plus on grandit plus on va loin dans la rue Duris. Plus on avance dans la rue plus on doit faire attention, éviter de trainer si on est une fille ou un « petit ». Les grands aiment pas trop voir les petits y trainer, c'est pas de leur âge, c'est là qu'ils dealent, et les petits doivent garder leur innocence.* » Les groupes, leurs relations, leurs activités, les droits et obligations qui les lient, les lignes de démarcation du permis et de l'interdit qui les distingue, sont ainsi inscrits dans des règles implicites d'occupation de l'espace qui en assurent la bonne articulation et le bon agencement.

### 3.2.2 Des rapports de force entre individus aux « guerres entre quartiers ».

Bien sûr les jeunes rencontrés ne pratiquent aucun « angélisme » et ne s'en tiennent jamais à ces descriptions idylliques où tout ne serait qu'innocence et bienveillance. La violence est également omniprésente, et représente une composante centrale de la « culture de la rue », tout autant que la solidarité.

---

<sup>74</sup> Parmi beaucoup d'exemples, cf. Eric Marlière, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, INJEP/L'Harmattan, coll. « Débats-Jeunesses », 2005

La violence des relations interpersonnelles au sein de « culture de la rue » répond à une logique de « caïdat » dont l'enjeu central est la « place » de l'individu dans une hiérarchie de rapports de force et de potentiels d'intimidation que le sociologue Thomas Sauvadet a résumé autour de la notion de « capital guerrier »<sup>75</sup>. Chacun se « mesure » à ses pairs afin de construire un capital réputationnel inspirant crainte et respect. La force physique, l'aptitude au combat, le savoir-faire en matière de bagarre de rue en sont des composantes mais il ne faudrait pas réduire cette agonistique de l'honneur à cette seule dimension trivialement guerrière. La construction de la respectabilité suppose une capacité à *s'imposer* où les dimensions symboliques sont importantes : il s'agit de manifester une puissance individuelle qui peut passer par le rapport de force physique mais aussi la maîtrise du verbe et l'art de la "vanne", et requérir les compétences linguistiques associées à la pratique du « charriage ». Ces compétences peuvent se prolonger et s'appuyer sur d'autres ressources lorsqu'elles sont investies dans des domaines connexes tels que la pratique du rap ou la quête spirituelle du savoir religieux<sup>76</sup>.

Là encore, ces aspects sont déjà trop documentés pour qu'il soit utile de s'étendre longuement<sup>77</sup>. Cette logique du caïdat et l'accent mis sur la capacité à manifester sa puissance dans les relations interpersonnelles sont classiquement ressortis des entretiens lors cette enquête. C'est surtout les entretiens de groupe au Lycée d'Alembert qui ont permis aux jeunes de s'exprimer sur ces questions, notamment parce qu'ils étaient en groupe et que ces éléments de l'identité relèvent essentiellement d'un exercice de présentation et d'imposition de soi devant le groupe de pairs. Plus surprenant à priori, la prédominance quasi exclusive des filles dans ces groupes n'a pas empêché à cette thématique d'occuper le cœur de échanges. Ainsi, après que l'une d'elle aient assez crânement affirmé que « *beaucoup de gens veulent se battre avec moi* », beaucoup de ses camarades lui emboitent le pas pour affirmer qu'elles aussi « *aiment se bagarrer* ». De même, dans un autre groupe, alors que ma question porte sur les différences parmi les jeunes de quartiers, les membres s'accordent pour décliner une hiérarchie des âges correspondant à une hiérarchie des forces entre les « petits » et les « grands » : « *Y'a 3 types: les anciens, les petits, les moyens (nous). Les grands on va plus les respecter. Alors qu'un petit on va plus le frapper (pour rigoler). Le grand il va nous frapper (pour rigoler)* ».

Plus intéressant, cette économie morale du caïdat, basée sur des équilibres *d'honneur* toujours à reconstruire, sur un échange permanent activant le balancier de l'honneur bafoué et l'affront réparé, est aussi apparue structurante de relations *entre quartiers*. Le noyau de cette logique y est le même : il s'agit de se mesurer pour que chacun puisse se positionner dans une échelle de prestige en reconstruction perpétuelle : « *La guerre des quartiers, c'est quand ils s'entendaient pas sur des choses alors ils se bagarraient pour savoir qui est le plus fort* » (Groupe d'Alembert). L'enjeu d'honneur (la « fierté ») est le même que dans les rapports de force interindividuels, mais porté à l'échelle des collectifs de jeunes identifiés par quartiers : « *La fierté est celle d'être les plus "chauds"* » (Kamel). La « scène » de la rixe, sous forme verbale, s'est même parfois rejoué dans certains groupes rassemblés au Lycée d'Alembert par la réactivation des polémiques sur l'origine de l'affrontement (polémiques et désaccords préparant probablement l'affrontement suivant...) :

---

<sup>75</sup> Thomas Sauvadet, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Armand Colin, coll. « Sociétales », 2006

<sup>76</sup> Sami Zegnani, *Dans le monde des cités, de la galère à la mosquée*, Presses universitaires de Rennes, 2013

<sup>77</sup> Voir aussi Isabelle Coutant, *Délict de jeunesse. La justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte, 2005 ; David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1997, Michel Kokoreff, *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003

« *C'est la guerre entre Danube et place des fêtes.*

- *On arrive pas à s'entendre.*
- *Si on s'entendait très bien mais y'a Danube qui ont frappé un petit »*

Bien sûr, les enjeux commerciaux et ceux liés à la bataille de l'honneur se mêlent, et peut-être parfois distinguent les différends quand à leur nature : « *Avec Barbès y'avait des embrouilles sur qui va vendre la drogue* » raconte un jeune du lycée d'Alembert, tandis qu'un éducateur estime que « *lorsqu'ils se plantent à coup de couteau, c'est des histoires de business* ». Cependant, il semble difficile de séparer les deux registres car ils sont précisément mêlés dans la culture de la rue, la capacité à imposer le respect et celui d'imposer ses intérêts dans la régulation du trafic étant souvent deux faces de la même médaille. De fait, les jeunes rencontrés, souvent, n'ont pas séparés les deux domaines. Nos informations, sur ce point, sont, quoi qu'il en soit, trop parcellaires pour pouvoir trancher cette question.

Les rixes et rivalités inter-quartiers activent les solidarités internes entre jeunes de chaque quartier. On pourrait les comparer aux compétitions footballistiques et à leurs effets sur les sentiments d'unité nationale et sur l'activation des sentiments patriotiques. Il y a quelque chose d'un patriotisme territorial dans ces rapports conflictuels car ce qui, dans les rivalités entre individus, concerne seulement les personnes, engage la totalité des « ressortissants » des quartiers concernés. L'affront subit par un « ressortissant » de « la Banane », infligé par des « ressortissants » de « Belleville », engage l'honneur de tous les ressortissants de la Banane car leur réputation individuelle est corrélée à celle de leur quartier, par le mécanisme de l'identification territoriale. Tous sont donc concernés et la nécessité de « laver l'affront », de rétablir l'équilibre rompu de l'honneur, incombe à chacun. Ainsi, explique Chloé, « *une personne a un problème avec un autre c'est tout le quartier qui va le défendre, ils font des descentes* ». Les lieux et scènes d'affrontement sont ritualisés. Entre les Amandiers et Belleville, les « affaires » se règlent à la sortie du collège Besson car celui-ci jouxte le quartier des Amandiers mais accueille les élèves de Belleville. Ainsi, « *ceux de Belleville sont au collège Besson (à côté) et quand y avait des problèmes ça se passait devant le collège. Une personne avait un problème, tout le monde se déplaçait* ».

Cet encastrement de la logique des rivalités inter-quartiers à celle des codes de l'honneur qui régissent la culture de la rue se repère enfin aux procès de légitimation ou de délimitation de certaines « causes ». Car tous les affronts n'appellent finalement pas forcément une mobilisation du quartier auquel appartient la victime... Chloé se remémore un cas où, précisément, après l'affront d'une agression par un jeune des Amandiers sur un « gars de Belleville », ses pairs Bellevillois décident en conscience de ne pas réagir : « *Un jour un frère apprend que sœur sort avec un gars de Belleville. Il y va et frappe le gars. Mais ceux de Belleville ont pas réagi parce qu'ils ont considéré que ça se faisait pas. Le garçon voulait s'amuser, mais la fille, elle, voulait du sérieux.* » Pour les « gars de Belleville », leur ressortissant s'est rendu coupable d'une faute en contrevenant à une règle importante du code de l'honneur des cités : celle qui interdit d'abuser de la naïveté de la sœur de ses pairs<sup>78</sup>. Mais peu de

---

<sup>78</sup> Le fait que le groupe de pairs de référence, de ce cas, transcende les clivages inter-quartier montre à nouveau à quel point l'identité de quartier est montée sur un rail d'ascenseur, changeant d'échelle selon les contextes, les problèmes, les interlocuteurs et les « causes ». Ici, la règle du respect dû aux « sœurs » se voit conférer une échelle de validité couvrant les quartiers et non le seul quartier.

temps après « *une personne qui deale se prend la tête avec un type d'Orteaux qui était seul. Les gars de la Banane sont direct partis en opération vengeance en groupe... »*

*Les codes d'honneurs qui régissent les relations entre individus régissent aussi les relations entre quartiers, adossées à une double rivalité de prestige et commerciale. Cette économie morale de l'honneur régissant les rapports entre groupes plutôt qu'entre individus peut alors prendre ses derniers à défaut, et les confiner dans une sorte de double standard où ils participent aux rixes en tant que « ressortissants » du quartier, tout en les condamnant en tant qu'individus.... C'est Lamine qui « vend la mèche » : « *Les bagarres de cités, c'est des trucs, les gens ils savent que c'est bête mais ils le font quand même* ».*

### 3.3 Un espace menacé : gentrification-normalisation et gentrification-évacuation

Le quartier en tant qu'espace approprié est aussi confronté à son en dehors : les habitants et les institutions extérieurs, contre lesquels il se définit et face auxquels il apparaît comme un espace protecteur et protégé. L'ampleur de la pression foncière parisienne et les singularités de certains espaces comme celui du grand Belleville rendent particulièrement prégnantes, dans l'expérience et les témoignages des jeunes, une menace qui pèserait directement sur leur espace : celle de la gentrification.

La littérature scientifique sur la gentrification invite à porter un regard nuancé sur un phénomène plurivoque, rarement homogène, rarement à sens unique. Si certains travaux mettent l'accent sur la surestimation des effets de la mixité, sur les effets d'évacuation subis par les catégories populaires avec l'installation de ménages plus aisés, sur la perte de sens des espaces et la perte de repères associée à l'imposition d'autres usages de l'espace, d'autres soulignent les logiques de détournement ou de résistance des « gentrifiés », les stratégies par lesquelles ils cherchent à en tirer profit de la situation ou la détourner à leur avantage<sup>79</sup>.

Vue avec les yeux des jeunes reconcentrés, c'est cependant la face la plus sombre qui semble s'imposer. Certes, la gentrification, particulièrement dans la zone historique du grand Belleville, peut être vécue comme une ressource. Elle correspond alors, dans les propos des jeunes, à ce surcroît d'urbanité que nous avons déjà décrit : accessibilité des opportunités de la ville grâce à la qualité des transports ; mixité résidentielle ; présence « juste en bas de chez soi » de la ville récréative, avec ses bars et ses boutiques. Tous, cependant, ne valorisent ni n'usent au même niveau de ces commodités. Bien sûr, rien n'interdit de croire au ressenti d'Amine, le plus dithyrambique sur la centralité des Amandiers, lorsqu'il affirme : « *Tout le monde se mélange partout, je suis déjà allé dans tous les bars* ». Mais la plupart du temps, les jeunes rapportent des pratiques de micro-ségrégations et des conflits d'appropriation des espaces collectifs. Pour eux, la gentrification correspond à une normalisation de ces espaces qui, au final exclut les formes populaires d'appropriation et impose de nouvelles conduites, voire, dans le cas de la zone des Portes, inspire le sentiment qu'une entreprise d'évacuation, plus ou moins calculée, est à l'œuvre.

Les micro-ségrégations sont souvent décrites comme le fait des gentrificateurs, qui chercheraient à éviter la coexistence avec les populations historiques du quartier. Cette coexistence peut cependant faire

---

<sup>79</sup> Pour une vue d'ensemble de ces controverses, voir par exemple Mathieu Giroud, « Mixité, contrôle social et gentrification », in Charmes E., Bacqué M.-H., *Mixité sociale, et après ?*, PUF, 2016, p.49 à 64.

l'objet d'un refus croisé, même s'il est difficile de démêler l'écheveau des relations causes/conséquences : « *Les blancs de Belleville qui sont propriétaires des maisons on s'en fiche. Moi je vois que des noirs. Mais notre couleur ça se voit le plus* » (Groupe d'Alembert) L'évitement « ressenti », dont les jeunes seraient l'objet dans l'espace Bellevillois peut aussi être mis au compte des inconduites des jeunes eux-mêmes, insuffisamment rompus aux usages de la modération et de la retenue qui gouvernent à la vision dominante de la civilité urbaine. « *Mais même s'il y a une mixité, regrette ainsi Luvenia, ça permet pas aux gens de se mélanger. Par exemple les gens riches ils se mélangent pas trop. Ils s'écartent. Et peut-être que c'est à cause de l'attitude des gens d'ici, leur maladresse, les petites insultes des fois, ça les écarte.* »

Le sentiment de vivre un véritable conflit d'appropriation dans lequel ils ne jouent pas à armes égales semble nettement présent chez les jeunes: « *Ils changent comme ils veulent eux, pas comme on veut nous. Ils font exprès de demander à certaines personnes qui sont d'accord avec eux: les français qui sont partis à l'école et pas les daronnes qui sont pas allées à l'école. Ils vont enlever le parc de Belleville. On y allait tous* » expliquent en cœur les élèves de seconde d'un des groupes du lycée d'Alembert. Ce conflit d'appropriation aboutit à une *normalisation* des espaces qui exclut leurs usages au profit de ceux, policés, froids et anonymes, des catégories nouvellement installées. Lors de nos visites des quartiers, accompagnés par des professionnels très au fait des ressentis des jeunes devant les évolutions récentes de leur cadre de vie, on nous a montré telle rue qui, autrefois, était un des lieux de « squat » préféré des jeunes du quartier, et qui, désormais, n'est plus qu'un lieu de passage où se pressent des anonymes chargés de sacs de course après l'installation d'une caméra de vidéo surveillance. À tel angle de rue, on nous montre un ancien « kebab » transformé en sandwicherie bio, avec une décoration subtilement retravaillée recyclant certains éléments de l'ancien restaurant et ses boiseries patinées.

Lors de cette même visite, l'histoire du gymnase Maurice-Berlemont, rue Orillon dans le 11e nous est relatée. Cette histoire a déjà été documentée<sup>80</sup>. Elle illustre comment les espaces des sociabilités juvéniles sont progressivement grignotés par la poussée de nouveaux usages, portés par des habitants dont le pouvoir de forger l'espace à leur usage et à leur image est le plus fort. La mémoire des groupes de pairs reste vive au sujet du terrain de sport de la rue Orillon où les jeunes du quartier avaient l'habitude de se retrouver jusqu'en 2006, année où ce terrain est remplacé par un nouveau gymnase clos, régi par des règles d'accès et des temps d'ouverture formalisés. Celui-ci est rapidement investi par les « nouveaux résidents » et notre interlocuteur se souvient de son groupe de copains interloqués découvrant, en lieu et place de leur ancien « squat », « *des vieilles dames qui faisaient du yoga* ». Malgré diverses tentatives infructueuses pour instaurer un « partage » de ce nouvel espace, les jeunes d'Orillon voient aujourd'hui le gymnase Berlemont comme un espace perdu.

Ce sentiment de perte des lieux de centralité et de sociabilité juvéniles présente un équivalent aux Amandiers avec la requalification du Plateau sauvage, ancien équipement de quartier, en établissement culturel : « *Le Plateau sauvage, avant c'était un centre d'animation où on pouvait tous aller se poser... Quand ça a changé ça a mal réagi. On comprenait pas le nom. C'est plus les mêmes personnes. Nous on y va plus du tout. C'est devenu une salle de spectacle, avant c'était un centre d'animation, on pouvait s'asseoir, « Feu Vert » faisait l'aide au devoir là-bas... et puis ça c'est arrêté* » explique Luvenia qui observe de façon plus générale comment les évolutions du quartier conduisent à

---

<sup>80</sup> Anne Clerval, *Paris sans le peuple*, op. cit. p. 275.

une rétractation des espaces de sociabilité juvénile : « (...) *C'est arrivé sur la rue Tlemcen. Avant il y avait des endroits pour s'asseoir. Ça devait déranger les habitants, ça a été enlevé. Et c'est arrivé à d'autres endroits. Je pense que ça a réduit le nombre de jeunes qui traînent dans la rue. Du coup on va soit au stade soit au parc.* »

Cette transformation des espaces correspond à une transformation des usages et de la définition des formes légitimes ou proscrites d'occupation des lieux publics. Elle ressort d'une concurrence entre un mode « populaire » d'appropriation de la rue comme espace de convivialité et d'interconnaissance, à un usage plus bourgeois, valorisant l'anonymat, la circulation, la déambulation consumériste ou touristique, et la retenue nécessaire pour garantir la relative quiétude des riverains<sup>81</sup>. Dans ce conflit d'appropriation, les interventions policières prennent leur part et, dans l'expérience des jeunes, la police est pour partie une police de *l'habiter*, intervenant pour faire respecter le *bon usage* de la rue, celui qui consiste à *circuler* : « *Quand nous on est dans la cour et les PSQ [(Police de Sécurité du Quotidien)] il nous dit de pas rester. On a pas le droit de rester dans la cour. Pourquoi ? Toujours je suis choquée... une cour c'est pour rester dedans !* » (Binta)

Reste que dans la lecture que font les jeunes de ces transformations, une nuance semble séparer ceux de Belleville et les jeunes des portes, moins confrontés à la coexistence avec de nouveaux arrivants plus aisés. Les antagonismes spatiaux prennent davantage la forme d'une opposition entre l'intérieur et l'extérieur du quartier, et, dans certains cas, elle peut s'articuler à l'image (réelle ou fantasmée) d'opérations de réhabilitation d'avantages destinées à les évincer au profit d'une nouvelle population, qu'à améliorer leur cadre de vie. Le ressenti est plus proche de celui d'une tentative d'effacement et d'éviction, que de celui d'une entreprise de normalisation comme à Belleville. Les cinémas de la place Clichy, où les jeunes des portes Nord avaient l'habitude de se rendre, ont par exemple décidé de privilégier la diffusion des films en VOST afin de décourager cette clientèle peu désirable (et réputée moins « lettrée »), explique un éducateur. Aussi pour Amar, « *on est mis à l'écart. D'ici quelques années il y aura plus de quartier à Paris, ils vont nous mettre en banlieue, tous les quartiers comme ça ils vont les détruire. (...) d'ici quelques années il y aura plus de quartiers dans Paris. Parce que ça "salit" un peu Paris. C'est des choses que je vois, que j'entend, que je vis. Par exemple nous dans notre quartier, ils essaient d'embellir avec le tramway, mais ils vont raser deux tours à saint Ouen. Il y a déjà des gens qui ont été relogés loin de Paris. (...) Les gouvernants qui dirigent la ville qui veulent ça... parce que Paris reste quand même la première ville touristique dans le monde. C'est la ville lumière. Si il faut garder tout ça il faut nettoyer un peu.* »

Ces dernières formulations montrent aussi comment le sentiment de mise à l'écart ou « d'effacement » est relié à la texture particulière que l'appartenance à la capitale confère à l'expérience spatiale. Alors qu'ils pensent incarner une altérité « scopique » à la ville monumentale, touristique, patrimoniale ; qu'ils pensent « détoner » dans ce paysage d'une ville spectacle, ils interprètent les formes de pression associées à la gentrification comme autant de manières de les « effacer de la carte postale », de réduire leur visibilité par la normalisation de leurs espaces et leurs conduites, ou, plus brutalement, par leur éviction hors des murs de la ville.

---

<sup>81</sup> Didier Lapeyronnie, « Racisme, espaces urbains et ghetto », in Manuel Boucher (dir.), *Discriminations et ethnicisation, Combattre le racisme en Europe*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, décembre 2005

## 4 L'introuvable « chez soi »

Toute la complexité du rapport des jeunes à l'espace urbain réside dans les multiples ambivalences qui le caractérise. Comme on va le voir à présent, l'opposition de la ville et du quartier est redoublée d'un « mal vivre la ville » et d'un « mal vivre le quartier ». Malgré la fierté d'être associé à la capitale d'un côté, malgré la sécurité de l'espace familier et approprié du quartier de l'autre, aucun de ces espaces ne peut en réalité faire l'objet d'une appropriation totale, aucun n'est suffisamment « accueillant » pour permettre de s'y tenir sans écartèlement ni conflit intérieur. Il en résulte une expérience et une identification « coincée » dans un entre-deux, dans une zone grise qui empêche d'être nulle part pleinement chez soi, qui condamne à une sorte de déracinement sur place. Si chaque jeune tente à son échelle d'élaborer des solutions et des agencements permettant de tenir entre ces forces en tension, celles-ci forment cependant une condition commune qui pèse sur tous. C'est cette condition que nous allons tenter de décrire à présent.

### 4.1 Paris, la ville des *autres*

Le quartier, on l'a vu, se définit comme le lieu d'un écart ou d'une inversion par rapport à la « norme » incarnée par la ville, par la capitale. D'où le sentiment d'être « parisien mais », d'être parisien d'une « autre façon » que les « parisiens purs ». De façon à la fois réciproque et complémentaire, Paris est perçu non pas simplement comme « sa » ville, mais aussi comme la « ville des autres », une ville inhospitalière dans son essence, où l'on ne se sent jamais totalement « bien » ni totalement « à sa place ». En quoi la ville est-elle inhospitalière ? En quoi est-il impossible de complètement faire sienne une identité parisienne ?

Première manifestation de cette non-appropriation de l'espace parisien : celui-ci peut être associé à une figure d'étrangeté et d'exotisme. C'est sur ce registre que certains élèves de d'Alembert l'ont évoqué. « *Aller à la tour Eiffel c'est bizarre. On va dans les quartiers chics ça nous étonne on regarde partout* ». On visite Paris un peu comme on visiterait un pays étranger<sup>82</sup>.

L'inhospitalité parisienne se donne d'abord à voir sous sa dimension économique. L'opulence et la richesse s'y étalent sans complexe, rappelant chacun à sa condition subordonnée dans l'espace de la consommation. « *Mais quand t'es à Paris faut avoir de l'argent sinon c'est chaud (...) Des fois je suis choqué je sors en terrasse je prends un mojito en terrasse... c'est 10€, les prix des mojitos.* » (groupe d'Alembert).

Plus globalement, si, comme on l'a dit, l'espace est un miroir où chacun aperçoit le reflet de son identité, alors la « scène » parisienne peut être comparée à un « mauvais miroir ». Elle renvoie à chacun une image dépréciée parce qu'elle lui rappelle ce qu'il n'est pas, elle lui fait sentir sa propre distance à la forme de « normalité » sociale qui s'y expose. D'où une sorte de malaise ressenti lorsqu'on y déambule, malaise où prédomine le sentiment de décalage, celui de n'être pas à sa place, et de n'être pas pleinement légitime à occuper l'espace.

---

<sup>82</sup> Voir sur thème Nicolas Jounin, *Voyage de classe. Des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers*, La Découverte, 2014

Ce sentiment de décalage peut prendre un visage assez anodin, comme celui de ne pas réussir à suivre le « rythme » de la ville, comme le suggère Chloé : « *Paris, c'est la folie, les gens sont toujours pressés, c'est la jungle, faut s'habituer pour aimer Paris* ». Il peut traduire la différence de richesse entre les « vrais parisiens » et « ceux des quartiers », en un sentiment plus diffus de malaise, comme chez Amine : « *Les autres quartiers c'est des quartiers de riches. Je m'y sentirais pas bien. Y'a un trop gros contraste par rapport à mon quartier* ». Pour la même raison, Lamine suggère un sentiment selon lequel Paris ne serait « pas pour lui », qu'il ne serait « pas lui », qu'il serait « extérieur à lui » : « *C'est beau, mais c'est pas le même Paris, celui qu'on vit et celui qui est extérieur à nous. Des fois je suis tout seul dans des endroits je me sens pas à ma place... Exemple dans le 7eme. Un autre jour porte Maillot. C'était bizarre je voyais des trucs que j'avais vu, des magasins trop chers* ». Plus profondément encore, ce « Paris des autres » ne semble pas convenir que « l'on » puisse en faire partie. On ne peut y évoluer dans ses tenues habituelles, avec ses attitudes habituelles. Pour s'y sentir à sa place, il faudrait se travestir... mais n'est-ce pas alors une injustice que de ne pouvoir arpenter sa ville sans renoncer à une part de soi, semble s'interroger Najma : « *On se sent tâte aux Abbesses. Y'a pas la même population; vestimentairement parlant; un jour j'étais à la Madeleine en boubou avec mon père, et il avait honte il m'a pété un scandale. Mais normalement je devrais pouvoir me balader en boubou partout* ».

Les jeunes Parisiens des quartiers éprouvent donc un *malaise dans l'urbanité*, associé à l'expérience dévalorisante d'être renvoyés à leur altérité, d'être rappelés à l'extériorité de leur position par rapport à la ville, comme s'ils transportaient leur quartier sur leur corps à la manière d'une couleur de peau. Leurs pratiques de mobilité ne s'éclairent qu'à la lumière de ce malaise.

#### 4.2 Mobilité récréative vs mobilité instrumentale

On associe souvent la mobilité urbaine à la déambulation touristique, récréative ou consumériste. Consciemment ou inconsciemment, nous la voyons comme une fin en soi, nous lui prêtons une valeur propre, récréative, mais aussi éducative et morale. On y consommerait non en cédant à une simple « pulsion consumériste », mais parce que le hasard d'une boutique découverte au coin d'une rue aurait piqué notre curiosité. La flânerie urbaine structure nos imaginaires « modernes », où elle est associée à la confrontation à la différence, à l'aléa des rencontres non planifiées et de loin en loin, à une forme d'enrichissement, à l'ouverture d'esprit, au cosmopolitisme et à la tolérance<sup>83</sup>.

Il faut avoir conscience de cette représentation et de ses effets déformants sur notre regard sur la mobilité des autres pour aborder celle des jeunes qui nous occupent ici. Certes, tous ne sont pas étrangers à cette conception de la mobilité et plusieurs font état d'expériences déambulatoires proches du type-idéal que nous venons d'évoquer. Mais de façon beaucoup plus massive, la mobilité, pour ces jeunes, est associée à un coût, elle est plombée du malaise décrit ci-dessus. Dans ces conditions, elle ne peut revêtir la dimension récréative de la déambulation. Elle est au contraire instrumentale et obéit toujours à un but précis. C'est ce que résume Kamel : « *On va bouger pour acheter des trucs mais pas pour aller trainer. On va trainer dans le parc parce qu'on est chez nous. On va pas boire un verre sur Montmartre.* » Lamine se moque gentiment de mes stéréotypes lorsque je lui demande si il lui arrive de « trainer » à Chatelet : « *Les Halles? Non c'est pas nous ça... Les mecs de quartiers fréquentent que les quartiers* ».

---

<sup>83</sup> Sur tous ces thèmes, cf. Richard Sennett, *La Conscience de l'œil : urbanisme et société*, Verdier, 2000

L'importance de la fréquentation des grands centres commerciaux périphériques a constitué une vraie surprise dans cette recherche. Pourquoi se déplacer vers ces lieux sans âme alors que Chatelet n'est qu'à quelques arrêts de métro ? Chloé, par exemple, a ses habitudes à « Créteil Soleil » où elle se rend régulièrement avec des cousines. Amine, pour sa part, semble tous les connaître. Alors qu'il « *ne connaît personne en banlieue* », il se déplace avec sa bande de copains, pour acheter des vêtements, à « *Rosny, à St Denis, à Gennevilliers* » etc... Pourquoi là-bas plutôt qu'à Paris? « *Parce que, répond-il, tout est concentré en un même lieu.* » Les mobilités de Binta sont aussi étroitement liées à la présence de grands centres commerciaux et d'espace assimilables à des quartiers : « *On va au cinéma, manger, au laser game. Pour le Ciné on va là où y'a la séance, y'a pas d'endroit qu'on fréquente quoi plus que d'autres, c'est vraiment là où ils jouent le film qu'on veut voir. Pour manger, on va à Aubervillier, à Gennevilliers, au Macdo partout. Pour le Laser game: porte de Saint Ouin et Belleville. Je traîne avec des filles d'Aubervilliers, de Barbes, de Stalingrad, Max Dormois etc* »...

Ainsi, on « bouge » là où un projet ou un besoin précis nous conduit (voir un film). Sinon on privilégie soit des espaces associés aux territoires de « quartiers » (Portes, communes limitrophes), soit des lieux neutres comme les grands centres commerciaux périphériques. On peut faire l'hypothèse que ces grands espaces « sans âmes » sont accueillants pour la raison précise qui nous les rend si peu attractifs. Neutres, fréquentés par une population mixte, souvent plus pauvre que les rues de la capitale, ils n'ont pas, pour les jeunes, cet effet de repositionnement qu'ils expérimentent au cœur de Paris. Ils ne s'y sentent pas « remis à leur place ». Neutres, ils ne leur présentent pas un « mauvais miroir » et ils les dispensent à ce titre du malaise qu'ils ressentent dans le centre historique parisien.

### 4.3 Le quartier dévore ses enfants... avec leur consentement

Mais à l'inhospitalité parisienne répond aussi l'inhospitalité du quartier lui-même. Les propos à son sujet sont toujours marqués d'ambivalence et les expressions positives d'identification et d'appropriation sont en réalité contrebalancées par leur contraire : le quartier est dangereux et empêche de vivre. Pour se construire et imaginer un avenir positif pour soi et ses enfants, il faut parvenir à pendre ses distances et envisager, tôt ou tard, de le quitter

#### 4.3.1 Au bord du précipice

Le quartier ne figure pas, en effet, seulement comme un cocon protecteur mais aussi comme un péril capable d'entraîner des chutes parfois mortelles.

Les jeunes sont dans leurs quartiers comme au bord d'un précipice. Ce précipice est d'abord celui des activités illégales et des violences qui représentent pour tous une tentation facile, mais dont le coût, si l'on y cède, peut être démesuré. La *tentation* et les « *mauvaises fréquentations* » constituent les facteurs récurrents mobilisés par les jeunes pour expliquer les infléchissements ou les ruptures de trajectoire. C'est par exemple ces facteurs qui expliquent le faible niveau scolaire d'Amar : « *On séchait l'école pour avoir du bon temps. Et en ce jour je me retrouve sans diplôme et sans fréquentation... C'était les mauvaises fréquentations de place Clichy* ». S'agissant de reconstituer le fil de son histoire et ses erreurs passées, Amar est sans nuance. Bénévole dans une association, il cherche à expliquer aux plus jeunes qu'il ne faut « *pas fréquenter les mauvaises personnes parce que moi je l'ai fait et ça m'a détruit toute ma vie* ». Même sentiment chez Chloé, qui évoque moins son parcours personnel que celui de ses frères : « *ils font partie du quartier, ils vivent dans le quartier... Cette influence... Il y a*

*trop de suiveurs, suivre les conneries des autres.... Y'en a plein ils sont plus à l'école ils font rien ils savent même pas taper une lettre de motiv ».*

Les périls encourus sont l'échec social, la prison et la mort. On aurait tort de sous estimer la place de la peur dans la vie de ces jeunes, peur liée à l'omniprésence de ces périls, à un quotidien où on voit copains et frères disparaître du paysage parce qu'ils « tombent » en prison, où les confrontations avec la police sont permanentes alors que certaines, encore dans les mémoires, ont eu des issues dramatiques... Un animateur insiste : « *c'est un vrai truc la mort, dans la vie des jeunes* ». Dans un des groupes du lycée d'Alembert, la mort est évoquée comme une sorte danger surnois rodant dans l'enceinte du quartier, et pesant indifféremment sur tous : « *Les inconvénients de vivre dans un quartier ? C'est dangereux, y'a des meurtres. La mort ça va te trouver chez toi. T'ouvres la fenêtre y'a un tir de mortier qui rentre* »

La peur de la chute et de l'échec social est elle aussi omniprésente. Le risque de sombrer fait partie de la culture et de l'expérience de la rue : « *"Est-ce qu'il y a des catégories de jeunes"? Oui. On est pote parce qu'on se connaît mais on a pas tous les mêmes idées en tête. Y'en a ils continuent l'école, y'en a qui partent en prison... Mais ça reste mon pote...* » (Lamine) Il poursuit et généralise sur les « inconvénients » à vivre sur un quartier : « *la prison, direct. Parce que c'est fréquent. y'a pas longtemps y'en a au moins trois qui sont partis: Trafics, vols... Ils savent les risques, personne peut les empêcher de faire... Moi les trucs dont j'ai eu peur c'est rater le brevet ou le bac... Peur d'être tenté... oui c'est dangereux. C'est pas la prison qui me fait peur c'est le mal que j'aurais causé à mes parents. Mon grand frère vient de partir en prison, il a été en BTS, mais il y allait plus à cause de l'argent qu'il gagnait. Il a pris 15 mois il est à Frêne* »...

Cette question des mauvaises fréquentations et des mauvaises influences est omniprésente et elle inverse radicalement l'image du quartier-cocon. Elle conduit tous les jeunes rencontrés (à l'exception notoire de Morgane) à se projeter dans un avenir hors du quartier dès lors qu'ils seraient parents. Chloé, pourtant dithyrambique lorsqu'elle aborde le quartier « comme une famille », où elle se sent pleinement « chez elle », explique cependant qu'elle veut fuir ce même quartier décrit alors comme une terre de perdition pour les enfants : « *Mais je ne veux pas rester ici... Je ne veux pas continuer à habiter dans un quartier. Pour mes enfants. A cause des influences* ». Amar la rejoint « *Je ne me verrais pas éduquer des enfants ici. Parce que je serais pas avec eux 24/24 et ils auront des mauvaises fréquentations...* »

#### 4.3.2 La culture de la rue contre l'individu

Le quartier est inhospitalier pour une seconde raison : il empêche d'être soi-même. C'est la face d'ombre de la communauté populaire, qui, tout en étant protectrice, se révèle également enfermante, et même coercitive, *contraignant* les conduites avec ses règles strictes et ses sanctions réputationnelles. Najma compare par exemple la culture de la rue à une « secte » qui emprisonne mentalement ses fidèles : « *Mais en fait c'est plus du vice que du charme, c'est une espèce de secte. Surtout pour les garçons. Tu peux pas en sortir comme ça. Tu peux pas dire "oui j'arrête de trainer"* ». D'après Luvenia, également, les garçons seraient plus ou moins *contraints* de jouer le jeu des illégalismes et de la culture de la rue, et s'exposent à de sévères sanctions réputationnelles s'ils décident de rentrer dans le rang de l'école et de la volonté d'insertion : « *Par exemple un garçon qui deale pas qui veut pas se battre qui se concentre sur les études il se fait traiter de bouffon... et au bout*

*d'un moment il va en avoir marre... Et même s'afficher avec eux, ça peut avoir des effets sur la réputation... y'a des gens qui les évitent parce que le regard des gens il est important ici ».*

Cette force contraignante du groupe peut surtout être vécue comme une pression à la conformité qui interdit de développer une personnalité propre, d'affirmer une singularité. C'est pour cette raison que Najma, aujourd'hui, cherche à prendre ses distances avec le quartier : « *Je me sens plus vraiment chez moi, parce qu'il faut calculer tout ce qu'on fait, ne pas faire certaines choses pour ne pas qu'on parle c'est grave... »*

On le voit, le quartier peut donc être décrit comme accueillant et protecteur, comme un cadre propice pour affirmer une identité en retrait des blessures d'amour propre infligées par la compétition et la froideur du monde extérieur. Mais cette qualité se retourne comme un gant et devient, à l'intérieur souvent d'un même entretien, un obstacle à la construction de soi, et une menace dont il faut se protéger.

Chez la plupart des jeunes, cette face d'ombre du quartier conduit à prendre de la distance. Chez Chloé, c'est par exemple une prise de distance avec les sociabilités de l'espace résidentiel, qu'elle associe de plus en plus, au fur et à mesure qu'elle « grandit », à un symbole d'échec social : « *Plus on grandit plus.... Franchement depuis que j'ai quitté le collège j'y suis plus. Y'a que pendant la fête de quartier qu'on se retrouve. (...) Je vois pas l'intérêt de rester dehors sur un banc (même si des filles le font). Autant aller boire un verre, avoir un espace à soi. Pouvoir se retrouver sans pour autant trainer dehors. Que c'est pas lié à être une fille. C'est glander, comme si t'avais pas de but dans la vie, tu perds ton temps.... (...) ».*

#### 4.3.3 Un quartier qui rend l'individu responsable

Avec ce retournement du quartier « nourricier » en quartier « ogre », c'est aussi une lecture particulière des destins sociaux qui se met en place. Celle-ci est indissociable, à la fois, de la centralité des « influences » qu'on a décrit au sujet de la façon dont les jeunes se représentent la réussite ou l'échec scolaire, mais aussi de l'image d'une mobilité toujours possible qui, peu ou prou, rend les individus *comptables* des influences auxquelles ils se sont laissé soumettre<sup>84</sup>.

Parce qu'elle se découple de l'image plus générale des inégalités sociales et de leurs conséquences, la perception du monde que les jeunes développent au prisme du « spatial » est sur-responsabilisante. Cette mécanique a été déconstruite par les travaux qui se sont attachés à la critique des « effets de quartier », critique montrant comment cette thématique décale l'analyse de la prise en compte des inégalités sociales au profit des influences réciproques des individus rassemblés en même lieu. Dans cette perspective, ce n'est plus parce que les habitants des quartiers défavorisés sont pauvres qu'ils échouent scolairement ou professionnellement, mais c'est parce qu'ils exercent les uns sur les autres une influence néfaste et qu'ils développent une « culture de la pauvreté » légitimant à leurs propres yeux l'échec social, décourageant ainsi l'effort<sup>85</sup>. Les jeunes rencontrés dans cette recherche et dans

---

<sup>84</sup> Marie-Hélène Bacqué, Sylvie Fol, « L'inégalité face à la mobilité : du constat à l'injonction », *Revue Suisse de Sociologie*, 2007, 33 (1), pp.89-104

<sup>85</sup> Tom Slater (2013), « Your life chances affect where you live: A critique of the 'cottage industry' of neighbourhood effects research », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, no 2, p. 367-387.

d'autres<sup>86</sup>, parcourent finalement un raisonnement assez proche. Aucun ne renonce complètement à l'idée d'un libre arbitre face aux faisceaux d'influences auxquels tous sont soumis. Chloé évoque la secrète lucidité des jeunes qui ont été happés par la culture de la rue, leur sentiment caché d'une erreur rétrospective : « *au fond je sais c'est pas cette vie qu'ils auraient voulu pour leurs enfants. Au fond d'eux ils le savent* ». Et on se souvient de cette sentence assez cruelle qu'elle formule à l'égard de ceux qui se « victimisent » : « *Il y en a qui naissent riches mais si tu veux être riche il faut travailler...* » Quand à Lamine, il est impitoyable à l'égard de lui-même et de ses pairs parce qu'au fond, malgré les règles « coercitives » qui régissent la culture de la rue, personne ne force personne à entrer dans les « conneries » : « *Est-ce que c'est la pression des autres ? Non c'est une auto-pression... Et après c'est trop dur d'en sortir. (...) C'est moi le maître de mon destin, c'est moi qui choisis ce que je fais. Si demain je fais ça je connais le risque. J'ai pas peur, mais c'est proche de moi* ».

On mesure à présent les contradictions et la situation de tension où sont plongés les jeunes dans leur rapport au territoire. Ils sont « parisiens sans l'être » car Paris reste « la ville des autres » et leur est foncièrement inhospitalière. Ils ressentent un malaise proprement « urbain », une difficulté à se mouvoir dans le monde chargé des symboles de la ville centre, riche, historique et patrimoniale, qui les renvoie à leur altérité. Le quartier fait ressource, inverse un temps la violence symbolique imposée par la ville anonyme, mais rapidement ses mâchoires se resserrent pour les enfermer dans un destin et un rôle social où ils ne se reconnaissent plus. Et dans le même temps, leurs ressources de mobilité restent limitées par l'inhospitalité de la ville, qui continue de les renvoyer à leur condition d'enfants des quartiers. Ils ne sont plus chez eux nulle part, et l'idéologie de la libre mobilité les assigne à la responsabilité de leurs réussites et de leurs échecs. En équilibre instable entre deux précipices, ceux qu'on a rencontré semblent parvenir à tenir plus ou moins droit<sup>87</sup>, mais combien sombrent d'un côté ou de l'autre ?

## 5 Les sociabilités numériques entre mobilité en ancrage

Au cours des discussions dans le groupe de professionnels constitué en amont de l'enquête, la question de l'usage des réseaux sociaux s'est rapidement posée en lien avec le problème de l'identité dévaluée d'un côté, et du territoire de l'autre. Le numérique permet-il aux jeunes, ou à certains jeunes, de s'inventer ou se réinventer à distance du quartier qui les enferme et leur renvoie une image dépréciée d'eux-mêmes ?

Au regard de nos résultats la réponse à cette question est globalement négative. Internet n'est pas un territoire alternatif au territoire urbain. Il apparaît au contraire entretenir avec lui un rapport d'étroite continuité, lorsque l'usage des réseaux sociaux prolonge la sociabilité du groupe des pairs déjà constituée, en la transportant sur un autre canal<sup>88</sup>. L'exemple le plus étonnant de cette forte

---

<sup>86</sup> Régis Cortesero, « Politisation et dépolitisation des jeunes populaires urbaines en France. La domination à l'épreuve de sa "spatialisation" », in « L'éducation non formelle : chance ou défi pour le travail de jeunesse, coll « textes de travail », OFAJ, Paris/Berlin, 2018 pp.65-80

<sup>87</sup> Encore une fois les biais d'échantillonnage mentionnés précédemment expliquent que nous n'ayons rencontrés que des jeunes qui vont « plutôt bien ».

<sup>88</sup> Nicolas Oppenheim, « Les pratiques de sociabilité urbaine et sur l'Internet des adolescents de Zones Urbaines Sensibles franciliennes », *Flux*, 2011/1 (n° 83), p. 39-50

interdépendance des sociabilités numériques et des sociabilités ancrées dans le territoire est sans doute celui d'Amine. Alors qu'il entre dans l'univers social du lycée général, c'est en observant le quotidien de ses nouveaux camarades de classe sur Snapchat qu'il « découvre » la distance culturelle qui le sépare des jeunes des classes moyennes-supérieures, absents jusqu'à présent de son collège et de ses sociabilités. Il comprend alors que ses habitudes et ses manières d'être ne sont guère compatibles avec le succès scolaire si naturel pour ses nouveaux camarades, et entreprend de se changer lui-même par apprentissage mimétique en scrutant les modes de vie de ses nouveaux pairs qui s'étalent en flux continu sur le réseau. On reviendra plus en détail au chapitre 6 sur le cas très particulier d'Amine. Mais il permet dès à présent de saisir en quoi le numérique prolonge l'urbain plutôt qu'il n'étend le périmètre social et culturel des jeunes : c'est parce que sa trajectoire le conduit hors de son milieu d'origine qu'Amine peut explorer de nouveaux horizons. Sa mobilité « urbaine » (liée à sa trajectoire scolaire), précède sa mobilité « numérique ».

Il faut cependant nuancer cette première observation. On distingue en effet, dans les témoignages recueillis, deux types d'usages des réseaux et des outils numériques, qui ne s'opposent pas mais qui figurent plutôt deux pôles d'un continuum. Le premier type d'usage peut être qualifié d'introverti et consiste essentiellement en un prolongement de la sociabilité locale. A l'autre bout un usage « extraverti » permet d'accéder à des réseaux d'information et de communication plus lointains et extérieurs au groupe. Si le premier usage est ancré dans le territoire, le second relève d'un investissement du numérique comme outil de mobilité.

Parmi les réseaux sociaux, certains appartiennent en propre aux « territoires des jeunes », d'autre non. Ainsi, « *Facebook c'est les parents et les bledards* » (Groupe 2<sup>nde</sup> d'Alembert). Snapchat et Instagram sont les deux principales plateformes utilisées par les jeunes aujourd'hui. Et pour une large part, elles sont investies comme un prolongement des sociabilités juvéniles déjà constituées, tout en apportant des possibilités supplémentaires attachées à leurs fonctionnalités. Par exemple, « *sur snap, on espionne la vie des gens, qui est avec qui* » (Groupe 2<sup>nde</sup> d'Alembert). Pour Luvenia les réseaux sociaux permettent d'approfondir le lien au groupe par la mise en circulation d'informations spécifiques, notamment celles qui ont trait au quotidien de chacun lorsque le groupe est séparé. Ils permettent aussi de renforcer certains liens jusque là superficiels par l'usage des différentes messageries privées permettant de construire un échange personnalisé : « *Snapchat, ça sert à discuter avec les copines, les amis du quartier, les garçons, d'avoir les gens du lycée, puis de voir un peu le quotidien des personnes... Ça permet de mieux connaître des gens que tu connais que de vue... Tu vas plus facilement discuter avec eux... c'est un peu les coulisses de la vie du quartier, avec les MP* »

A l'opposé on trouve l'usage que Namja fait d'internet. Elle décrit l'univers du numérique comme un levier d'ouverture au monde à partir de ses centres d'intérêt propres. « *C'est un moyen de découverte et de communication. Je suis une fana des reportages... en replay... et d'info... Les réseaux, je m'en sers aussi pour faire de la musique* » (elle chante et compose des morceaux qu'elle enregistre, puis elle les poste sur Snapchat). Exemplaire de la largeur de cette palette, Binta, détaille un à un les réseaux qu'elle utilise et la singularité de chacun d'eux : « *Je suis très sensible aux inégalités. Sur les réseaux sociaux, je suis les femmes d'influence, l'ONU, UNICEF, ça c'est sur twitter. Snapchat, ça sert à échanger avec les amis, faire des story. Insta c'est bien pour faire la groupie; aussi quand il se passe des trucs sur des chaînes télévisées on va voir comment la star elle a réagi sur Insta. Mais sur Twitter je ne suis pas les stars, mais vraiment les trucs ONU les trucs comme ça. Mon stage de découverte à ONU Femme, je l'ai trouvé sur internet ; j'ai suivi la plateforme, puis j'ai posé ma candidature... »*

A notre niveau d'information il est difficile d'en dire plus, et tout au plus peut-on formuler quelques hypothèses. Internet reste un outil et son usage du côté de l'ancrage ou de la mobilité, reflète très probablement le positionnement de chaque jeune entre ces deux pôles en vertu de sa trajectoire personnelle<sup>89</sup>. En revanche, aucun jeu de construction de contre-identité, usant de pseudonymes par exemple, ne nous a été relaté, de même que l'investissement de l'outil numérique, même s'il peut être incroyable chronophage, reste en un sens assez modéré. Car l'outil numérique, dans les cas rencontrés, ne fait que prolonger une expérience déjà là (les sociabilités du groupe de pairs, l'approfondissement d'un centre d'intérêt...). Il n'est pas le support d'une expérience spécifique à laquelle il serait seul à permettre l'accès.

---

<sup>89</sup> Sophie Jehel, « Sociabilités numériques des jeunes et mobilités : un ascenseur social en trompe-l'œil ? », in INJEP, *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2014*, La Documentation Française, 2014



# Chapitre 4

## L'ethnicité incertaine

Lors de la séance du groupe de travail consacrée la question ethnique les constats dressés par les professionnels ont pris le plus souvent la forme d'un paradoxe : aux yeux des jeunes, l'ethnicité compterait, tout en restant relativement en retrait de leurs préoccupations. Ils porteraient une conscience diffuse, souvent faiblement verbalisée, des pénalités et des formes de stigmatisation attachées à la condition minoritaire. Mais ils « *n'auraient pas forcément cette conscience sociale là* », d'autant que, bien souvent, la « *culture de quartiers transcenderait les clivages ethniques* ».

Pourtant, loin de toute minoration, l'ethnicité se dit et s'expose dans le même temps avec fracas dans les sociabilités ordinaires où « l'humour ethnique » tient une part importante, ou le « *charriage ethnique* » constitue l'une des formes canoniques de l'humour juvénile. Elle revient également au centre lors d'expériences particulières, par exemple celle de l'orientation scolaire en fin de troisième où les jeunes seraient souvent soupçonneux de faire l'objet de traitements discriminatoires, au vu notamment de la relative homogénéité des propositions d'orientation qui leurs sont faites, et qui pourraient laisser croire de celles-ci ont une « couleur ».

En se saisissant d'un cadre d'analyse qui mets l'accent sur la construction et la reconstruction des identités racialisées dans le cadre d'interactions et de rapports sociaux hétérogènes, on va s'efforcer de démêler cet écheveau de constats *a priori* contradictoires. Ce caractère relationnel va nous permettre de mieux comprendre que les identités ethniques sont à géométrie variable et qu'elles se transforment, dans l'expérience d'un même individu, selon les contextes sociaux et relationnels. Pour les jeunes, elles sont routinisées dans leurs échanges avec leurs pairs, où la surenchère de leur mise en scène sur un mode humoristique permet aussi de mettre à distance le péril qu'elles représentent pour l'identité personnelle et collective. Dans cet espace, elles sont omniprésentes tout ne représentant pas un vrai « sujet ». Tout au plus sont-elles un décor, une toile de fond de leurs sociabilités. Mais elles se lestent de gravité dès lors qu'elles mettent en jeu des relations avec le « hors-groupe », avec la figure des blancs de classes moyennes qui attribuent des identités racialisées perçues comme infériorisantes et pénalisantes. D'un contexte à l'autre, leur centralité et leur signification se transforment ainsi du tout au tout.

Cependant, les jeunes eux-mêmes ne sortent pas du paradoxe des descriptions proposées par les professionnels. C'est que leur assignation raciale et les conséquences discriminatoires qui peuvent en découler restent, le plus souvent officieuses, cachées, non dites. De telle sorte que le racisme et les discriminations n'offrent qu'une prise assez faible sur leur conscience, en dehors de certains cas très singuliers comme leurs interactions avec la police. Sont-ils traités comme des jeunes, des pauvres, des descendants de migrants, des jeunes de quartiers ? La réponse à cette question est entachée, pour les jeunes, d'une incertitude essentielle.

# 1 Discrimination, et ségrégation, racisation

A l'instar du territoire, la variable ethno-raciale possède deux faces que l'on peut distinguer analytiquement<sup>90</sup>. Elle relève d'un côté d'une pénalité sociale associée au fait de présenter une apparence ou un patronyme « non-blancs ». Elle recouvre de l'autre l'expérience d'être associé à une minorité, et ses conséquences dans l'élaboration du rapport à soi et dans la construction d'une identité collective.

## 1.1 L'origine constitue-t-elle un facteur de traitement différentiel en elle-même ?

La question de savoir s'il existe un traitement différentiel et une pénalité spécifiquement associée à l'origine est assez polémique dans l'espace politique français. Les entretiens réalisés ne permettent évidemment pas traiter cette question pour l'espace parisien, car cette question impliquerait d'autres options de méthode que celles retenues. On s'en tiendra donc ici à rapporter certains acquis de la recherche qui montrent que, tout comme le territoire, l'origine « compte ».

### 1.1.1 Les QPV, des espaces de ségrégation ethnique ?

La ségrégation sociale des quartiers prioritaires est un fait largement établi, mais la dimension proprement ethno-raciale de cette ségrégation est beaucoup plus difficile à appréhender avec les indicateurs existants.

Jean-Louis Pan Ké Shon, à partir des données TEO<sup>91</sup>, a montré que seul 36% des habitants des ZUS également classées ZFU étaient issus de la population majoritaire (ni dom, ni immigrée, ni enfants d'immigrés), ce qui suggère une surconcentration effective de ces populations dans ces territoires<sup>92</sup>. Cependant d'une enquête à l'autre les résultats sont souvent contradictoires ou peu tranchés et il reste difficile de dépeindre un tableau d'ensemble du niveau de ségrégation ethno raciale dans notre pays, et plus encore de son évolution : progresse-t-elle ou diminue-t-elle ? Les données de l'INSEE, qui ne permettent pas de connaître la nationalité de naissance des parents d'enfants nés en France, par exemple, constituent un obstacle non négligeable à ce manque de précision. Les données issues de l'enquête TEO, de même que les travaux qualitatifs cherchant à se donner une représentation de l'ampleur du phénomène<sup>93</sup>, penchent cependant en faveur de l'hypothèse d'une ségrégation forte et en légère progression. Ainsi, selon ces données, « 10% des quartiers les plus précarisés (où les taux de chômage sont les plus élevés) ont près de 42% de leur population composée d'immigrés d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et du Turquie, contre seulement 10% de la population majoritaire »<sup>94</sup>.

La singularité francilienne doit être également soulignée dans la mesure où cette région est une terre d'arrivée traditionnelle pour les populations migrantes, et qu'elle concentre à elle seule, encore

---

<sup>90</sup> Le choix de conserver une approche distinguant ces deux faces est celui qui s'est dessiné à l'issue du travail du groupe de travail.

<sup>91</sup> Réalisée par l'INSEE et l'INED entre Septembre 2008 et février 2009, l'enquête TEO a permis de recueillir les réponses de 22 000 répondants anonymisées en incluant divers identificateurs d'origine ethno-raciale

<sup>92</sup> Jean-Louis Pan Ké Shon, « La ségrégation des immigrés en France : état des lieux », *Population et Sociétés*, n° 477, avril 2011

<sup>93</sup> Par exemple, Didier Lapeyronnie fait le décompte des patronymes en fonction de leur consonnance « allochtone » ou « autochtone » sur les boîtes aux lettres du quartier qu'il étudie, pour conclure à une surreprésentation des résidents allochtones. *Ghetto urbain*, Robert Laffont, 2008.

<sup>94</sup> Pan Ké Shon, *ibid.* p.3

aujourd'hui, plus de 40% des immigrés en provenance du Maghreb, d'Afrique subsaharienne ou de Turquie présents sur le territoire national. Cette fonction traditionnelle de « porte d'entrée » produit une coloration particulière du territoire avec la présence d'importantes « centralités immigrées » au cœur de la capitale, ces zones ressources où se concentrent commerces, lieux de sociabilité et animations, fonctionnant selon une logique diasporique de maintien des flux culturels, matériels et financiers avec les pays d'origine<sup>95</sup>. Ainsi de la Goutte d'Or pour les Maghrébins et Chapeau Rouge pour les africains d'Afrique subsaharienne, par exemple.

### 1.1.2 L'origine immigrée comme pénalité

Ces mêmes enquêtes permettent de mieux préciser l'impact de l'origine sur la probabilité d'accéder aux ressources clés, scolaires et d'insertion, pour construire son parcours.

Au terme d'un raisonnement statistique rigoureux, Dominique Meurs montre ainsi qu'il demeure « un excès de chômage non expliqué pour les immigrés et enfants d'immigrés de pays non européens, par rapport au groupe majoritaire »<sup>96</sup>. Aucune caractéristique socioéconomique (origine sociale, sexe, niveau de formation etc.) ne permet de rendre compte de cette part résiduelle dans les modèles mathématiques du statisticien.

Un constat semblable peut être établi en matière de formation. En travaillant sur les données de l'enquête « génération », qui permet de suivre les jeunes après leur sortie du système scolaire, les chercheurs constatent une même part inexplicée dans leurs équations. Ainsi, à origine sociale et quartier constant, un jeune appartenant à une population minoritaire présente plus de chances de sortir sans diplôme du système scolaire qu'un jeune présentant les mêmes caractéristiques mais dont les parents appartiennent à la population majoritaire<sup>97</sup>.

La part des discriminations, pour expliquer ces résultats, est importante. Les enquêtes par *testing*, qui se sont multipliées ces dernières années, le montrent et convergent pour faire ressortir des effets négatifs associés au territoire (adresse) et à l'origine (le patronyme ou la photo), sur les CV fictifs utilisés dans le cadre de ce type de méthodologie. Un seul résultat suffit à mesurer l'ampleur du phénomène : une campagne de *testing* conduite en 2006 concluait déjà qu'un candidat d'origine apparente noire ou maghrébine devra produire presque 4 fois plus de candidatures pour aboutir à un entretien qu'un candidat avec un nom de consonnance hexagonale<sup>98</sup>.

Au global, l'origine compte effectivement, et son effet, notamment lié aux pratiques discriminatoires, se révèle massif.

---

<sup>95</sup> Messamah Khelifa, Toubon Jean-Claude, « Coexistence et confrontation dans un quartier pluri-ethnique : le cas de la Goutte d'Or », *Sociétés contemporaines*, 1990/4 (n° 4), p. 37-50

<sup>96</sup> Dominique Meurs, « Le chômage des immigrés : quelle est la part des discriminations ? », *Population Sociétés*, Numéro 546, juillet/août 2017

<sup>97</sup> Aeberhardt Romain, Rathelot Roland, Safi Mirna, « Les difficultés scolaires et professionnelles des jeunes issus de l'immigration : effet de l'origine ou effets géographiques ? », *Population*, 2015/3 (Vol. 70), p. 599-635

<sup>98</sup> Eric Cédiey, Fabrice Foroni, Hélène Garner, « Discriminations à l'embauche fondées sur l'origine à l'encontre de jeunes français(es) peu qualifié(s). Une enquête nationale par tests de discrimination ou testing », *Dares, Première Information Synthèse*, Février 2008 - N° 06.3

## 1.2 La couleur est une étiquette

Il en va de l'origine comme du territoire : elle n'incarne aucune identité *essentielle* mais prend forme dans des rapports asymétriques de différenciation entre groupes, où le « non blanc » est détaché du blanc en tant que figure d'altérité.

Sur le plan théorique, cette description d'une origine *résultant prioritairement d'un acte d'attribution sociale*, est un thème classique que l'on trouve déjà chez Sartre lorsqu'il décrit le juif découvrant sa judéité dans le regard de l'antisémite<sup>99</sup>. Elle trouve une vitalité nouvelle aujourd'hui, dans le champ des études féministes et postcoloniales, qui accordent une place centrale à la mécanique de l'« altérisation » par laquelle les identités subalternes ou dévaluées sont *toujours* des créations qui leurs sont extérieures, qui les instituent en les définissant par un écart, une déviation à une norme centrale : « L'autre, écrit Christine Delphy, c'est celui que l'Un désigne comme tel »<sup>100</sup>. La *couleur* ou la *race* n'existent pas, au sens où elles ne sont que des étiquettes, des signes associés à des groupes pour les identifier comme inférieurs et « particuliers », et, ce faisant, identifier comme supérieurs et « universels » ceux qui apposent l'étiquette. La couleur de peau n'est rien de plus qu'une sorte de tatouage social<sup>101</sup>. Mais la *couleur* ou la *race* "existent" au sens où cet étiquetage produit des conséquences et des effets sociaux d'ampleur parfois considérables, que les statistiques des discriminations suffisent déjà à rendre manifestes.

Surtout cette analyse acquiert une force particulière dans une société française où les jeunes issus de l'immigration maghrébine ou africaine présentent les traits d'une assimilation culturelle forte. Lors de l'enquête, la question des origines est rarement apparue spontanément dans le discours des jeunes ; c'est la plupart du temps l'enquêteur qui a dû l'introduire, comme si, pour les jeunes, cette question ne se posait pas. On retrouve ici le constat dressé dans les groupes de travail d'un relatif retrait de cette thématique dans les préoccupations spontanées des jeunes. Cette attitude doit être reliée aux résultats des recherches qui montrent que les attitudes et les aspirations des descendants de migrants convergent désormais largement avec les normes familiales, éthiques, économiques ou relatives à la citoyenneté, propres à la société française contemporaine<sup>102</sup>. Les enfants s'éloignent des attitudes parentales au point que certains évoquent un « désenchaînement des générations »<sup>103</sup>. Sur des thèmes comme l'importance du mérite ou l'éthique du travail, ils présentent même un conformisme plus fort encore aux valeurs dominantes que les jeunes « autochtones »<sup>104</sup>. C'est en somme en tant que « français comme les autres », et non en tant que migrants participant d'une culture « autre », qu'ils appréhendent les différences qui leurs sont prêtées et qu'ils découvrent, en décryptant leurs phénotypes dans les interactions ethnicisantes des groupes de pairs et surtout dans le regard extérieur

---

<sup>99</sup> Jean-Paul Sartre, *Réflexion sur la question juive*, Gallimard, 1985 (1946)

<sup>100</sup> Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les autres ?* La fabrique éditions, 2008, p.19.

<sup>101</sup> Stuart Hall, *Identités et cultures 2. Politiques des différences*, Éditions Amsterdam, 2013

<sup>102</sup> Brouard Sylvain, Tiberj Vincent, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2005

<sup>103</sup> Claudine Attias Donfut, François-Charles Wolff, *Le destin des enfants d'immigrés. Un désenchaînement des générations*, Stock, 2009

<sup>104</sup> Jardin A., Tiberj V., 2012, « Des jeunes parmi d'autres ? Les jeunes issus des immigrations », in Galland O., Roudet B. (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française

qui les renvoie à leur « couleur ». Ils sont identifiés comme « autres » de ce à quoi ils appartiennent déjà et participent pourtant pleinement : l'espace social et culturel national.

## 2 Expériences de l'ethnicité : entre labilité et blessures

Lors de la séance de travail avec le groupe réuni en amont de notre enquête, nous avons retenu comme hypothèse que les identités ethniques possédaient une face claire et une face sombre. Côté clair : elles offrent le support à un sentiment d'appartenance et étayent des sociabilités permettant de mettre à distance le racisme et la stigmatisation. Côté sombre, elles sont exclusives et produisent l'exclusion de ceux qui sont hors groupe, et peuvent se révéler enfermantes et sur-stigmatisantes.

### 2.1 La géométrie variable des frontières ethniques

L'enquête renforce en premier lieu le constat de la dimension relationnelle et labile des identités ethniques. Celles-ci, tout comme les identités de territoire, présentent une grande variabilité dans leurs contours : la ligne de démarcation du *semblable* et du *différent* bouge sans cesse<sup>105</sup>.

C'est lors d'un échange dans un des groupes du lycée d'Alembert que la géométrie variable de cette ethnicité s'est révélée la plus lisible. Le partage du *semblable* et de *l'autre* répond, tout comme l'identité territoriale, à des jeux d'échelles qui modifient l'étendue de l'inclusivité des identités.

Ainsi, à l'intérieur du « collectif » des groupes racialisés, les différences ethniques peuvent, selon les circonstances, correspondre à des lignes de différenciation significatives pour les jeunes, ou au contraire, basculer dans l'ombre de l'indifférence : « *dès fois les Noirs et les Arabes ils sont ensemble mais des fois ils sont pas ensemble. Les Arabes ils aiment bien trahir. Ils nous [la totalité des membres du groupe est d'apparence noire] traitent de singes. Mais des fois ils peuvent être les meilleurs amis* ». Ce « racisme entre soi » prête ici assez peu à conséquence puisqu'il est contingent, il est activé ou non selon les circonstances. Autrement dit, sans être énoncé comme tel, il est pleinement assumé comme arbitraire, il intègre une conscience diffuse de la dimension fictive de ces identités, vécues comme des sortes de rôles théâtraux que l'on peut choisir de jouer ou, au contraire, face auxquels on peut, ou on pourrait, préférer s'abstenir<sup>106</sup>. Pour le dire avec les mots des jeunes, les « Noirs » et les « Arabes » sont *parfois* « noirs » et « arabes » dans leurs relations, parfois non....

Le sens de ce « parfois » est relationnel, et c'est toujours une configuration relationnelle particulière qui donne forme et consistance à la saillance raciale de l'identité. Aussi, « *face aux Blancs, les Noirs et les Arabes ils sont ensembles* ». Le « Blanc », bien sûr, est moins à considérer ici comme une figure incarnée et essentialisée, que comme une « couleur » parmi les autres, pouvant être mobilisée comme une étiquette pertinente, ou au contraire délaissée dans l'interaction. Il existe d'ailleurs, parmi ceux qui appartiennent aux groupes de pairs de jeunes des quartiers, un grand nombre de « Blancs » dont

---

<sup>105</sup> Cette labilité des frontières ethniques entre groupes a historiquement été décrite et théorisée pour la première fois par Frederic Barth, « les groupes ethniques et leurs frontières », in Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité suivi de : Les groupes ethniques et leurs frontières*, Puf, 1999.

<sup>106</sup> Il en va ici de l'identité raciale ou ethnique comme de l'identité de genre : elles correspondent moins à des réalités « essentielles » qu'à des « performances », au sens théâtral du terme, où chacun « joue », avec plus ou moins de conviction et d'aveuglement, le « rôle » qui lui socialement attribué. Cf. sur ce point Judith Butler, *Trouble dans le genre*, La Découverte, 2006 (1990)

la « blanchité » apparaît cependant problématique. C'est bien sûr le cas des Français natifs d'origine européenne vivant en quartier prioritaire. Mais le cas le plus intéressant aujourd'hui est celui des migrants d'Europe de l'Est, polonais, kosovars, russes... qui deviennent des sortes de signifiants de cette couleur blanche « mal accrochée », d'un blanc « nuancé » par opposition au « vrai blanc », qui vit toujours hors du quartier. Et de fait, les jeunes blancs « d'apparence française » des quartiers se voient souvent attribués cet étiquetage : « russe », « kosovar » etc. sont de plus en plus souvent des « sobriqués » qui leurs sont réservés...

Cette « solidarité » liant « arabes » et « noirs » ne prend véritablement forme qu'en face d'un « certain type » de « blancs », que les lycéens ne peinent pas à décrire : « *ils sont trop calmes, ils ont pas les mêmes délires* ». Autrement dit, la « nuance de blanc » suscitant la solidarité des racisés est celle qui est identifiable aux populations blanches de classes moyennes ne vivant pas dans un quartier, ou ne participant pas de « la culture de la rue » caractéristique des sociabilités résidentielles des jeunes des quartiers.

Enfin, le groupe dessine un second tiers exclu sur lequel on reconduit cette fois le regard racialisant subi, selon un mécanisme classique de stigmatisation « en escalier » où chaque groupe attribue l'infamie dont il se sent symboliquement menacé au groupe immédiatement en dessous. Les jeunes se déchainent alors littéralement sur les « *Pakos* » et les « *Chinois* », avec une inventivité dans le maniement du stéréotype infamant qui a largement dépassé nos capacités de prise de note. « *Ils mangent du chien* » ai-je simplement réussi à extraire de cette effervescence de formulations imageant toutes le sous-développement culturel et la barbarie. Au sein du groupe, une jeune fille d'apparence noire est accusée d'être « *sortie avec un Chinois* », ce qu'elle ne nie pas. Elle est la risée du groupe, et là encore l'inventivité dans les moqueries qui fusent comme les balles au front d'une guerre civile rend regrettable de n'avoir pas enregistré la séquence.

Deux enseignements méritent d'être retenus de la description de cette scène. La première est le caractère relationnel de l'ethnicité, avec sa structure « en escalier » où on mesure que la « race » est une étiquette accolée par les « autres » (« blancs » extérieurs aux quartiers), réinjectée dans les relations internes au groupe de pairs mais selon une plasticité qui en souligne l'artificialité, sans pour autant être « indolore » puisqu'elle conduit à sur-stigmatiser ceux qui sont directement « en dessous », comme s'il était urgent de se débarrasser « vers le bas » de cette identité alors vécue comme infâmante.

Le second enseignement relève du caractère totalement outrancier de l'échange que nous rapportons ici. Le groupe se plaît à manipuler dans l'hilarité générale les stéréotypes racistes les plus grossiers et les plus brutaux. Cette outrage montre qu'il s'agit bel et bien d'un théâtre, d'une performance jouée par le groupe et pour le groupe, ainsi qu'à destination du spectateur que j'incarne à cet instant. Elle signifie en réalité le contraire de ce qu'elle expose de façon littérale : personne, dans le groupe, ne pense sérieusement que les « *Chinois mangent du chien* » et que les « *Noirs* » sont plus proches du « *singe* » que de l'homme blanc... Cette façon de surjouer l'ethnicité la déréalise, fait éclater sa facticité au grand jour, tout comme les vieux spectacles de music-hall basés sur le transformisme (des hommes habillés et grimés en femmes réalisant des tours de chant surjouant les codes et les pauses lascives de la séduction féminine) ont permis de rendre plus sensibles et visibles le caractère théâtral et

performatif des codes de conduite genrés par lesquels chacun se présente en homme ou en femme, à ses propres yeux et à ceux d'autrui<sup>107</sup>.

## 2.2 Le « racisme entre soi » et le « racisme des autres »

Lors des entretiens individuels les questions raciales furent abordées avec beaucoup plus de mesure. Surtout, ils ont permis de mieux circonscrire le sens et le statut de cette racialisation outrancière à l'intérieur du groupe de pairs, en l'opposant à celle vécue à l'extérieur. Le « vrai » racisme est au dehors. Celui du groupe des pairs n'en est qu'un simulacre dédramatisant.

### 2.2.1 La diversité dans les quartiers, ou l'ethnicité routinisée

La qualification des uns et des autres en fonction de leur caractérisation ethnique fait partie du quotidien et de l'ordinaire des jeunes. L'ethnicité se dit naturellement et sans complexe.

A l'échelle du quartier, c'est alors sa *diversité* qui est mis en exergue pour souligner que diverses origines y cohabitent, et le plus souvent, pour vanter le caractère fluide et pacifique de cette cohabitation. Aux Amandiers, outre les résidents classiques, plusieurs foyers accueillants des ressortissants de pays africains accentuent leur visibilité dans l'espace public mais, nous dit Boris, « *les foyers ça fait qu'y a un petit déséquilibre pour l'Afrique noire, sinon il y a un équilibre entre français, Afrique noire, Afrique du nord. Tout le monde se côtoie. Il n'y a pas de tension...* ».

A une échelle un peu plus large, les représentations des jeunes présentent une véritable géographie raciale des quartiers et des territoires. Ainsi, « *Si on arrive vers Orillon, tout ça, c'est plus la population africaine* ». « *A Couronnes c'est le côté Muslin si t'y vas en robe c'est fini. Ils vont tous mal regarder, commencer à parler.* »

Il arrive que certains décrivent cette « diversité » comme un poids, en particulière lors de fêtes communautaires comme le Ramadan qui marque en profondeur d'ambiance du quartier et les relations entre habitants : « *Pendant le ramadan tu peux rien faire. Moi je suis pas musulmane et j'ai l'impression que ça m'influence. Je peux pas faire comme d'habitude. Genre "manges pas devant moi", ou "écoute pas de la musique dans tes écouteurs"* . *Eux ils font des trucs interdits toutes l'année et pour le ramadan ils veulent faire les saints* ».

Mais au fond, et bien plus souvent, cette ethnicité partagée, qui les oppose finalement aux jeunes des quartiers ordinaires où la diversité est absente, ajoute à la dimension protectrice du quartier et au fait d'y trouver un entre soi où on se sent bien, où on se sent à la fois accepté et à sa place. On retrouve ici l'hypothèse formulée en groupe de travail. Alors que je demande Binta si le tissu qui recouvre ses cheveux possède une signification religieuse, elle m'explique qu'il s'agit d'un turban : « *Le turban c'est ethnique pas religieux* ». Mais alors pourquoi porter un « *truc ethnique* » ? « *Pour s'identifier à un groupe de personnes. Et puis c'est pratique...* »

### 2.2.2 Le racisme *entre soi* et la mise en distance par l'humour

Si l'ethnicité permet de s'identifier les uns aux autres, il reste qu'elle est potentiellement douloureuse, car chargée de stéréotypes racistes infériorisants et risquant d'exposer à des pratiques

---

<sup>107</sup> Judith Butler, *Trouble dans le genre*, op. cit.

discriminatoires pénalisantes. La façon dont les jeunes parlent de leur pratique de la « vanne » ethnique conforte l'hypothèse, formulée dans le groupe de travail et reconduite en observant le groupe de lycéens du lycée d'Alembert cité plus haut. Cette pratique permet surtout de mettre ce péril à distance, de l'objectiver par sa mise en mot, pour mieux s'en détacher subjectivement.

Tout d'abord, rappelle Kamel, l'emploi des mots de l'ethnicité dans le groupe de pairs s'inscrit dans un cadre de confiance déjà acquis : « *Nous on dit blanc noir etc... On est tellement dans un truc de fraternité qu'on en rigole* ». Du même coup ces mots n'ont pas la signification d'une assimilation infériorisante et ne portent aucune intention de blesser. Ils peuvent donc circuler librement, « sans complexe » comme le dit Amar : « *Dans le quartier, le racisme, c'est pas présent. C'est une des règles, le respect, mais par contre on a pas de "complexe"* »

Dans ces circonstances, on se « chambre » sur sa couleur et son origine avec l'amplification outrancière repérée dans le petit groupe dont on a rapporté les propos un peu plus haut, cette amplification étayant sans doute le ressort comique recherché. Mais tous les jeunes se défendent de prêter la moindre signification raciste à ces pratiques :

- « *On en parle entre nous; on se dit déjà des trucs, par exemple en ce moment on moque des Maliens, que les Arabes puent, mais c'est pas du racisme. Parce que c'est entre nous. On sait que c'est pour rigoler. Parfois c'est des Maliens qui le disent* » (groupe lycée d'Alembert)
- Najma : « *On s'envoie des piques "noirs" "arabes". Je dirais pas que c'est pas du racisme. Ça dépend comment la chose est tournée. Entre amis ça peut pas être du racisme* »
- Chloe : « *Se chamber entre jeunes : nous on sait que c'est pour rigoler. Mais je dis "les Maliens ils sont mêmes pas civilisés". Pourquoi c'est drôle ? C'est quand même vrai mais c'est quand même pour rigoler. C'est jamais sérieux...* »

Il reste que cet exercice « jamais sérieux » semble être une affaire sérieuse dans la vie des jeunes qui le réitère dans la plupart de leurs interactions, qui s'inscrit dans la panoplie des rituels qui forment la trame de leurs sociabilités. Pourquoi prend-il autant de place ? Difficile de ne pas y voir leur réponse au besoin de réappropriation et de mise à distance du racisme dont il se savent l'objet et qui, lui, est bel et bien sérieux. Sans doute peut-on analyser ces pratiques de la même façon que Nelly Quemener étudie les réactions des internautes aux épisodes de la série en forme de faux documentaire « *inside Djamel Comedy Club* », où la manipulation permanente de grossiers stéréotypes racistes occupe une place centrale: « Outre une sensation de divertissement, cette répétition est le moyen par lequel les internautes signalent à la fois les moments d'exagération et les logiques interprétatives réductrices mobilisées par les personnages, dont ils révèlent l'arbitraire (Butler, 1997, p. 101). Elle dénote également une dimension cathartique, qui se constitue du plaisir de la goujaterie, de l'excès, de la réplique acerbe et de l'appropriation consciente des répliques les plus stéréotypées. »<sup>108</sup>

---

<sup>108</sup> Nelly Quemener, « Mascarade de la diversité. Stéréotypes et feintises dans la série Inside Jamel Comedy Club », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 99 | 2012, mis en ligne le 15 septembre 2014, consulté le 27 novembre 2018

## 2.3 Le racisme des autres

Si la « race » est relationnelle, qu'elle est le fruit d'une attribution extérieure, reste à savoir comment les jeunes acquièrent cette conscience d'être racisé, comment ils comprennent et mesurent que leur phénotype ou l'origine de leurs parents sont entachés de stéréotypes racistes. L'enquête permet de mettre à jours plusieurs espaces où cette « conscience raciale » trouve matière à prendre. Surtout, ce racisme venu du dehors, et non plus surjoué dans le groupe de pairs, n'a plus rien d'indolore. Il provoque des blessures profondes qui conduisent parfois à se projeter dans un avenir extérieur au pays, sous des latitudes plus accueillantes.

### 2.3.1 Le racisme à l'extérieur du quartier

L'habitat est le premier de ces espaces. Les jeunes réalisent tôt la « mixité » de leur lieu de vie, c'est-à-dire la faiblesse relative des populations blanches au profit des non-blancs. Surtout, ils sont conduits à comprendre rapidement qu'elle n'est pas due au hasard, et qu'elle signifie quelque chose qui est de l'ordre de la ségrégation et de la mise à l'écart. Kamel constate ainsi que le poids des différentes « couleurs » varie d'un quartier à l'autre, pour conclure que celui de la Porte Montmartre est marqué par la prédominance des populations d'apparence noire. « *Les Bailleurs*, conclut-il, *le savent : c'est là qu'on met les Noirs* ». Même constat chez Amar pour qui la ségrégation spatiale des populations issues de l'immigration est une évidence : « *Ici il y a plus d'Africains que de Blancs. Et c'est pas normal. On devrait vivre tous ensemble. On est un peu mis à l'écart quand même (...) je trouve que tout le continent africain on est mis à l'écart* ».

Autre lieu d'acquisition de cette conscience raciale : les espaces publics extérieurs au quartier. Pour Amar, c'est dans le métro qu'on se sent le plus renvoyé à sa couleur : « *par exemple, groupe de filles dans le métro qui sert toutes son sac à main en me voyant approcher* ». D'ailleurs il ne va plus dans le métro « *par rapport à ce que je dégage, les gens ils ont l'impression que je suis une brute ou un voleur* ». A une époque, explique-t-il, il était barbu « *parce qu'il était en dépression* ». Un jour, dans un métro bondé, personne ne daigne s'asseoir à côté de lui.

Chloé confirme l'impression d'Amar et affirme n'être confronté au racisme « *que quand on sort du quartier* ». Elle se remémore un souvenir de vacances : « *on était dans un village et y'a un vieux qui me dit "y'a pas que chez vous qu'il fait chaud"* ».

Autre espace central de découverte et d'apprentissage de sa condition raciale : la confrontation aux forces de l'ordre. On a déjà évoqué la centralité de cette expérience dans le quotidien des jeunes, et la violence avec laquelle ils vivent leurs interactions avec la police. La dimension raciste est également omniprésente dans leur ressenti. Pour Morgane, « *une personne de couleur est plus souvent contrôlée qu'une personne blanche* ». Chloé rapporte les insultes entendues lors de contrôles d'identités mouvementés : « *Sales Noires* ». Lamine, pour sa part, affirme n'avoir guère fait, jusqu'à aujourd'hui l'expérience directe du racisme... sauf avec la police : « *C'est plus la police, ils insultent ils frappent (...) Le seul racisme que j'ai vraiment vu c'est la police. Contre la police je l'ai connu. Des fois je me dis ils ont pas de vie. Ils galèrent. Ils viennent ils contrôlent pour rien, comme ça ? Je sais pas. Je sais pas pourquoi ils le font ça. Ils giflent, ils insultent pour rien. On pourrait avoir des meilleures relations. Ils font leur travail point. Mais ça se passe pas comme ça. Je sais pas pourquoi* ».

### 2.3.2 La confrontation au regard racialisant au lycée général

Les jeunes qui accèdent aux filières générales et aux études postbac, on l'a vu, font l'expérience, souvent douloureuse, de la distance sociale au sein d'établissements situés loin du quartier et fréquentés par une population socialement plus favorisée que celle qu'ils ont côtoyée au quartier et dans leur collège. La découverte d'une « autre jeunesse », de ses manières de vivre et de penser différentes des siennes, de son regard qu'ils jugent hautain ou méprisant, se double également, dans bien des cas, d'un sentiment de racisation où ils se sentent renvoyés à leur couleur, stigmatisés et ostracisés. Cette confrontation est vécue comme particulièrement douloureuse pour ces jeunes, en raison, sans doute, de la lourdeur de l'engagement scolaire qui les contraint à une immersion quotidienne et prolongée dans cet univers qui les repositionne à la fois socialement et racialement.

Pour Luvenia, c'est une première. Jamais elle ne s'était sentie catégorisée et traitée en fonction de son origine : « *Le premier jour, le prof nous interroge sur l'endroit où on vivait et notre ancien établissement, et puis moi je sentais un écart. On était deux à être sortis d'une ZEP et on était souvent mis à l'écart. Les élèves ça allait, ça venait plus des profs... J'avais jamais eu cette impression qu'on me renvoyait ça avant. C'est peut-être le fait qu'on soit jamais sortis du quartier* ». Quelle « origine » fait sens pour ceux qui, selon elle, la mette à l'écart ? Il y a certes l'origine scolaire et territoriale annoncée par sa qualité d'élève « *sortie de ZEP* ». Mais la dimension raciale, elle en est sûre, est aussi bel et bien présente : « *Cette année la prof de français mettait un peu à l'écart les enfants de parents immigrés, et tenait les parents responsables des résultats. Pourtant j'ai eu 17 au bac... c'est louche ! Y'a plusieurs élèves issus de l'immigration qui sont partis à cause d'elle.* »

Binta, quant à elle, s'étend longuement, on s'en souvient, sur la différence sociale qui la sépare des autres élèves de sa seconde générale. Elle raille leurs inconduites qu'elle compare avec son expérience en ZEP où, d'après elle, les élèves étaient, paradoxalement, beaucoup plus « respectueux ». Mais rapidement, la différence d'origine sociale se redouble, dans son interprétation, d'une différence de traitement en raison de la « couleur ». C'est qu'elle, ainsi que son « *copain Mamadou* », ne pourraient tout simplement pas se permettre ces inconduites. « *On dirait... même s'ils parlent en classe, les répercussions que nous on peut avoir si on parle en classe ils vont pas les avoir. Si avec Mamadou on parle on peut... prendre plus cher* (c'est moi qui lui souffle l'expression). *Quand on lève la main les profs nous voient même pas.* »

Enfin, Lamine, qui n'estime pas avoir été confronté au racisme à part face aux forces de l'ordre, ajoute cependant une exception prudente concernant l'école : « *Peut-être à l'école, pas par rapport aux profs, aux gens... Ils me parlent comme si on était pas pareil, comme si je pouvais pas comprendre* ».

### 2.3.3 Les blessures du racisme

Enfin, ces expériences vécues d'un racisme exprimé hors du cercle des pairs ne possèdent en rien le caractère indolore qui lui est prêté dans la ronde des « vannes » entre copains. Même si certains se « blindent », c'est une blessure profonde que d'autres rapportent, face à des actes et des paroles qui semblent vouloir les atteindre personnellement.

Chloé affirme n'avoir jamais souffert de racisme ou de discrimination. Elle a cependant voyagé et lorsqu'elle évoque son expérience dans certains pays étrangers son discours s'infléchit sensiblement :

« Au Québec, j'ai vu une caissière voilée. J'ai dit voilà ils s'en foutent. Je sais qu'ici ce serait mort. A Londres c'est pareil. En France, que dans les cantines ils mettent du porc quand même, je trouve ça bête. C'est pour atteindre les gens mais on s'en fout ».

Si le racisme ou les discriminations visent à « atteindre les gens » d'après Chloé, c'est Amar qui avoue le plus librement ses blessures. Après avoir relaté ses mésaventures dans le métro, il explique : « Les gens réalisent pas l'impact dans une vie: depuis j'ai plus remis les pieds dans le métro. Quand je sors du quartier je sens le racisme. Je suis en sécurité que dans mon quartier. Dehors il faut toujours prouver "qu'on est pas ce genre de personne". C'est chiant ». Comme pour Chloé, l'expérience du voyage lui a donné à penser que la racisation était plus violente en France. Il en retire un enseignement radical : il veut quitter le Pays. « Et ça m'a fait prendre la décision de quitter la France tôt ou tard. Par exemple l'Australie (il a déjà passé 8 mois à Brisbane), et là-bas on vit paisiblement. Je peux plus rester en France. J'ai une haine envers la France, ça y est j'en peu plus j'en ai marre. Je veux pas finir ma vie en France. C'est un pays qui me dégoute... De ce que la France est devenue. »

Il ne faudrait pas sous-estimer la « haine » de Amar, en faire un cas isolé. Ici encore, le biais d'échantillonnage qui affecte notre enquête explique sans doute que n'ayons pas rencontré davantage de profils proches d'Amar, où le sentiment d'échec social se double de sentiments d'injustices profonds où la dimension raciale mêlée à l'impression d'être rejeté, stigmatisé et discriminé, tient une place importante. La virulence de ce sentiment d'injustice est une observation classique<sup>109</sup>, et les travaux récents laissent supposer que la dimension ethno-raciale de ce sentiment s'est renforcée ces dernières années<sup>110</sup>.

## 2.4 Les discriminations insaisissables : Racisme partout/racisme nulle part

Avec Amar, le racisme est partout et il le ressent comme s'il s'agissait d'une qualité de l'air dès qu'il s'éloigne du quartier. A l'opposé, pour plusieurs jeunes rencontrés, le racisme semble n'être « nulle part ».

Ainsi, Chloé, ne s'est jamais sentie discriminée, dans aucun domaine. Elle n'a même jamais eue ne serait-ce qu'un soupçon. Lamine, pour sa part, s'interroge : « Mais moi je vois pas trop le racisme dans la société, y'a des gens qui m'ont dit t'es noir il va t'arriver ça mais pour le moment tout s'est bien passé. Peut-être, après, je l'ai pas vu, mais ça pour moi ça existe même pas ». Quand à Amine, il ne nie pas que les discriminations existent, et certains de ses amis en ont été victime. Mais pour sa part, il semble être jusqu'à présent passé entre les gouttes : « Les discriminations, le racisme, je n'ai jamais été victime. J'ai des amis qui ont été victimes et je trouve ça bête... Peut-être je pourrais être victime de ça. Y'a des directeurs de labo qui vont plus regarder les CV; d'autres les prénoms. Moi j'ai jamais été victime, j'ai été accepté dans le plus grand labo de France »

On retrouve ici une observation assez banale, celle de la tendance des populations discriminées à minorer l'ampleur des discriminations dont elles sont victimes. Non seulement il y a un écart important entre le faible niveau de déclaration d'expériences de racisme ou de discriminations et les statistiques disponibles à leurs sujets - qui révèlent leur caractère massif – mais l'écart entre les témoignages de jeunes présentant pourtant le même niveau de risque (être perçu comme noir, vivre dans un quartier

<sup>109</sup> Eric Marlière, *La France nous a lâché*, op. cit.

<sup>110</sup> Cortéséro Régis, Marlière Éric, « L'émeute est-elle une forme d'expression politique ? Dix ans de sociologie des émeutes de 2005 », *Agora débats/jeunesses*, 2015/2

prioritaire etc.) est lui-même l'indice que certains sous interprètent ou ignorent certaines attitudes ou gestes qu'ils ont pu rencontrer.

De nombreuses explications ont été proposées pour expliquer cette sous-estimation. La plus simple et la plus convaincante reste celle qui met l'accent sur le caractère prohibé et réprouvé des actes racistes et discriminatoires. En effet, le racisme, le sexisme, le « rejet des différences », et les pratiques discriminatoires qui en découlent ne s'avancent que rarement au grand jour. Collette Guillaumin<sup>111</sup> avait déjà analysé à la fin des années 60 comment le discrédit porté sur ces idéologies, à la suite de la découverte des camps, puis des mouvements de décolonisation et d'émancipation féministe, n'avait pas aboli les pratiques qui les accompagnent, mais les avaient confinées dans la clandestinité, la dénégation et la mauvaise conscience. Dénier et dénégation, continuent d'entourer ces pratiques (Fassin 2006). Elles échappent au regard et à la conscience, parfois des auteurs de pratiques discriminatoires (Hamilton Krieger, 2008), mais aussi et surtout de leurs victimes puisque celles-ci ne peuvent tout simplement pas accéder à motifs racistes ou discriminatoires de sélections ou d'attitudes défavorables qu'ils subissent, ceux-ci ne pouvant tout simplement pas s'assumer publiquement comme tels.

Cette absence de *lisibilité* des pratiques discriminatoires dans le quotidien de ceux qui en sont victimes introduit toujours un doute sur les raisons pour lesquelles ils sont l'objet d'une sélection négative. Luvenia, par exemple, finit par ne plus savoir sur quel critère elle est ostracisée. Alors qu'elle semblait certaine que la prof de français « met les enfants d'immigrés à l'écart », elle change de version quelques minutes plus tard pour estimer que, finalement, l'origine n'a peut-être pas tant d'importance dans les préjugés des enseignants à son égard : « Les profs de Charlemagne : c'est plus le fait d'être associé à un quartier qui fait qu'ils cataloguent... Certaines filles, même si leurs parents sont d'origine "un peu comme moi", le fait qu'elles aient toujours étudié dans des collèges normaux etc.. Ça leur permettait d'éviter les mauvais regards... C'est des filles qui savent pas parler arabe, qui connaissent pas les vacances au bled... »

Bref, Luvenia, et bien d'autres avec elle, *sait* qu'elle est ostracisée, mais ne parvient pas à stabiliser une image pérenne du critère en fonction duquel elle est ostracisée. On a vu comment les jeunes ne parvenaient pas à développer une représentation stabilisée de leur position et leur place dans la société au regard de leur condition socioéconomique. On a vu également qu'ils trouvent certainement dans le *territoire* des éléments d'identifications plus solides, mais que ceux-ci se retournent aussitôt contre eux en prenant le visage des influences néfastes et des « mauvaises fréquentations ». On comprend à présent que l'identité que leur confère leur appartenance à des *minorités* non-blanches ne leur apporte guère de boussole plus fiable et plus stable pour comprendre *qui ils sont*.

---

<sup>111</sup> Collette Guillaumin, *L'idéologie raciste*, Guallimard, 2002

# Chapitre 5.

## Garçons et filles des QPV

La séquence du groupe de travail consacrée à la question du genre et des relations filles-garçons a conduit à retenir comme questionnement central celui de la reproduction des normes hétéropatriarcales dans les sociabilités juvéniles.

Cet angle d'approche a suscité l'intérêt parce qu'il semblait pouvoir rendre compte d'un large spectre de comportements observés par les professionnels : volonté de contrôle des garçons sur les fréquentations des « sœurs » ; importance de la *réputation* qui sanctionne les déviances ; faible mixité des activités et des espaces ; déssexualisation des filles du quartier et injonction à l'exogamie spatiale ; importance du secret et de la clandestinité dans la vie amoureuse des jeunes.

Après avoir rappelé ce cadre, on montrera comment les entretiens réalisés, sans le remettre en cause, question, invite à introduire plusieurs nuances.

### 1 Sociabilités juvéniles et apprentissage des rôles genrés

#### 1.1 Hétéropatriarcat et jeunesses populaires

Le cadre d'analyse présenté au groupe a insisté sur les travaux d'Isabelle Clair<sup>112</sup> et sur son analyse de la reproduction des normes de genre dans les sociabilités juvéniles en milieu populaire.

Ce cadre accorde une importance centrale aux disciplines et aux sanctions symboliques qui visent à maintenir les conduites à l'intérieur du cadre de la norme et à sanctionner les déviances. Isabelle Clair, dans ses travaux, montre qu'en milieu urbain comme en milieu rural, ce travail de maintien et de reproduction normatif opère par deux figures stéréotypées qui servent de repoussoir dans les jeux réputationnels et les moqueries propres aux sociabilités juvéniles :

- Le *pedé* représente la figure repoussoir qui définit en creux la norme de la masculinité légitime. Celle-ci fait peser une injonction viriliste sur les garçons, qui doivent surenchérir en permanence dans mise en scène de leur masculinité.
- La *pute* constitue la figure repoussoir associée à la féminité. Elle relève d'une injonction à la modération : il revient aux filles de ne pas trop affirmer et afficher leur féminité et encore moins leur sexualité. Elles doivent savoir ne pas être « trop » fille.

Bien sûr ces figures sont asymétriques et reconduisent la domination du masculin sur le féminin. Le « pedé » est celui qui refuse « d'assumer son genre ». Il présente un écart, un retrait, par rapport à son genre : il dévie des normes de conduite virile et il endosse une autre sexualité que celle qui définit la masculinité. La « pute » au contraire est définie par excès, comme si son « sexe » débordait son

---

<sup>112</sup> Clair Isabelle, « Le pedé, la pute et l'ordre hétérosexuel », *Agora débats/jeunesses*, 2012/1 (N° 60), p. 67-78.

« genre ». Elle est « trop » femme et, par ailleurs, elle soustrait sa sexualité à tout contrôle, externes, puisqu'elle ne se plie pas à la norme l'appelant à la modération, et interne puisqu'elle semble laisser la « sauvagerie » de sa sexualité prendre le dessus. Cette figure n'a de sens que dans une logique de contrôle de la sexualité féminine, qui passe par sa dévaluation : elle serait méprisante en elle-même, et légitime seulement sous condition (de relation amoureuse, de visée procréatrice etc...).

Au final, dans cet agencement des rôles et des injonctions de genre des cultures populaires juvéniles, le féminin n'est pleinement légitime que validé par le masculin. La pleine expression de la féminité suppose le cadre légitimateur de la relation amoureuse avec un homme.

## 1.2 La discrétion féminine sur l'espace public et « vigilance » des grands frères

Pour le groupe de professionnels, cette approche entre en résonance avec leurs observations sur l'importance que les filles accordent à leur réputation, et la distance qu'elles installent entre elles et les groupes de garçons pour préserver celle-ci. L'un des membres du groupe, animateur mais lui-même jeune issu du quartier où il exerce, observe ainsi que les filles ne viennent pas sur l'espace public parce qu'elles « *risquent d'être jugées. Elles ont peur pour leur réputation, par exemple d'être croisées par un pote du grand frère à Chatelet* ».

Ce cadre éclaire également le poids des « grands frères » dans le contrôle de la sexualité des jeunes filles, à condition cependant de le compléter par la problématique de la filiation migratoire, qui fait peser sur les garçons une sorte de « mission », largement imaginaire et fantasmée, de défense de « l'honneur » de la communauté immigrée. Certains travaux l'ont montré, la logique de contrôle revendiquée par les frères sur les sœurs relève d'une sorte de zèle pour maintenir le fil de l'histoire familiale, alors qu'ils ne parviennent pas à maintenir ce fil sur le plan du projet de mobilité sociale inscrit dans le choix migratoire des parents en raison de leurs fréquentes situations d'échec scolaire et professionnel. Il s'agit alors de compenser cette défaillance sur le registre de la vertu, en se posant en défenseur de l'honneur du groupe, qui suppose alors des femmes aux vertus « supérieures » à celles des femmes blanches émancipées<sup>113</sup>.

La virulence de ce contrôle a été illustrée avec des exemples extrêmes tels que celui de ce « *frère incarcéré qui cherche quand même à avoir des informations* » sur les fréquentations de sa sœur, ou de ces « *mecs [qui] tapent leur sœur en public* », ou plus banalement de « *garçons [qui] se croient tout permis, enfermés dans leur quartier, [qui s'arrogent tout] pouvoir sur l'espace public* ».

L'un des jeunes membres du groupe de travail témoigne du poids de ce système social pour lui-même : « *Si ma sœur était avec quelqu'un de mon quartier ce serait problématique. Car les jeunes de mon quartier ne sont pas bien pour ma sœur. Moi je me suis fait accepter par les grands frères de ma copine. (...) Il faut protéger sa sœur* », insiste-t-il.

## 1.3 De la difficulté de se rencontrer

Cette chape normative rend particulièrement compliquées les rencontres amoureuses entre jeunes, notamment ceux vivant sur le même quartier. Pour les garçons, outre l'enjeu du contrôle de la « vertu » des sœurs, l'injonction à la masculinité les enjoint à la retenue émotionnelle et sentimentale

---

<sup>113</sup> Sur toutes ces questions, cf. Nacira Guénif Souilamas, *Des beurettes*, Fayard, 2003 ; Nacira Guénif-Souilamas, Éric Macé, *Les féministes et le garçon arabe*, L'aube, 2004

afin de ne pas mettre en péril leur image « dure » et masculine. Pour les filles, toute proximité avec les garçons présente un risque réputationnel lié aux mésinterprétations plus ou moins malveillantes auxquelles elles s'exposent.

Pour les professionnels, cette impossible rencontre entre les sexes explique la faible, voire l'absence de mixité qu'ils observent dans de nombreux domaines, et plus généralement le « *peu de relations filles-garçons sur le quartier* ». Dans la cour du collège, les garçons occupent l'espace central et les filles les bords périphériques. Les animateurs observent l'absence d'activités mixtes sauf lorsqu'elles sont imposées. Les filles ne s'inscrivent pas dans une salle de sport du quartier, observe un autre participant. Enfin, en prévention spécialisée, il semble bien compliqué d'atteindre un ratio supérieur à 30% de filles

L'absence de rencontre, ou en cas tout l'impossibilité d'afficher publiquement une relation intime, donnent lieu à des contrastes parfois cocasses. Une proviseure de lycée affirme n'avoir jamais vu d'élève se « bécoter » dans la cour alors que ses collègues d'établissements plus centraux passent leur vie à « *décoller les ventouses* ».

Pour autant la difficulté de la rencontre n'en abolit pas la visée. Deux solutions se dessinent : l'exogamie spatiale et la dissimulation.

Les règles strictes régissant les relations entre filles et garçons sur le quartier conduisent à une déssexualisation des filles, identifiées aux sœurs des copains, et intouchables à ce titre. La « demande » que les jeunes adressent aux professionnels est alors de leur offrir la possibilité de rencontres loin du quartier puisque, comme le dit l'un d'eux, également jeune de quartier, « *les filles du quartier c'est la famille, on veut qu'elles nous présentent leurs copines* ». Aussi pour un des animateurs présents aux ateliers, les jeunes sont « *saoulés d'avoir des activités avec des filles ou des garçons du quartier parce qu'ils peuvent pas les draguer* »

L'autre option est celle de la dissimulation et de la discrétion, que celle-ci s'applique à des relations « spatialement endogames » ou qu'elle concerne des relations nouées avec des partenaires étrangers au monde du quartier. Le premier cas de figure concernait l'un des jeunes membres du groupe de travail qui vit avec sa copine sur le quartier « *mais personne ne le sait* ». Ils estiment que seul le mariage permettra d'officialiser cette relation.

Pour le second cas de figure, le groupe s'est interrogé sur l'éventuelle spécificité parisienne, marquée par « *les facilités de déplacement et la proximité immédiate des modèles de femmes émancipées* ». Dans le domaine de la scolarité, on observerait ainsi « *qu'en banlieue, on reste dans le collège de secteur et dans l'entre-soi du quartier, alors qu'à Paris, les demandes seraient plus fréquentes pour pas être dans lycée de secteur, pour vivre la liberté de l'urbanité. Les vœux pour les lycées les plus éloignés sont des formes de "prise de conscience" : "il faut que je bouge". Mais ils affrontent alors la violence du monde extérieur (stigmatisation etc.).* »

Quoi qu'il en soit, « *les relations ne [pourraient] se faire que dans d'autres cadres (voyage etc.)* », et certains participants observent aussi parfois que des filles disparaissent de l'espace du quartier parce qu'elles s'en vont vivre leur vie ailleurs.

## 2 Règles et normes de genre dans le regard des jeunes

### 2.1 Des règles dont le pouvoir de contrainte est relativisé

Le poids des règles décrites dans les sections précédentes est bien présent dans les propos des jeunes rencontrés, mais une part d'entre eux s'attache également à les relativiser et les mettre à distance.

#### 2.1.1 La réputation et le poids de grands frères

Le risque réputationnel pour les filles est bien présent : « *Quand t'es une fille si t'es avec des gars ils disent que t'es une pute* » (groupe lycée d'Alembert).

De même, le niveau d'encadrement et de surveillance subi par les filles est rapporté par Morgane :

*« Les filles, il faut qu'elles fassent des études, y'a beaucoup d'encadrement parental. Elles sortent beaucoup moins que les garçons. Elles ont souvent des grands frères qui veulent les protéger, jouer le rôle des pères, leur interdisent de trainer. Dans un sens je trouve que protéger les filles c'est bien mais y'a des limites. Pas forcément les empêcher. Les mettre en garde...Il suffit que ça discute, ça peut vite dérailler. »*

Dans ces conditions, il semble plus raisonnable de se détourner des garçons du quartier et tenter de construire sa vie sentimentale à l'extérieur :

*« Trouver un amoureux, c'est à l'extérieur. Peut-être dans un autre quartier mais pas dans le quartier où j'ai vécu. C'est toujours une limite que j'ai fixé. Parce que ça peut créer des problèmes : jalousies; ragots... »* (Morgane)

On pourrait penser que cette contrainte pèse seulement sur les filles. Pourtant, Amar explique que c'est en partie en raison de cette contrainte qu'il ne convoite que des filles extérieures au quartier : « *Pour ma part on peut pas sortir avec les filles du quartiers. Parce qu'elles ont des grands frères, ou elles ont des réputations* »

Enfin l'apparition de cette contrainte peut être vécue de façon d'autant plus cruelle qu'elle révèle une cassure de la solidarité des jeunes du quartier au sortir de l'enfance, alors que cette solidarité et cette convivialité avaient construit un socle des liens affectifs forts jusqu'à la pré-adolescence.

*« "Devenir une fille" dans le quartier : tu deviens une "proie" mais j'ai de la chance j'ai des frères. C'est pas vrai que les filles du quartier on les touche pas, que c'est comme des sœurs. Les filles qui rentrent dans le vice, on les voit différemment ("j'ai fait des trucs avec elle"), c'est plus une sœur c'est un morceau de viande. C'est mieux à l'extérieur parce que ça ne sait pas à l'intérieur. »* (Najma)

#### 2.1.2 Et les moyens de le contourner

La vision de relations entre garçons et filles n'est cependant pas monolithique, et certaines filles se défient de ces règles, et des formes de soumission qu'elles prescrivent implicitement.

L'exclusivité sentimentale, pourtant seule capable de légitimer la sexualité féminine dans le régime hétéro-patriarcale qui gouverne ces sociabilités juvéniles, peut par exemple n'être respectée qu'en façade, avec un sens de la duplicité que ne renieraient pas certains personnages des *Liaisons dangereuses*. Alors qu'on évoque la formation des couples avec les jeunes filles du lycée d'Alembert, l'une d'elle n'hésite pas à affirmer, avec l'approbation de ses copines : « *il faut toujours avoir un plan B. Moi j'ai fait ça j'assume. Genre quand ton petit ami il commence à être distant, tu casses avec lui tu pars avec l'autre* ».

D'autres, sans contester la velléité des grands frères de contrôler leur vie sentimentale, leur oppose leur propre capacité à résister et à ne pas se laisser dominer : « *Les garçons qui dominent et font les grands frères, c'est un peu le rôle du papa, le côté protecteur. Moi je dis "ne fais pas à une fille ce que tu veux pas qu'on fasse à ta sœur", mais ça ils comprennent pas. Moi j'aime pas qu'on me domine. Ici une fille à 4 h du matin dans la rue on lui dit rien, on se connaît tous donc* ».

D'autres enfin font valoir leur ruse et leurs aptitudes à la dissimulation, qui accroissent la possibilité d'entretenir des relations avec des garçons du quartier. C'est le cas de Binta :

*Sortir avec un garçon du quartier : il faut savoir se cacher. Parce que c'est pas bien vue par tous donc voilà... C'est prendre un risque. Par exemple on a des grands frères ils veulent pas. Mais si t'as pas de grand frère tu fais ta vie. Et puis "c'est pas correct une fille qui sorte avec un garçon" : c'est pas mon point de vue mais y'a des gens qui pensent qu'on est pas une fille bien. Après moi je m'en fou je sais me cacher. Je m'en fou si on m'attrape mais je reste cachée. Si le grand frère s'en mêle il faut se cacher du grand frère. Tant qu'on sait se cacher y'a pas de problème. Si on est malin ça va. »*

## 2.2 L'évitement de l'endogamie

Ce dernier témoignage fait cependant plutôt exception et les relations entre jeunes du même quartier ne sont guères envisageables pour la plupart d'entre eux. Deux explications se dessinent.

### 2.2.1 Endogamie territoriale et imaginaire incestueux

Les autres jeunes du quartier sont connus depuis l'enfance et sont perçus comme une fratrie. Dans ces conditions, l'idée même d'une relation avec l'un d'eux se révèle problématique et active un imaginaire quasi-incestueux. Une trop grande proximité, une trop grande indifférenciation, rendent taboues ces relations.

Cette indifférenciation est évoquée par Amar dans les termes d'un brouillage des identités de genre. Pour lui, « *sur le quartier on arrive à un stade où même les filles elles se prennent pour des garçons. On a tous grandi ici, c'est ce qu'on a en commun, donc pas de différence, fille, garçon, noir, arabe* ».

Pour Chloé cet excès de proximité rend tout simplement inenvisageable l'idée d'une relation : « *On se connaît depuis le bac à sable ; c'est comme des frères et sœurs. Je les considère comme des frères. y'a des couples mais moi c'est pas possible* ».

Même ressenti chez Amine : « *Sortir entre gens du même quartier ? Non pas trop. On se connaît, on a vécu ensemble depuis la primaire pour la plupart, c'est plus facile de rigoler. Pour sortir ensemble par contre, c'est un obstacle... On connaît leurs petits secrets etc... vu qu'on se connaît depuis longtemps ce serait difficile de dire les sentiments* ».

## 2.2.2 Endogamie et déclassement

L'autre obstacle à la construction de relations intimes avec des jeunes du quartier participe de la logique de mobilité sociale ascendante dans laquelle la plupart de nos enquêtés sont lancés. Cette perspective incite plutôt à partir en quête d'un.e partenaire extérieur.e au monde des quartiers :

*« je préfère les gars rangés, matures dans leur tête. Avec les gars de quartier, OK pour s'amuser, faire des trucs de mecs... » (groupe lycée d'Alembert)*

*Moi mon style de fille c'est pas du tout les africaines, donc c'est pas des filles à avoir comme amoureuse. (Amar)*

*« Moi je veux un mec qui soit pas de quartier. Un gars qui sait ce qu'il veut dans la vie, qui est ambitieux, qui traîne pas, qui travaille » (Chloé)*

## 2.2.3 Exogamie spatiale et usage des réseaux sociaux

Pour séduire loin du quartier et hors des réseaux d'interconnaissance déjà constitués, les réseaux sociaux sont d'un secours appréciable. Sans doute la réserve et la pudeur ont découragé nos interlocuteurs de développer de façon plus exhaustive les différents canaux par lesquels ils tentent de faire des rencontres. Ils nous ont cependant confessé faire un autre usage de Snapchat, que celui qui consiste à seulement rester au contact de son groupe d'amis.

L'application permet en effet de demander un code de mise en contact à un.e inconnu.e ou un.e quasi inconnu.e rencontré.e dans la rue ou dans une soirée. Pour les filles, cette option est sécurisante puisqu'elle permettra de faire tranquillement connaissance par messages privés avant d'envisager d'approfondir la relation. Les « DM<sup>114</sup> » d'instagram sont également utilisés pour discuter avec des inconnu.e.s attiré.e.s par un profil ou une photo partagée. De fait, dans l'un des groupes de Seconde réuni au lycée d'Alembert, lorsque nous demandons aux jeunes filles présentes de nous parler de leur usage de Snapchat et d'Instagram, toutes répondent en cœur : *« parler avec des gars ! »*

## 2.3 De la règle à l'usage

Notons pour finir que ces différentes règles, en particulier celle qui prohibe les relations entre jeunes du même quartier pour prévenir les jalousies et les rumeurs, connaissent des exceptions qui sont parfaitement acceptées par les interlocuteurs que nous avons rencontrés.

Pour Kamel, la tendance serait même à une sorte de libéralisation des relations entre filles et garçons sur le quartier, qui se mélangeraient davantage qu'auparavant:

*« Garçon fille : au collège c'est complètement séparé mais là ça a changé. Beaucoup plus de filles avec les garçons. Et plus on grandit... quand on veut faire des trucs avec les 20 et + : les jeunes générations sont plus dans la mixité de genre. Les couples se font à l'intérieur du quartier. Des mariages... rien ne s'y oppose... »*

Dans beaucoup de verbatim déjà cités, les jeunes excluaient pour eux-mêmes de nouer des relations avec d'autres jeunes de leur quartier sans en condamner le principe. C'est aussi le cas d'Amar, qui, après avoir exposé toutes les raisons pour lesquelles il ne conçoit sa vie sentimentale qu'en dehors du

---

<sup>114</sup> Direct Message, fonction de messagerie qui permet d'échanger des messages en privé

quartier, conclut en évoquant les idylles qui fleurissent sur le quartier : « *Mais y'a de belles histoires d'amour aussi...* »



# Chapitre 6

## Figures de jeunes de quartiers prioritaires :

### *Construction de soi et tiraillements identitaires*

Notre programme de travail ne proposait pas seulement un découpage « en tranche » de l'expérience des jeunes. L'entrée par thèmes, développée jusqu'à présent, devait au contraire servir de préalable analytique pour mieux recomposer l'épaisseur de cette expérience.

Les quatre entrées que nous avons retenues jusqu'ici apparaissent alors comme des cadres sociaux plus larges qui enserrent les expériences personnelles, organisent et les trajectoires. Depuis un regard en surplomb, ces cadres constituent des structures d'inégalité, organisées par des asymétries de pouvoir et des formes de dominations spécifiques à chacun d'eux, qui permettent de comprendre les régularités statistiques et les grands traits de comportement et de représentation qui singularisent ces jeunes par rapport à d'autres populations. Mais vus avec les yeux des jeunes eux-mêmes, de l'intérieur de leur expérience, ***ces quatre registres définissent des espaces de socialisation et de construction de soi***. Ils constituent des creusets d'identités et d'identifications avec lesquels chacun doit *composer*. Chacun de ces registres assigne une identité tout en incarnant un pôle d'identification qui peut être accepté, refusé, reformulé, à l'intérieur d'un *travail de construction identitaire* auquel chaque jeune, en tant qu'il est activement engagé dans sa propre socialisation, doit conduire pour élaborer sa personnalité d'adulte et trouver sa place dans la société<sup>115</sup>.

Ces registres constituent, chacun à leur façon, des *espaces de mise à la l'épreuve* ou la charge de « se construire » peut se trouver facilitée, alourdie ou empêchée : en l'absence de conscience de classe, la réussite scolaire et l'insertion mettent au prise un individu devant assumer seul la responsabilité de

---

<sup>115</sup> Alors que les approches classiques de la socialisation mettaient l'accent sur l'intériorisation de modèles, d'identités et de rôles sociaux imposés par la société et l'éducation, les approches contemporaines de la jeunesse montrent au contraire comment les jeunes sont actifs et construisent leur future identité d'adulte en opérant des choix et des positionnements devant les différents modèles qu'ils trouvent à leur disposition. Pour une vue d'ensemble, cf. Cécile Van de Velde, *Sociologie des âges de la vie*, Paris, Armand Colin, 2015.

ses succès ou ses échecs ; le quartier soumet à la tentation et au risque tandis que la « ville » reste inhospitalière aux mobilités ; le racisme dévalue l'identité ; les jeux d'identification de genre enferment dans des injonctions qui limitent les possibilités et les choix.

Mais chacun peut aussi constituer un espace ressource, renferme des potentialités d'identification positive : la réussite scolaire ou professionnelle permet de se projeter positivement dans l'avenir ; le quartier est un cocon protecteur ; l'ethnicité fait lien et soude à une communauté ; les amours peuvent ouvrir le champ des possibles...

Chaque jeune, en fonction des ressources dont il dispose, en fonction de la façon dont il est prépositionné dans ces espaces par ses caractéristiques personnelles et sa trajectoire, se trouve ainsi confronté à une série de questions auxquelles il pourra répondre plus ou moins aisément et plus ou moins positivement. Comment appréhender et interpréter sa propre position défavorisée dans l'espace social et scolaire, ses moindres chances de réussite à l'école et dans la vie ? Comment gérer son insertion dans des groupes de pairs, des sociabilités juvéniles marquées par un rapport fondamental à l'espace du quartier, à ses singularités mais aussi aux connotations plus ou moins stigmatisantes auquel il est associé ? Faut-il voir ou ne pas voir qu'on est associé à une « couleur », « racisé », et sujet à des formes de pénalité sociale spécifiquement attachées à cette condition ? Comment se positionner comme fille ou garçon, homme ou femme, dans un espace où les injonctions attachées aux identifications de genre apparaissent contraignantes ?

Par ailleurs, dans l'expérience concrète de chacun, aucun de ces registres n'existe à l'état isolé. Personne n'est « seulement » pauvre, homme, femme, descendant de migrant etc., il n'existe rien dans le monde réel qui ressemblerait à une « femme » ou un « ouvrier » à l'état « chimiquement pur. Dans la réalité, nous sommes tous des produits composites où s'entremêlent les influences attachées à nos différentes positions dans des plans d'expérience eux-mêmes multiples et diversifiés<sup>116</sup>. Et en passant de l'analyse des structures sociales, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, à une attention aux figures plus concrètes des expériences et des trajectoires des jeunes eux-mêmes, ce sont ces effets de composition qu'il nous faut reconstruire. **La question des relations entre ces registres devient alors centrale parce que ceux-ci constituent des creusets d'identification qui peuvent emporter les jeunes dans des directions contradictoires**, entrer en conflit, surajoutant ainsi une seconde épreuve à celle de leur construction identitaire. *Il leur faut trouver un fil rouge*, construire une cohérence, rester réussir à rester « eux-mêmes » alors qu'ils évoluent dans des mondes hétérogènes et souvent contradictoires. Pour comprendre comment les jeunes parviennent ou non à se construire, il faut chercher à saisir comment ils combinent ces différentes sources d'influence et d'identification, et, réciproquement, comme celles-ci se combinent plus ou moins harmonieusement dans des expériences et des trajectoires, et comment cet entrelacement imprime une orientation et un mouvement sur ces expériences et trajectoires.

En se livrant à cet exercice à partir du petit panel de jeunes que nous avons rencontrés, nous pouvons alors dresser quelques portraits types. Ces portraits correspondent à des *solutions* plus ou moins stabilisées au double problème de l'identification et de la mise en cohérence qu'on vient d'évoquer. Ils exposent aussi une gradation entre des situations où ces deux problèmes trouvent des solutions plus ou moins accessibles, et d'autres où la construction de soi est entravée, voire empêchée. Ces profils, cependant n'épuisent en rien la diversité des expériences de jeunes de quartiers populaires,

---

<sup>116</sup> Bernard Lahire, *Dans les plis singuliers du social*, La Découverte, 2013

ne serait-ce qu'en raison de la taille réduite de ce panel et des biais qui ont présidé à sa constitution, avec, notamment, une surreprésentation de jeunes lancés dans des trajectoires scolaires ascendantes. En revanche, chacun de ces portraits se dessine sur l'arrière-plan d'une condition commune définie par la rencontre des registres d'inégalités que nous avons analysés jusqu'à présent, par la rencontre, et souvent la mise en tension, de la condition et de la position particulière à laquelle les jeunes des quartiers se trouvent affectés dans chacun d'entre eux.

## 1 Ascèse et versatilité : les « caméléons »

Le terme « caméléon » est employé par certains jeunes de quartier en situation d'ascension sociale pour évoquer leur capacité à adapter leur conduite et leur manière d'être aux différents espaces sociaux où ils évoluent. Il désigne ainsi cette capacité à se mouvoir lestement, par exemple, de l'univers tout en retenue d'une grande école fréquentée par la bourgeoisie à celui des relations franches et du parler argotique propre au quartier. Dans cette première figure, c'est la versatilité, la capacité à élaborer une identité multiple, à cheval entre les registres, qui caractérise ces expériences de jeunes qui poursuivent des trajectoires de mobilité ascendante.

### 1.1 Différentes façons d'articuler les mondes

Cette aptitude à se mouvoir dans plusieurs mondes rassemble trois des jeunes que nous avons rencontrés : Lamine, Morgane et Luvenia. Tous trois sont en situation scolaire ascendante. Morgane poursuit ses études en BTS, Lamine prépare un bac ES et Luvenia est en première dans un grand lycée parisien.

Tous trois parviennent à se mouvoir dans les différents espaces sociaux où ils évoluent et entre les différents statuts qu'ils sont conduits à y endosser, de façon relativement fluide. Mais des différences sensibles les distinguent l'un de l'autre. L'effort requis n'est pas le même entre Morgane qui semble dotée d'une aisance naturelle et Lamine qui s'impose un véritable travail sur lui-même, travail de transformation et d'apprentissage de nouveaux codes et de nouvelles manières d'être.

Morgane est la plus « agile ». Elle continue de fréquenter assidument le quartier, et on a vu son niveau d'attachement et d'identification exceptionnels parmi les jeunes que nous avons rencontrés, puisqu'elle est la seule à s'imaginer y élever des enfants. Elle est « fière » de participer comme bénévole à son animation, par exemple lors de certaines fêtes de quartier, fière de contribuer mais aussi tout simplement fière « parce que c'est son quartier ». Elle vit en résidence étudiante dans le 15<sup>e</sup> et, certes, elle « préfère le quartier » parce qu'elle trouve les relations entre étudiants froides et l'ambiance peu conviviale, mais elle ne se refuse pas pour autant certains plaisirs typiques de l'hédonisme étudiant et « urbain ». Elle sort assez souvent, notamment vers les Abbesses, Pigalle, « *tous les lieux de sortie du 18<sup>e</sup>* », où elle aime bien fréquenter les cafés. D'ailleurs, même si ses « *amis du BTS* » ne sont pas forcément des gens « de quartier », ça ne l'empêche pas de développer des relations amicales avec certains d'entre eux, « *dès l'instant que c'est la mentalité des gens...* ».

Elle reconnaît par ailleurs qu'il n'est pas simple d'être une fille dans un quartier, que « *ça peut vite dérailler* », mais elle n'a personnellement jamais rencontré de difficulté parce qu'elle sait faire preuve

de prudence. Elle s'impose des règles claires, comme celle de ne jamais fréquenter de garçons du quartier. Perçue comme blanche, elle n'est pas confrontée au racisme. Quoique, comme si les policiers étaient dotés d'une sorte de sixième sens leur permettant de détecter les jeunes de quartier même lorsqu'ils sont blancs, elle reste une cible de contrôles policiers répétés traditionnellement plutôt perçus comme relevant du contrôle au faciès. Hormis ces inconvénients qu'elle parvient à gérer sans mal, Morgane présente ainsi une personnalité versatile, adaptée à des contextes très hétérogènes là où beaucoup achoppent, par exemple lorsqu'il s'agit de se fondre dans l'anonymat de la vie urbaine extérieure au quartier.

On s'en souvient, Morgane ne présente aucun sentiment d'appartenance de classe, estime qu'elle appartient aux classes moyennes (« *classe normale* »), et développe une vision très « entrepreneuriale » et « ascétique » des destins sociaux, où la réussite et l'échec de chacun dépend avant tout de ses efforts et ses mérites. Pour autant cette vision ne l'invalide pas : elle a toujours été plutôt bonne élève et poursuit aujourd'hui des études supérieures tout en multipliant les petits boulots, et réussit à vivre sa vie d'étudiante tout en étant financièrement autonome. Si elle semble adhérer à la culture individualiste qui fait de chacun « l'entrepreneur de sa vie », elle-même appartient plutôt à la classe des « entrepreneurs à succès »... Bref, Morgane évolue dans des univers multiples et souvent contradictoires entre eux, y occupe des rôles que beaucoup auraient du mal à conjuguer, mais elle se faufile lestement entre ces contradictions. Sorte d'individu palimpseste, elle parvient à « être » toutes ces facettes à la fois sans jamais, apparemment, se sentir écartelée ou prise à défaut.

Luvenia présente elle aussi cette « compétence du caméléon ». Elle s'adapte à des univers hétérogènes sans pour autant donner l'impression de devoir renoncer à une part d'elle-même ou solder ses idéaux ou loyautés personnelles. Pour elle cependant, l'articulation et l'harmonie entre les sphères semble moins acquise que pour Morgane. C'est plutôt par un subtil jeu d'équilibre qu'elle parvient à se « tenir » entre des sources d'influences hétérogènes, où elle puise avec parcimonie dans chacune d'elle des éléments « soutenant » capables contrebalancer ce qui se révèle ailleurs plus menaçant ou invalidant.

Ainsi, son attachement au quartier, aux copines, ne l'empêche pas d'apprécier la vie parisienne et d'apprécier l'anonymat. Elle sait s'habiller en conséquence lorsqu'il s'agit d'aller se balader dans les beaux quartiers pour « *se fondre dans la masse* ». Elle joue même de l'opposition des deux mondes pour construire un équilibre personnel car elle admet sans mal que « *le côté village [du quartier] peut être pesant (...) les rumeurs ça part vite* », mais c'est justement tout l'intérêt de vivre aux Amandiers que de pouvoir s'extraire lorsque ce poids devient trop menaçant : « *y'a qu'à prendre le métro pour se retrouver ailleurs* ».

Comme pour beaucoup, son arrivée au très sélectif lycée Charlemagne en plein cœur du Marais a constitué une épreuve, une confrontation brutale au stigmate de son origine sociale, territoriale et « raciale ». Mais son ancrage dans le quartier lui permet précisément de ne pas être totalement engloutie par cette expérience, de la tenir à distance et résister aux identifications négatives auxquelles elle la soumet, car d'autres copines du quartier ont aussi accédé à des filières générales. Au sein même de la sociabilité juvénile du quartier, elle trouve ainsi des ressources pour mettre à distance cette expérience douloureuse avec des paires confrontées à des situations similaires, à même de constituer des interlocutrices de confiance, capables de comprendre, avec qui parler et réfléchir ensemble. De fait, depuis qu'elle a intégré Charlemagne (elle entre en terminale au moment de

l'entretien), elle continue de côtoyer le même groupe de copines que pendant ses années collèves, qu'elle décrit comme « *des personnes qui sont un peu dans notre cas* », avec qui « *c'est un sujet de conversation – pas avec les copines qui sont en professionnel parce qu'elles le ressentent pas – mais les copines en général elles le ressentent* ».

Ce subtil jeu d'équilibre auquel s'adonne Luvenia se transforme, avec Lamine, en un véritable effort délibéré, calculé et méthodique, d'auto-transformation. Aujourd'hui étudiant (il est en attente d'affectation sur parcours sup au moment de l'entretien), il a obtenu un Bac ES au terme d'une scolarité qui, bien que tout à fait honorable, ne relevait pas de l'évidence : « *Moi j'aime pas trop l'école, mais je me suis forcé à réussir parce que j'ai que ça* ». Contrairement à Morgane et Luvenia, Amine à une conscience forte de venir du bas de l'échelle sociale et d'emblée, il présente sa trajectoire comme un combat pour grimper les échelons malgré les obstacles, le manque d'appétence pour l'école et les tentations de l'argent facile. Pour lui rien n'est simple et, malgré un parcours où pointe déjà une certaine réussite, il continue de se sentir sur le fil, en équilibre instable, toujours menacé de basculer. Il est vrai que son frère aîné, alors qu'il poursuivait ses études en BTS, est « tombé » récemment. Il est incarcéré à Fresnes.

Alors que Morgane et Luvenia se sont toujours tenues à bonne distance des « embrouilles » avec la bénédiction du groupe des pairs qui dévalue la participation féminine à la culture de la rue, celles-ci n'ont aucun secret pour Lamine. La culture de la rue constitue même un socle dont, à ses yeux, on ne se débarrasse jamais quand on est un garçon qui a grandi en cité : « *C'est au collège que tu crées ta bande d'amis et ça te suis toute ta vie... (...) On continue à se voir, on se retrouve tous au même endroit sur le même banc* ». Au cœur de l'expérience de Lamine, il y a cette culture de la rue dont on ne se défait jamais complètement mais dont il faut activement se protéger pour ne pas être happé. De nos trois caméléons, c'est à lui que la métaphore de l'ascèse convient le mieux car toute son histoire est celle d'une lutte intérieure pour « résister », ne pas tomber dans la facilité, se détourner de la séduction de « l'ambiance » et des transgressions ludiques, au profit d'un effort solitaire pour tenir le cap de la réussite scolaire : « *Moi les trucs dont j'ai eu peur c'est rater le brevet ou le bac... Peur d'être tenté... oui c'est dangereux* ». Impitoyable avec lui-même, il estime que la tentation et l'influence des pairs est résistible, que chacun est responsable et que ceux qui « sombrent » ne doivent au fond s'en prendre qu'à eux-mêmes. Mais, contrairement à Morgane, ce culte « entrepreneuriale » de l'individu responsable n'a rien d'indolore ni de valorisant. Il se sait et se sent menacé par la « tentation », il voit des proches, dont il se sait « semblable », copains, membres de sa famille, tomber. Il expérimente cette assignation à la responsabilité de son destin avec un mélange de conscience malheureuse et d'anxiété.

« Gars de quartier » aspiré par ses bons résultats vers le lycée général, le choc culturel est aussi fort pour Lamine que pour Luvenia et les autres. Mais on ne trouve pas, chez lui l'expression d'un malaise lié à la confrontation stigmatisante aux jeunes de classes moyennes et à des enseignants peu habitués aux publics des établissements prioritaires. « *C'était une autre ambiance. J'avais jamais vu ça moi. Mais j'aime bien.... Ce monde-là. Mais c'était vraiment différent, pas les mêmes personnes, les mêmes mentalités, ce qui vont les faire rire c'est pas ce qui va me faire rire, on est pas pareil, mais c'était bien....* » Surtout, la découverte de cette « autre jeunesse » va déclencher une prise de conscience de la distance de ses propres habitudes et de son mode de vie avec ceux requis par la réussite scolaire. Et il va entreprendre de se « transformer lui-même » par un mimétisme délibéré, où l'application *Snapchat* va lui servir, en quelque sorte, de salle de classe :

*« Je les voyais sur snap: ils commençaient leurs devoirs. On mangeait pas aux mêmes heures; des fois ils dormaient moi je mangeais. Ça m'a permis d'apprendre, de voir quelles priorités il fallait avoir. Vers la fin j'ai compris qu'ils avaient un mode de vie qui colle plus à celui qu'un élève doit avoir. Et ça m'a forcé à parler avec eux. A essayer de comprendre comment eux ils sont. C'est bien de savoir... moi je leurs disais pas ce que je faisais; ça allait les choquer; mais je l'ai compris après. Peut-être que si j'avais été au lycée avec ceux du collège j'aurais jamais eu mon bac »*

Cette bonne volonté et cette disposition positive de Lamine à l'égard de ses camarades de classe n'abolissent cependant pas la distance qui le sépare de ce monde des « autres » auquel il cherche à ressembler. Elle demeure comme une frontière, certes devenue plus poreuse, de ses sociabilités et de ses mobilités. Ses amitiés ne s'étendent guère au-delà de son milieu social et il ne sent jamais vraiment en phase avec les jeunes qu'il a fréquenté au lycée : *« Des potes en dehors du quartier ? Oui d'autres gars de quartiers. Les autres connus au lycée ? Mais y'a des trucs que tu peux pas leur dire, ils vont pas comprendre, alors que les gars de quartiers avant même que je leurs dise ils vont savoir on est pareil... »*. De même, il ne circule pas trop en ville, dans Paris, où il ne se sent guère à l'aise et, malgré la pression paternelle, il ne souhaite pas prendre une chambre en cité universitaire et préfère rester au domicile familial de la Porte Montmartre pour le moment. Lamine est un cas limite où la métaphore du caméléon est la moins opérante. Certes, avec les filles, il tente d'endosser les habits d'un jeune « urbain ordinaire » : *« Quand les filles nous parlent on fait semblant qu'on est pas d'ici. Moi j'utilise pas le quartier - je vais pas essayer de les impressionner avec ça... C'est pas plus compliqué avec les filles quand on vient d'un quartier. Juste des fois on doit améliorer notre façon de parler, ça c'est dur »*. Mais comme il le dit lui-même « c'est dur » et la compagnie de ses semblables reste la plus sécurisante. Et en même temps, ces mêmes semblables sont ceux qui risquent de le faire sombrer et basculer. Ils sont le siège de la tentation dont il se défend avec rage. En lui les mondes s'entrechoquent et l'emportent dans des directions opposées. Il est moins un caméléon qu'un projet pour en acquérir les aptitudes. Pour l'heure, il ne lui reste que la tension et la discipline intérieure pour résister à cette tentation qu'il ne peut pas éteindre. Pour Lamine, articuler les mondes reste une épreuve de force.

## 1.2 Monter : ressources et moteurs d'ascensions scolaires de jeunes de cité

Articuler les mondes est une épreuve et Lamine, Morgane et Luvenia ne semblent pas lutter à armes égales pour la surmonter. Qu'est-ce qui les poussent vers ces trajectoires et quelles ressources disposent-ils pour en affronter les périls ?

### 1.2.1 Des configurations familiales atypiques

Classiquement, les trajectoires de mobilité ascendante des jeunes des quartiers populaires sont associées à des configurations sociales et familiales atypiques offrant dès l'enfance une ouverture vers d'autres univers sociaux que le milieu d'origine<sup>117</sup>. Les informations nous manquent pour traiter adéquatement cette question, car celle-ci dépasse la portée de nos entretiens et de nos méthodes. De Morgane, nous ne savons pas grand-chose. Son père semble être ouvrier du BTP (« *il pose des fenêtres* »), mais il pourrait également être artisan à son compte. Sa mère est employée dans le domaine du service à la personne et elle est au chômage au moment de l'entretien. Elle est l'aînée d'une fratrie de quatre, et s'il est trop tôt pour saisir la pente de la trajectoire des plus jeunes, son frère

---

<sup>117</sup> Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, éditions de minuit, 1970.

est en licence d'histoire, indice que la trajectoire scolaire ascendante s'inscrit dans un cadre familial propice et qu'elle fait l'objet d'une stratégie parentale délibérée, privilégiant la scolarisation dans les établissements du secteur privé et un contrôle strict des sorties et activités des enfants. C'est d'ailleurs en évoquant l'éducation qu'elle-même a reçue qu'elle affirme imaginer pouvoir éduquer ses propres enfants en restant habitante de la Porte Montmartre.

La trajectoire familiale de Luvenia est mieux renseignée et elle porte clairement les signes d'hybridité souvent associés aux trajectoires de transfuges de classe. Son père est algérien mais il gagne la France avant l'indépendance, encore jeune enfant, et il est élevé par l'épouse de son oncle, « *une Française catholique* ». Par ailleurs, l'un des oncles de Luvenia est comptable, alors qu'elle-même envisage de suivre cette voie. Les conditions de sa socialisation familiale l'ont donc confrontée dès le départ à des pôles d'identification distincts du pur entre-soi des communautés émigrées d'Afrique du nord et du monde ouvrier ou des petits employés.

Quant à Lamine, c'est la présence d'un capital culturel hérité au sein de la famille qui singularise la configuration où il a grandi. Son père passe le bac alors qu'il vit encore au Sénégal et gagne la France pour faire des études supérieures. Il aurait « *un tas de diplôme, Licence, Master* ». Aujourd'hui il est éducateur spécialisé.

### 1.2.2 Hériter du projet promotionnel parental

Les ressources d'un capital culturel hérité ou de pôles d'identification extérieurs au milieu d'origine ne suffisent pas cependant à rendre compte de ce type de trajectoire ; encore faut-il que les individus acquièrent des cadres motivationnels, une « appétence », développent une « visée » pour entrer dans une carrière d'ascension sociale et scolaire dont a vu qu'elle est également éprouvante. Il faut qu'une puissance affective étaye la détermination requise pour conduire ce type de trajectoire et contrebalance l'affect contraire qui invite à rester fidèle à son milieu<sup>118</sup>. Et la littérature autobiographique produite par des transfuges de classe révèle souvent le caractère relationnel de ces étayages affectifs, qu'il s'agisse d'une rencontre quasi-amoureuse chez Didier Eribon<sup>119</sup> ou d'une relation forte et individualisée nouée avec une enseignante dans le cas d'Annie Ernaux. Dans ces cas, c'est le désir de plaire à un autrui rendu significatif par la formation d'un lien fort, qui va constituer le moteur d'une trajectoire promotionnelle qu'il faudra ensuite conduire en ne comptant pas ses efforts.

La littérature sociologique sur les descendants d'immigrés a depuis longtemps montré que le projet d'ascension sociale inscrit dans le choix migratoire des parents alimente les enfants en mobiles affectifs puissants enchâssés dans des liens de loyauté et un sentiment de dette<sup>120</sup>. C'est très précisément ce qu'explique Luvenia lorsqu'elle évoque sa réussite scolaire déjà exceptionnelle par rapport à la plupart de ses copines : « *C'est grâce aux parents. C'est pas des personnes qui ont beaucoup étudié. C'est des immigrés, et dans leur pays d'origine ils ont pas eu chance de pouvoir étudier. Nous il fallait qu'on la saisisse...* ». Mais dans son cas, cette injonction tacite à poursuivre le projet parental d'offrir un avenir meilleur aux enfants grâce aux opportunités du pays d'accueil se double d'une responsabilité supplémentaire liée à la situation de handicap vécue par plusieurs membres de la famille : « *peut-être parce que mon père il est mal voyant, ma mère elle a beaucoup de charge sur le dos, alors si moi je suis*

---

<sup>118</sup> Chantal Jacquet, *Les transclasses, ou la non reproduction*, PUF, 2014.

<sup>119</sup> Didier Eribon, *Retour à Reims*, Fayard, 2009, Annie Ernaux, *La honte*, Gallimard, 1997.

<sup>120</sup> Zaihia Zeroulou, « La réussite scolaire des enfants d'immigrés. L'apport d'une approche en termes de mobilisation », *Revue Française de Sociologie*, Année 1988, 29-3, pp. 447-470

*pas disciplinée, la charge est encore plus lourde. Et j'aimerais bien la rendre fière aussi* ». Ce même niveau d'attente parentale parcourt le témoignage de Lamine : « *Moi j'ai pris cette direction parce que j'avais mes parents derrière. Et j'ai vu que ma mère elle était trop contente quand mon frère a eu son bac.* » De même lorsqu'il évoque sa peur de la « chute », liée aux tentations de la culture de la rue : « *C'est pas la prison qui me fait peur, c'est le mal que j'aurais causé à mes parents* ». Ce sentiment d'une dette parentale à honorer déborde même le seul destin individuel et étend le sentiment de responsabilité à l'ensemble de la fratrie. Ainsi, alors que son frère est « tombé », Lamine ressent un sentiment de responsabilité encore plus fort à l'égard des petits frères qu'il estime devoir surveiller et guider dans le « droit chemin » : « *Et j'ai un petit frère à surveiller. Si demain je vais en prison qu'est-ce qu'il va se passer ? Il passe par les mêmes endroits les mêmes erreurs. Déjà fumer... Tous les grands frères ils flippent... Quand t'as un petit frère, c'est toi son père. Le père il peut rien faire, y'a que toi qui peut le voir. Le père, il est pas dans la rue...* »

### 1.2.3 La préservation du quant-à-soi : l'entrepreneur et le religieux

Enfin, l'épreuve de la mobilité expose au risque d'écartèlement induit par la confrontation à des pôles d'identification contradictoires. La compétence du « caméléon » réside dans une versatilité qui permet d'opérer dans ces mondes hétérogènes, mais elle ne rend pas compte de la préservation du sentiment d'unité et d'identité contre le risque de désarticulation et de perte du rapport à soi.

Le sentiment d'identité, comme sentiment d'être « identique à soi-même », comme possibilité de se reconnaître comme identique par-delà la diversité des temps et contextes de vie, comporte en effet deux composantes. La première relève des identifications singulières qui donnent un contenu déterminé à une identité et une personnalité : identités attribuées ou acquises par l'appartenance à des groupes (de genre, de classe, ethniques etc.), projets personnels ou professionnels, traits de caractère, etc. La seconde relève d'une conscience de soi en surplomb, permettant de dire « je » et de se vivre comme l'auteur véritable de ses choix, par-delà les changements pouvant affecter les identifications particulières. La formulation la plus rigoureuse de cette distinction a été proposée par Paul Ricoeur, qui oppose la « mêmété », identité-*idem*, pour où chaque personne se « reconnaît » par des traits sociaux et personnels déterminés, à l'*ipseité*, constituée d'un quant-à-soi en retrait des identifications multiples et diverses qui définissent une personne à un moment et un lieu donnés, et où une personne réussit à se reconnaître comme un « je », un sujet validant ou refusant les multiples options qui donnent corps à son identité-mêmété<sup>121</sup>.

Les déplacements dans l'espace social mettent toujours à l'épreuve l'identité car ils exposent à des identifications contradictoires. Banalement, le transfuge est toujours tiraillé entre la fidélité à ses origines et son identification à son nouveau groupe d'appartenance, ce dernier dévaluant l'identité de classe et le milieu familial de provenance. Le transfuge risque toujours de « se perdre », car se reconnaître dans l'une de ses identités le dispose à rejeter l'autre, et vice versa<sup>122</sup>.

Pour les jeunes que nous avons rencontrés, la menace portée sur l'unité de l'identité est encore plus forte car ils ne sont pas seulement soumis à l'opposition entre le « haut » et le « bas » de l'échelle sociale. Ils sont aussi à cheval sur des mondes multiples travaillés par les autres clivages que nous avons

---

<sup>121</sup> Paul Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990

<sup>122</sup> Pierre Bourdieu, « Les contradictions de l'héritage », in Pierre Bourdieu, *La Misère du monde*, Paris, le Seuil, 1993, pp.711-718

mis à jour : de territoire, de « race », de genre. Comment ces jeunes parviennent-ils à maintenir le sentiment d'une cohérence interne de leurs choix, de leurs engagements et de leurs orientations dans une telle situation ?

Morgane semble incarner le pôle d'une cohérence « entrepreneuriale » où le « je », érigé en principe de réussite par l'effort, colore chaque sphère pour en assurer la continuité. Ainsi, le quartier est dangereux à cause des « influences » mais lorsque les parents se donnent les moyens d'une bonne éducation et d'un encadrement serré, ils peuvent en conjurer le risque. La féminité expose au contrôle des grands frères et à la souillure réputationnelle, mais la ruse et sa capacité à s'extraire du contexte du quartier pour y vivre une vie totalement personnelle lui permet de passer entre les mines. La détermination à réussir permet de surmonter les obstacles scolaires lorsqu'on vient d'un quartier, etc. Bref, chez Morgane, on trouve une sorte de « je souverain » qui unifie les sphères de son expérience en y imprimant l'image de la force de sa volonté.

Luvenia, pour sa part, semble être l'héritière d'une hybridité sociale qui la place d'emblée dans la perspective d'un « moi » multiple, constitué d'éléments hétérogènes, à l'image de son père musulman élevé par une « française catholique » : « *Ça a toujours été un peu les deux* » résume-t-elle. Tout se passe comme si construire des passerelles constituait chez elle une disposition sociale héritée, lui permettant précisément ce « jeu » d'équilibrage subtil par lequel elle s'aménage un « quant-à-soi » en construisant une sorte patchwork identitaire dont la géométrie est dictée par la recherche d'une liberté personnelle accommodée avec le désir d'ancrage et d'inscription dans une communauté territoriale et familiale. Dans cette recherche d'un juste équilibre, la religion joue aussi pour elle un rôle important à un double niveau. D'abord parce qu'elle la « soude » à la communauté sans exiger qu'elle renonce à ses singularités. Car la force de la religion, à ses yeux, est sa capacité de « rassembler », d'éteindre, au moins provisoirement, les différends et les tensions : « *le ramadan, ça permet aux gens de se réunir ; au moment de l'aïd il faut demander pardon ça permet aux gens de se réconcilier* ». Plus encore, et à un second niveau, la religion est une source de stabilité intime, un fil rouge qui aide à faire face : « *La religion, ça apporte une sorte de paix intérieure (...) Et quand ça va pas très bien... c'est une source de réconfort...* ». Le religieux offre au « je » la part de transcendance que les engagements multiples et contradictoires risquent d'engloutir. Elle offre cette position en retrait où l'on peut se recomposer à l'abri de la pression et des tentations « terrestres », ce qui explique en grande partie son importance, pour Luvenia et pour d'autres, comme on le verra plus loin.

Encore une fois, c'est Lamine qui présente le moins de ressources pour préserver ce quant-à-soi et dérouler le fil rouge de son histoire. C'est sans doute là que réside le principe de son insécurité, de sa peur d'être emporté là où il ne veut pas, d'être englouti par un segment de son identité – celui adossé à la culture de la rue - qui viendrait annuler les autres – sa position scolaire, son statut dans la fratrie, son avenir. Un peu comme Morgane, il ne dispose que d'un « je entrepreneurial » pour mettre en relation les différents segments de sa vie : c'est ce « je » qui le conduit à résister aux tentations, à se rendre « digne » des attentes parentales, à poursuivre un parcours scolaire honorable malgré son manque d'appétence pour l'école. Mais il reste anxieux et ne parvient pas à se convaincre que cette « simple » puissance de la volonté suffira à assurer la continuité de sa trajectoire. Lamine, ici encore, constitue un cas limite dans ce groupe des « caméléons » : s'il aspire à cet œcuménisme identitaire que réalisent, à des niveaux différents, Morgane et Luvenia, cette aspiration reste un projet inabouti. Il reste tiraillé entre les orientations contradictoires auxquelles ses identifications hétérogènes

l'exposent. Il se sent fragile, et présente la conscience douloureuse que les coutures du patchwork dont il est fait menacent à tout moment de craquer.

## 2 L'alternative : les solidaires

Les « solidaires » partagent avec les « caméléons » des trajectoires scolaires ascendantes qui les confrontent à la différence sociale et aux préjugés, et qui les obligent à évoluer dans plusieurs mondes. Comme eux ils doivent affronter les contradictions d'identifications hétérogènes, mais contrairement aux « caméléons », ils gèrent moins le risque d'écartèlement en développant la versatilité de leur personnalité que par un engagement ou un projet d'engagement en faveur du quartier ou de la justice sociale. Ce projet leur permet de jeter un pont entre les mondes, et leur offre la possibilité de s'éloigner tout en restant proche, de combiner le salut individuel et la loyauté maintenue au groupe d'origine.

On s'en tiendra à l'exemple de Binta pour illustrer cette figure. On s'en souvient, Binta vient de passer en seconde générale après une scolarité très brillante dans son collège de secteur classé ZEP. De tous les jeunes rencontrés, c'est peut-être elle qui a la dent la plus dure à l'égard du nouveau milieu qu'elle découvre au lycée, qu'elle décrit comme « *des gens de la jetset* ». Elle s'y sent ostracisée à la fois comme élève issue d'un quartier et comme jeune fille d'apparence noire, et les comportements des jeunes « *pourris gâtés* » qui constituent l'essentiel de ses nouveaux camarades de classe l'indisposent au point qu'elle ne souhaite même pas tenter de nouer des liens amicaux avec eux. Elle oppose à leur attitude, qu'elle perçoit comme hautaine, l'*ethos* égalitaire et fraternel au principe des sociabilités populaires de son quartier : « *J'aime pas les gens qui... pour moi tout le monde est pareil, dès que quelqu'un essaie de se montrer supérieur c'est "toi t'es pas mon ami" »*.

A contrario, Binta valorise les sociabilités du quartier et pour elle, rien n'a changé avec son passage en seconde. C'est toujours avec tendresse qu'elle évoque son insertion et celle, plus large, de sa famille dans ces sociabilités « chaudes » et ces réseaux serrés d'interconnaissance : « *le passage au lycée change rien. Après mon rapport avec les gens du quartier il a toujours été pareil, j'ai trois grands frères, un frère travaille au centre d'animation, tout le monde le connaît, on l'appelle mini Mamadou* ». Elle défend le quartier contre la réputation extérieure qu'elle juge infondée, et assure que les jeunes, contrairement à l'image entretenue à l'extérieur, sont de « bonnes personnes ».

Pas de versatilité identitaire chez Binta, contrairement aux « caméléons » : elle entend « rester elle-même », c'est-à-dire « fille de quartier », alors même que sa trajectoire scolaire l'oriente vers l'extérieur, et elle met d'emblée à distance les sociabilités nouvelles que celle-ci pourrait lui ouvrir. En un sens, elle continue à arbitrer en faveur du groupe de pairs sans renoncer à sa trajectoire scolaire, comme elle le faisait déjà au collège, où ses bons résultats auraient pu la marginaliser : « *Être bon élève, on risque d'être coupé des autres. J'aime bien être avec les autres, faire des blagues etc...* ».

Mais clairement cette option est un arbitrage et il implique d'accepter les « inconvénients » de la vie de quartier. Comme pour toutes les filles rencontrées, le poids de la domination des garçons et des grands frères est le premier d'entre eux et, contrairement à Luvenia et Morgane, qui s'appuient sur leurs compétences de « caméléones » pour soustraire leur vie sentimentale au quartier et la vivre dans des espaces plus conventionnels, Binta fait partie de celles qui optent plutôt pour l'adaptation par la

ruse et la dissimulation. Sans rien ignorer des risques réputationnels encourus, elle s'estime « assez maline » pour éviter les problèmes.

Reste à comprendre quel ressort motivationnel demeure si la vie de jeune de quartier lui convient, que la culture urbaine des jeunes extérieurs ne l'attire pas... Bien sûr, comme nos « caméléons », Binta jouit d'un capital culturel hérité qui facilite sa réussite et son entreprise d'ascension scolaire : ses deux parents ont fait des études supérieures, ainsi que la totalité de la fratrie. Par ailleurs, le religieux lui apporte une ressource d'individuation qu'une pure conformité à la loi du groupe ne lui permettrait pas de ressentir : le monde du croire est celui des choix personnels, d'options vécues comme intimes, qui permettent de s'éprouver comme sujet tout en s'inscrivant dans un *tout* et dans un *nous* : « *Pour moi c'est comment on se qualifie, c'est une partie de notre personnalité, mais c'est comme tu veux si tu veux suivre tu suis, si tu veux pas tu suis pas* ».

Surtout, c'est la quête de la justice sociale qui permet à Binta de trouver les ressources affectives et motivationnelles permettant de mener de front un engagement identitaire fort dans la communauté populaire du quartier et une trajectoire de promotion scolaire, destinée à déboucher sur une mobilité sociale ascendante. Contrairement à la plupart de ses pairs, elle articule une conscience de classe à l'interprétation des destins scolaires, estimant que les familles des catégories les plus défavorisées ne disposent pas des ressources culturelles permettant de garantir l'égalité des chances. Depuis peu, elle s'engage dans les associations du quartier, dans l'animation des fêtes locales, l'organisation des compétitions sportives, ou encore dans l'aide scolaire. Plus récemment, elle a suivi une maraude dans les zones de concentration de demandeurs d'Asile du nord de Paris, et s'est aussi liée avec « *une fille en train de faire son asso sur les femmes dans les milieux pénitenciers et j'irai dans son asso quand j'aurai 18 ans. C'est vraiment intéressant parce qu'on parle pas des femmes d'Afrique de l'est dans les prisons. Elles ont vraiment des conditions difficiles...* ». Et ses choix et appétences scolaires trouvent dans cette sensibilité aux injustices matière à se nourrir. Elle envisage de faire une première STSS pour se spécialiser dans le champ de l'animation et devenir « *coordinatrice jeunesse ou directrice de Centre social* ». Sa matière préférée en seconde, c'est la géographie avec l'option « *média société et sciences économiques et sociales* », qu'elle a choisi, parce que ça l'aide à « *comprendre le monde* », elle qui voudrait « *essayer de faire disparaître les inégalités, je sais que c'est impossible mais chacun ses rêves* ».

On le voit, Binta redonne cohérence aux différentes facettes de son identité et de son parcours en lui imprimant une orientation solidaire, tournée vers l'amélioration de la vie des autres, lointains ou prochains, et plus singulièrement celle de ses pairs qui tous, n'ont pas sa « chance » d'avoir des parents capables de l'aider dans sa trajectoire scolaire. Cette orientation solidaire lui permet de contenir la tension de la fidélité et de l'éloignement, en lui offrant la possibilité de s'élever socialement sans rupture de loyauté, tout en se maintenant « parmi les siens », notamment dans cet avenir projeté de directrice de centre social. Cette perspective rend honorable et désirable, à ses propres yeux, sa trajectoire de mobilité alors que son fort attachement à la communauté d'origine pourrait en diminuer l'attrait. N'arrasant pas cependant toutes les tensions, cette option se soutient aussi d'une forme de religiosité permettant d'affirmer une authenticité personnelle plus intérieure, protégée du regard des pairs ou des lointains.

### 3 Au bord du précipice : figures de fragilité

Pris dans des sphères de socialisation et d'identification en tension, d'autres, enfin, peinent à se construire, à donner corps à un projet pour eux-mêmes et à trouver le fil directeur à leur trajectoire.

Najma incarne un versant féminin de cette fragilité où la variable de genre revêt une importance centrale. C'est elle qui témoignait de ce sentiment d'une brisure de la fraternité juvénile avec l'arrivée de la puberté et l'entrée dans l'âge de la séduction. Le risque réputationnel s'articule à la « rapacité » de jeunes garçons avides de conquêtes et pressés d'affirmer leur virilité. Le groupe des pairs, naguère protecteur et chaleureux, devient un espace inhospitalier et dépersonnalisant. Dans le témoignage de Najma, cette expérience est particulièrement violente et ses mots, déjà rapportés, dénotent du sentiment que c'est ni plus ni moins le visage humain de la « sœur » et de « l'amie » qui disparaît derrière le masque de la proie. Cette expérience la condamne à la mobilité, à la prise de distance avec son milieu, non pas seulement comme projet personnel de promotion sociale, mais également comme une sorte de condamnation à l'exil. Elle se trouve dans ce cas de figure où la « non-reproduction » est moins à lire comme l'aventure d'un « individu qui s'éloigne de son milieu » que celle « du milieu qui éloigne l'individu »<sup>123</sup>. Désormais ramenée à ce statut de « proie », elle ne se sent « plus vraiment chez elle » et se détourne des sociabilités juvéniles du quartier. Pour autant, Najma ne trouve pas dans l'urbanité conventionnelle des classes moyennes/supérieures une solution alternative qui lui permettrait de se réapproprier d'autres espaces, de se donner de nouveaux pôles d'identification. Elle n'est pas parvenue à nouer de nouveaux liens lorsque, lycéenne dans le 9e arrondissement, elle a côtoyé des milieux différents. Ceux-ci la renvoyaient de façon infériorisante à ses origines : « *d'ailleurs ma femme de ménage, etc.* ». De même elle n'éprouve aucun plaisir à arpenter les espaces de déambulation consuméristes et touristiques de la capitale, et c'est elle qui avait résumé ce sentiment avec cette formule : « *on se sent tâche aux Abbesses* ».

La situation de Najma est donc celle d'un exil sur place, où aucun pôle d'identification disponible ne lui est véritablement ouvert. Elle est en situation de vulnérabilité car cette impossibilité de s'engager équivaut à une impossibilité de se construire et de s'affirmer<sup>124</sup>. Elle ne se sent bien « *que chez elle* » et pourrait basculer dans l'apathie, se laisser dériver, faute de ne parvenir à prendre aucune direction. Par chance, elle dispose cependant de ressources, celles, culturelles et scolaires, héritées d'un père fonctionnaire français qui a fait des études en Arabie Saoudite. Si elle n'a guère de sympathie pour les bons élèves issus des beaux quartiers, cette ressource lui a permis de mener sa scolarité jusqu'au bac et elle réfléchit au moment de l'entretien à son orientation « *en fac de socio ou en médecine* ». De même, la vie d'étudiante en autonomie financière ne lui fait pas peur et elle se verrait bien, l'année prochaine, « *aller dans une autre ville que Paris. J'ai envie de m'éloigner... De vivre des choses pour moi* ». Et puis il y a la religion, qui lui apporte « *une certaine réflexion, un recul* ». Il reste que, mal dans son quartier autant que dans son « urbanité », la solution de l'éloignement pourrait se révéler douloureuse également. Quels nouveaux repères construire lorsque le milieu extérieur semble aussi peu hospitalier que l'étouffoir du quartier ? Bref, l'avenir de Najma reste ouvert et, au moment de notre rencontre,

---

<sup>123</sup> Chantal Jaquet, *La non reproduction*, op. cit. p.76

<sup>124</sup> Erik Erikson, *Adolescence et crise: la quête de l'identité*, Flammarion, 1972.

c'est la précarité de son ancrage dans un genre de vie, dans une option permettant de se construire, s'affirmer, de se lancer dans une direction déterminée, qui semblait dominer son expérience.

Enfin, au moment où nous le rencontrons, la vie d'Amar semble au point mort. Il est sans emploi après avoir abandonné l'école quelques mois avant le bac. Son témoignage est dominé par la figure du quartier comme espace de perdition, dont les tentations ont eu raison de son parcours. De fait, il est certes « *attaché* » à son quartier mais son ambivalence est forte, et il ne cache pas son aigreur par rapport à ce quartier et ces fréquentations dont il dit sans retenue, et au moment de son parcours où nous le rencontrons, qu'ils ont « *gâché sa vie* ». Son sentiment d'identité est mis à rude épreuve tant les seuls éléments que lui renvoient les espaces où il évolue se révèlent invalidant. Il ressent un racisme omniprésent et la seule façon dont il évoque son origine est tout entière contenue dans la dépréciation et les blessures du racisme. Les mauvaises fréquentations, certes, l'ont entraîné dans la chute mais il ne parvient pas à se préserver en invoquant d'autres mécanismes que celui des effets de pairs, toujours retournables contre soi puisque d'autres n'y ont pas cédés. Tout au plus regrette-t-il ne pas avoir été suffisamment soutenu, par manque d'équipements pour les jeunes, manque d'éducateurs et d'animateurs... Et s'il trouve quelques charmes malgré tout à la vie de quartier, son appartenance à cet espace possède aussi quelque chose d'infamant dans le regard renvoyé par la ville conventionnelle et les pouvoirs publics, car, il en est persuadé, les quartiers abritent les indésirables de cette ville touristique qui souhaite fondamentalement les chasser vers la périphérie. D'où le manque d'aide et de soutien pour les jeunes, dont il estime avoir fait les frais : « *Il y a des jeunes qui ont besoin d'aide mais personne les aide parce que personne les calcule* ».

S'il rêve d'un ailleurs lointain, d'un départ définitif à l'étranger, Amar paraît surtout désorienté. Aucune voie ne s'ouvre à lui : son appartenance au quartier lui colle à la peau et constitue peut-être sa seule ressource, mais celle-ci le menace plus qu'elle ne lui propose quelque issue. Son origine immigrée n'est qu'un handicap, elle ne fait ressource ni pour étayer un sentiment d'identité positive, ni comme réseau de solidarité ouvrant des opportunités de travail. Il ne se sent guère à sa place hors du quartier et n'entrevoit aucune issue à l'extérieur. Il est cloué sur place et ne trouve aucune direction vers laquelle s'engager. Au pire, il se laissera à nouveau séduire par les sirènes de l'argent facile... à moins qu'une alternative se présente... mais laquelle ?

# Conclusion

Les singularités des jeunes des QPV parisiens sont à l'image des singularités de la capitale elle-même. « Ville globale » dans un pays de tradition fortement centralisatrice, elle concentre l'essentiel des pouvoirs économiques, financiers, politiques et culturels à l'échelle du territoire national. Son économie a connu les évolutions typiques des *global cities* avec une surconcentration des populations très diplômées, des emplois de cadres dirigeants des secteurs de la finance, des hautes technologies, de la communication, des cadres et professions intermédiaires de la culture, de l'éducation, et de la communication, une forte diminution des emplois du secteur de l'industrie, ainsi qu'une spécialisation des emplois faiblement diplômés et rémunérés dans les secteurs des services les plus demandés par les cadres et les populations favorisées assurant une infrastructure de commodités et de facilitation diverses. De fait, les inégalités sociales sont fortes avec une population fortement dualisée entre des « très pauvres » et des « très riches », et surtout une importante contiguïté spatiale des inégalités. Les différents quartiers et arrondissements de la capitale sont fortement polarisés entre quartiers pauvres et quartiers riches, et un espace intermédiaire renforce cette contiguïté avec un phénomène de *gentrification* avancé. Ces singularités, à une échelle plus large, se traduisent également par un imaginaire fortement articulé autour de l'opposition Paris/Banlieue et Paris/province, traduisant une échelle de prestige dominée par la figure de centralité patrimoniale, culturelle et politique de la capitale, cette domination symbolique suscitant sa propre résistance, avec des expressions stigmatisant le « snobisme » et « l'arrogance » de ses habitants.

L'effet de la capitale sur le plan socioéconomique semble jouer dans deux directions.

Tout d'abord, en matière scolaire, un « effet Paris » aspire vraisemblablement<sup>125</sup> vers le haut les trajectoires d'une partie des jeunes des QPV. Cet effet est à la fois lié à la contiguïté des espaces et milieux sociaux, qui favorise une relative mixité sociale au sein de certains établissements, et par la qualité de l'offre scolaire elle-même, soutenue par l'attractivité de la capitale qui attire les bons enseignants et stabilise les équipes. Les jeunes de certains QPV parisiens, notamment ceux situés dans les zones gagnées par le « front » de la gentrification, accéderaient ainsi plus souvent aux filières d'enseignement général que ceux des autres territoires, à l'image de la jeunesse parisienne dans son ensemble, de même qu'ils seraient scolarisés plus longtemps, obtiendraient de meilleurs résultats au brevet des collèges et redoubleraient moins par la suite. Cet effet, en revanche, ne semble pas toucher les zones plus périphériques des Portes, moins mixtes, plus proches des banlieues qu'elles jouxtent. Le panel de jeunes que nous avons interrogé se caractérise par une surreprésentation de ces jeunes accédant aux filières secondaires générales et aux études postbac. Il a permis de mieux préciser les problématiques spécifiques auxquelles sont confrontés cette population, notamment le « choc » culturel auquel ils font face lorsqu'ils accèdent dans des établissements accueillants des jeunes issus

---

<sup>125</sup> des investigations statistiques et qualitatives plus fines seraient nécessaires pour valider complètement cette hypothèse. Le travail présenté ici n'a permis que de réunir un faisceau d'indices permettant de présumer de cet effet d'aspiration vers le haut.

de milieux favorisés et qu'ils sont confrontés à des enseignants peu habitués aux élèves de l'éducation prioritaire. Au travers de cette expérience, les jeunes, jusqu'alors « protégés » dans un entre-soi populaire d'égaux, « découvrent » la stigmatisation et la violence symbolique associée à distances sociales et aux différences de classe. Cette expérience est une mise à l'épreuve où non seulement ils doivent faire face à un sentiment d'infériorisation sociale qui fragilise leur rapport à eux-mêmes et leur sentiment d'identité, mais aussi à un conflit de loyauté et d'identification, le monde des pairs du quartier et celui des jeunes privilégiées du lycée s'opposant fortement. Alors que les regards portés sur les jeunes des quartiers sensibles sont généralement braqués sur les plus en difficulté, notre enquête révèle ainsi une forme particulière de fragilité associée aux mieux pourvus d'entre eux, confrontés aux risques d'écartèlement identitaire et de perte de sens associé à leurs déplacements dans l'espace social.

Le second effet de la localisation parisienne des QPV concerne l'importance prise par l'économie de plate-forme et par le micro-entrepreneuriat dans les trajectoires d'accès à l'emploi. L'enquête révèle en effet que beaucoup de trajectoire d'entrée dans le monde du travail croisent les chemins des nouveaux géants de ce secteur, tels qu'*Uber* ou *Deliveroo*. Ainsi à la traditionnelle opposition entre travail ouvrier et travail en « col blanc », il semble qu'une opposition entre salariat et entrepreneuriat vienne se surajouter. On le savait depuis longtemps : les jeunes des cités rejettent les emplois et le destin ouvrier, qu'ils associent à une forme de déclassement lorsque la communauté et la classe ouvrière se sont défaites et ne soutiennent plus l'image d'une identité fière associée à la condition ouvrière. Parmi les jeunes que nous avons rencontrés, une seconde opposition se dessine, marquée cette fois par le rejet de la condition salariale elle-même. La facilité d'accès et les conditions de travail dans les grandes plateformes comme *Uber* ou *Deliveroo*, les conduit à porter un très regard critique à l'égard d'un salariat où le coût d'entrée reste très élevé en raison de la forte sélectivité et des discriminations à l'embauche, et où la force et la rigidité de la subordination hiérarchique sont vécues par eux comme une forme d'exploitation. Ici, ce sont les formes d'accompagnement vers ce type d'activité qui peuvent poser question, les dispositifs et les professionnels du secteur de l'insertion étant davantage tournés vers l'accès à l'emploi salarié.

La singularité de la capitale affecte également l'expérience des jeunes de ses quartiers sur le plan des identités et de l'imaginaire territorial. La littérature sur les quartiers a déjà décrit l'opposition entre l'intérieur et l'extérieur, entre « nous » et « eux », et l'importance de la stigmatisation territoriale dans la genèse et l'organisation de cette opposition. Dans le cas parisien, cette opposition se colore d'une teinte particulière parce que l'espace de référence n'est pas celui d'une *ville comme les autres*. Les jeunes dans leurs quartiers se sentent associés à des figures d'altérité urbaines qui renvoient directement à la singularité parisienne, notamment les dimensions touristes, patrimoniales, ainsi que la symbolique du pouvoir, associés à cet espace. Ils opposent ainsi leur espace à la figure patrimoniale du Paris historique et touristique, définissant, pour reprendre l'expression de l'un d'entre eux, un « quartier » par l'absence de « monuments ». Parce qu'elle est la ville la plus visitée du monde, la « ville lumière », le « quartier » figure aussi l'envers de la carte postale : il correspond à ce qui n'a pas sa place dans la « ville spectacle », qui « détone » et qu'il faut soustraire au regard des touristes et des riches habitants attachés à la « beauté » de leur cadre de vie. Ils identifient enfin fortement la singularité politique, économique et symbolique de la capitale, valorisant notamment les potentialités d'expérience et de ressources qu'elle peut offrir. La symbolique avantageuse associée à la ville de Paris leur permet de se définir « parisiens » face aux jeunes de banlieues ou de province, qui, en retour, les renvoient leur « snobisme ».

Leur ambivalence au regard de cet espace de centralité est cependant très forte. Ils en sont sans en être. Ils sont Parisiens mais ressentent qu'ils incarnent « l'envers » de cette identité. Leur appropriation des ressources de la capitale reste entravée par ce sentiment de demeurer étrangers à cet espace où ils sont pourtant placés. Ils se sentent différents et le contact avec l'espace parisien central leur fait ressentir cet écart qu'ils incarnent, qui les dévalue, et leur rend la ville inhospitalière. L'entre-soi chaleureux et populaire du quartier contrebalance la froideur et l'anonymat de la ville mais il se retourne comme un gant en un espace de péril et de perte dont il faut se protéger. L'identification au quartier est forte, elle fonde une identité à part entière. Les logiques d'honneur qui règlementent la culture de la rue opèrent à l'échelle des rapports entre quartiers et organisent une large part des fameuses « rixes entre quartiers » qui préoccupent à juste titre les pouvoirs publics. Mais ces identités de quartier restent douloureuses et sont rejetées autant qu'elles sont endossées. Finalement, la condition proprement urbaine des jeunes prend la forme d'une énigme et d'un écartèlement, où ils sont étrangers partout, car totalement chez eux nulle part, mal à l'aise et mal arrivés aux deux pôles de leur territoire – la ville et le quartier – un pôle les rejetant vers l'autre dans une boucle infernale dont ils ne peuvent sortir qu'au prix d'arrangements et d'agencements identitaires personnels complexes, et au risque de sombrer d'un côté ou de l'autre. Côté ville, c'est alors la haine de soi et de ses origines. Côté quartier, l'étouffoir du contrôle de la communauté populaire, et les périls de la culture de la rue, sa violence et ses tentations. Si cette ambivalence n'est pas propre aux jeunes des QPV parisiens, on peut supposer que le poids particulier de la centralité parisienne en radicalise les termes.

Il est difficile d'affirmer que l'importance de Paris et de la région francilienne comme porte d'entrée des flux migratoires sur le territoire national impacte l'expérience des jeunes. Leur rapport à leur identité racialisée est marquée des mêmes dynamiques que celles qu'on retrouve dans d'autres territoires. L'ethnicité et d'abord toujours d'abord attribuée avant d'être revendiquée, et c'est les mille et une manières par lesquelles leur altérité « ethnique » leur est signifiée – de la faible mixité qu'ils observent sur leur quartier jusqu'aux manifestations ouvertes du racisme, notamment dans leurs interactions avec la police<sup>126</sup> - qui conduit les jeunes à lui accorder de l'importance. Elle est blessante dans les manifestations du racisme ou des discriminations parce qu'elle nie la personne et, à ce titre, elle l'atteint directement. Elle est gérée dans l'entre soi juvénile où elle est « resignifiée » en permanence dans une manipulation ludique et caricaturale des signifiants racistes, qui permet de les dédramatiser en les artificialisant, car ils prennent alors la consistance de rôles que l'on peut jouer ou refuser, dans un théâtre social dont la facticité devient plus concrète et palpable. S'il les limites, ce jeu n'annule cependant pas les blessures du racisme, ni, bien évidemment, l'ampleur des pratiques discriminatoires dont ces jeunes sont victimes.

Il reste que la conscience de leur condition sur ce plan reste entachée d'une confusion et d'une incertitude fondamentales car le racisme s'avance rarement à visage découvert, et les discriminations ne s'accompagnent jamais de l'explicitation des motifs discriminatoires d'un traitement défavorable. La conscience des jeunes est ainsi condamnée au trouble, à l'incertitude, au flottement : s'ils se savent désavantagés, ils parviennent rarement à s'accorder, ni entre eux ni même avec eux-mêmes, sur l'identification du critère (social ? territorial ? racial ?) en fonction duquel ils sont désavantagés. Ce trouble rajoute aux blessures du racisme car il empêche de se situer socialement, et de décrypter les

---

<sup>126</sup> L'expérience de l'enseignement général hors du quartier constitue un espace important où les jeunes « découvrent » qu'ils sont porteurs de phénotypes ethniques stigmatisants.

jeux sociaux qui pèsent sur la trajectoire de chacun. Il peut facilement faire basculer dans l'illusion de toute puissance selon laquelle chacun serait entièrement responsable de son destin, et dans l'illusion, à la fois contraire et complémentaire d'une détermination totale à l'échec par un racisme omniprésent.

Enfin, on a fait l'hypothèse que les opportunités proprement urbaines de mobilité et d'accès à des espaces ouverts et anonymes, offertes par la capitale, peut affecter le rapport des jeunes aux normes genrées contraignantes qui régissent la culture juvénile des quartiers. Là encore, en l'absence d'éléments de comparaison rigoureux, il est difficile de répondre à cette question. L'enquête, de même que les analyses et informations rapportées par les professionnels, révèle qu'une vie amoureuse plus ou moins clandestine se déroule à la fois à distance du quartier, dans les espaces d'anonymat offerts par la ville, et dans le secret à l'intérieur du quartier, où la ruse et la dissimulation apparaissent comme des tactiques ordinaires pour contourner le poids de la volonté de contrôle des grands frères et des effets de réputation dans l'espace d'interconnaissance. Elle confirme que les réseaux sociaux permettent d'accéder à des contacts extérieurs au groupe et de chercher des partenaires dans des espaces plus lointains que le seul horizon du quartier. Elle montre aussi, de façon plus transversale, l'existence d'un *gap*, d'un écart entre la règle et l'usage. Les professionnels comme les jeunes semblent tenir simultanément deux discours. Celui des lois non écrites, contraignantes, prohibant l'endogamie spatiale, appelant à la défense de la « réputation » des filles, les conduites de contrôle parfois agressifs et souvent excessifs des grands frères etc... Mais ils rapportent aussi un *envers*. Celui-ci est constitué de pratiques de séduction et d'une vie amoureuse clandestines au sein même du quartier, ainsi que de pratiques s'écartant délibérément de la norme – celle de l'exclusivité sentimentale par exemple, qui peut se dire dans l'entre-soi féminin derrière un conformisme de façade. Et cet envers relève enfin d'une tolérance collective à l'égard de certains écarts aux règles, finalement moins rigides que ne le laisse supposer le premier discours. Des jeunes filles affirment *imposer* leur émancipation *au sein même du quartier* par la force de leur caractère, pendant que des jeunes relatent de l'existence de relations amoureuses parfaitement officielles et acceptées au sein même du quartier.

Condition sociale, scolaire et monétaire, rapport au territoire, ethnicité, et enfin rapports de genre constituent au final quatre plans d'expérience et d'apprentissage pour les jeunes. Le tableau d'ensemble qui se dessine est alors celui de jeunes mis à l'épreuve dans la construction de leur identité et de leur personnalité. Cette épreuve est identificatoire parce que dans chaque espace se dessine des modèles de vie où il est difficile de distinguer le digne et l'indigne, le désirable et le périlleux *parce que ceux-ci, la plupart du temps, s'entremêlent* : la réussite scolaire peut fragiliser le lien affectif au milieu d'origine ; le quartier est à la fois un espace protecteur et destructeur, alors que la ville libère mais ne protège pas, car elle reconduit le stigmatisme attaché à l'origine ; l'ethnicité fait lien mais expose aux blessures du racisme ; la vie amoureuse peut porter ou transporter ailleurs, mais elle reste enserrée dans une série d'injonctions enfermantes. Chaque engagement est une énigme, car il risque de fragiliser autant qu'il ouvre une voie et désigne une direction pour conduire sa vie et formuler des projets.

Cette épreuve identificatoire est renforcée par le fait que les jeunes participent tous de tous ces mondes à la fois. Ils appartiennent à un milieu économiquement et culturellement défavorisé, à des quartiers régis par des règles sociales particulières, ils sont pour la plupart exposés au racisme et aux discriminations et participent à une trajectoire familiale plus large marquée par l'expérience migratoire, et ils baignent dans une culture juvénile fortement marquée par les injonctions de genre

asymétriques et contraignantes. Il leur faut tracer leur voie, creuser leur sillon, entre ces espaces d'épreuve et d'influences hétérogènes, qui, souvent, les emportent dans des directions contradictoires. Il leur faut trouver des agencements subtils permettant de sauvegarder une signification d'ensemble et une unité de leur « moi », un fil rouge entre ces univers où ils sont conduits à jouer des rôles et endosser des identités hétérogènes.

En déplaçant la focale de ces registres sociaux vers l'expérience singulière de chaque jeune, divers portraits-types prennent forme. Par-delà leur diversité, ces portraits sont hiérarchisés entre eux et donnent à voir une inégalité entre jeunes face à l'épreuve de construire son identité dans des univers d'identification contradictoires et hétérogènes. Alors que certains « dominent le jeu », parviennent à endosser des rôles multiples avec l'aisance du caméléon, d'autres achoppent, écrasés par des identifications négatives, flottent, incapables de prendre une direction, au risque de sombrer. Surtout, cette inégalité ne s'explique pas par des inégalités dans les aptitudes individuelles, la motivation ou la détermination de chaque jeune. L'analyse montre au contraire que plus les jeunes sont favorablement positionnés dans chaque espace d'inégalité dont ils participent, plus ils parviennent à donner un sens et un contenu à leur identité. Les « caméléons » sont ceux qui disposent des ressources les plus fortes, dont les parents ont plus souvent des diplômes, qui ont côtoyé des univers diversifiés dès l'enfance, qui sont moins soumis aux épreuves du racismes etc...

S'il n'est pas dans l'objet de ce rapport de proposer des pistes concrètes pour l'action publique, cette dernière observation incite cependant à rappeler que les jeunes des quartiers populaires *souffrent avant tout de l'ampleur des inégalités qui les désavantagent*. Ils sont pris dans des rapports sociaux plus larges qui les met aux prises avec la société française dans son ensemble, les inégalités sociales et scolaires, les rapports urbains, le racisme, les discriminations, les structures patriarcales qui l'organisent. Agir *sur* les quartiers et *sur* les jeunes peut sans nul doute leur permettre d'accéder à des ressources supplémentaires permettant d'être moins entravés pour construire leur trajectoire. Mais cette action ciblée ne saurait annuler les rapports sociaux qui donnent forme à leur expérience, qui relèvent de l'organisation sociale et politiques plus large et qui engagent des logiques de répartition inégales de biens, d'avantages et de privilèges entre groupes sociaux. Ils constituent une variable d'ajustement sur le marché du travail en raison *du fonctionnement inégalitaire de ce marché lui-même*. Ils sont orientés ou décrochent scolairement *parce que l'organisation du système scolaire français reste élitiste* et continue de favoriser les meilleurs. Ils restent pour partie étranger à la « ville », tout en en figurant une composante à part entière, *parce que les rapports entre les usages dans l'espace urbain restent dominés par ceux d'une partie de la population seulement*. Garçons et filles sont assignés à des rôles différentiels et asymétriques *parce que les cultures juvéniles réfractent les structures hétéropatriarcales plus larges qui organisent la société française*.

Les analyses présentées dans les pages qui précèdent donnent cependant à voir des jeunes en difficulté pour se *situer* dans le monde qui est le leur. La conscience qu'ils développent de leur place dans la société, des forces qui les portent et de celles qui les entravent, est confuse, incertaine, instable. Leur distance à l'expérience du mouvement ouvrier et des banlieues rouges est largement résumée par cette confusion. Alors que leurs aînés étaient guidés par une boussole sociale et politique qui leur permettait d'évoluer dans un monde doté d'une lisibilité, et d'associer leur condition à des causes et des mécanismes sociaux, les jeunes des quartiers populaires aujourd'hui sont au contraire plongés dans le brouillard. Ce résultat doit conduire les professionnels, comme les élus en charge de réfléchir aux politiques en direction de cette jeunesse, de se méfier de l'image d'une sorte de syndrome

*victimaire* souvent entretenue à leur sujet. Selon cette image, la jeunesse des quartiers serait emportée dans une spirale du renoncement et de la rage face à la figure tutélaire d'une « société » à laquelle ils attribueraient la responsabilité essentielle de leurs difficultés. Notre enquête montre qu'ils connaissent en réalité une situation inverse : les institutions, les injonctions auxquelles ils font face dans les domaines scolaires, de l'insertion, ou encore de la mobilité, de même que l'incertitude structurelle qui entoure les formes de discrimination auxquelles ils sont confrontés, les places subjectivement dans un rapport de responsabilité frontale et souvent écrasant face à leur destin, leurs difficultés, leurs succès et leurs échecs... Si des postures victimaire existent, elles figurent en réalité un pôle négatif de l'imaginaire des jeunes que nous avons rencontrés. Elles décrivent, à leurs yeux, la situation de ceux qui chutent et basculent dans le précipice et les dangers du quartier : la culture de la rue comme seul horizon, le business, les « conneries », la prison et finalement la mort... Tous ont cet horizon en tête, mais il fonctionne comme une figure repoussoir et tous cherchent comment s'en dégager.

Ce constat invite ainsi à ouvrir une réflexion sur les politiques et les pratiques professionnelles en matière de jeunesse, dont on sait qu'elles ont pour l'essentiel opéré leur conversion aux « nouvelles règles du social » et aux principes de « l'activation » et de l'état social actif<sup>127</sup>. Elles visent, transversalement, un jeune qu'il faudrait rendre plus « autonome » en le responsabilisant, en l'accompagnant afin qu'il se saisisse mieux des ressources à sa disposition et construise plus activement son propre parcours. Cette vision bute sur le paradoxe de jeunes qui sont finalement *déjà autonomes*, et qui le sont sans doute « à l'excès », car les obstacles qui se dressent sur leur route restent opaques dans leur regard. Ils ne parviennent ni à les appréhender clairement, ni à véritablement leur donner sens. Or une *pédagogie de l'autonomie* pleinement conséquente ne peut faire l'impasse sur cette question car on ne dépasse pas un obstacle en l'ignorant<sup>128</sup>. Il y a là un paradoxe sur lequel le groupe de travail a buté lors de notre séance conclusive et qui, indéniablement, reste entier : comment rendre autonome sans écraser, sans soumettre au poids d'une responsabilité condamnée à s'annuler elle-même en s'abîmant sur des obstacles qu'elle n'a pas sus, ou pus, appréhender ? En quoi les politiques publiques et le discours des institutions prend-il en charge une figure *réaliste et crédible*, auprès des jeunes eux-mêmes, de leur condition sociale, des conditionnements auxquels ils sont soumis, des rapports sociaux qui les désavantagent ? *S'émanciper*, tâche centrale qui incombe à la jeunesse, consiste, pour paraphraser Kant, à se dégager d'un état de tutelle. Mais peut-on réellement sortir de cet état de tutelle sans affronter sa propre condition, sans prendre conscience de sa *condition d'être conditionné* pour construire en toute conscience une position dans le monde, plutôt que de rester positionné par lui ? Sous une apparence abstraite, ces questions renvoient à des dimensions très concrètes dans l'expérience des jeunes. Ainsi, par exemple, lorsqu'ils évoquent ce « précipice » dans lequel ils craignent de tomber : celui-ci n'est autre que cette responsabilité qui s'annule elle-même, et qui finit, dans cet imaginaire qu'on a tenté de restituer, par conduire à la mort... Ainsi également de cette expérience des discriminations qu'ils vivent dans une totale incertitude, ne sachant jamais si réellement ils sont ostracisés, ni selon quels critères ils le sont : rien, dans le discours et les pratiques des institutions avec les quels ils sont en lien, ne leur permet de véritablement réduire cette incertitude, et ce d'autant plus que les professionnels et les dispositifs

---

<sup>127</sup> Léa Lima, *Pauvres jeunes*, op. cit.

<sup>128</sup> Paulo Freire, *Pédagogie de l'autonomie*, Eres, 2013 (1996)

publics traitent avec méfiance cette thématique, toujours suspecte, précisément, de flatter le penchant « victimaire » des jeunes<sup>129</sup>...

Bref, la politique de la ville, et les politiques dont les jeunes des QPV sont la cible, restent nécessaires, et apparaissent perfectibles. A l'épreuve de la jeunesse, précisément, elles font face à certains de leurs paradoxes les plus centraux, et se voient mis en demeure de faire retour sur elles-mêmes. Pour autant, elles ne sauraient atteindre pleinement leurs objectifs seules, sans qu'elles ne soit accompagnées d'une réforme plus large du droit commun et d'une série de transformations de la société française elle-même, et non simplement de ses « quartiers ». Car ceux-ci, fondamentalement, ne sont que le reflet inversé, donc solidaire, de celle-là. Et pour cette raison, tout deux ne pourront véritablement se transformer qu'ensemble, solidairement.

---

<sup>129</sup> Cf. par ex. les différentes contributions rassemblées dans Yaelle Amsellem-Mainguy, Régis Cortesero, Emmanuel Porte (dir.), *Education populaire et animation à l'épreuve des discriminations*, Les cahiers de la LCD n°8, 2018

# Annexe 1

## Un protocole de discussion et d'enrichissement des hypothèses avec les acteurs

Les résultats présentés dans ce rapport ont été produits au terme d'une démarche de recherche collaborative. Plutôt que de confier la maîtrise d'œuvre de la recherche à un « expert » proposant un protocole déjà construit, le questionnement, le cadre d'analyse et la préparation de l'enquête ont en effet été nourris d'échanges et d'éclairages avec les acteurs concernés par l'étude, qui ont de la sorte été placés dans une position d'expert, de témoin et de professionnel réflexif « cheminant » avec le chercheur dans une logique de co-construction.

La méthode retenue a consisté, dans un premier temps, à poser un premier jeu d'hypothèses et à les confronter au regard de professionnels et d'acteurs associatifs occupant des positions variées face aux publics « jeunes » des QPV.

Ces séances étaient guidées par l'objectif de mettre à profit l'expertise des acteurs pour nourrir l'enquête, à la fois d'informations et données de premières mains, mais également d'éléments de réflexion et d'analyse issus de leur propre travail réflexif accompagné par le chercheur. La méthode adoptée, proche de celle des ateliers d'analyse de pratiques, visait à outiller les participants afin de les rendre analystes de leur propre savoir, par un jeu de va-et-vient entre témoignage, réflexion dialoguée et apport de contenu (concepts et résultats de la recherche)<sup>130</sup>. Un protocole d'animation a été élaboré dans la perspective d'une animation en binôme avec le centre de ressources politique de la ville. Ce protocole permettait d'opérer un va-et-vient entre apports et mise au débat par un découpage des séances en trois temps :

---

<sup>130</sup> Altet M., « L'analyse de pratiques : une démarche de formation professionnalisante ? » Recherche et formation, n°30, 2000, 25-41

- Etat des lieux : les participants s'expriment sur leur expérience et leur ressenti



**Établir des constats**

- Apport théorique : exposé avec un bref état de la question du côté de la recherche



**Se doter d'outils d'analyse**

- Analyse collective : retour sur les constats dressés lors du premier temps et confrontation avec les éléments d'apport théorique.



**Construire un questionnaire et une analyse collective, qui alimentera l'étude**

Afin de lutter contre le risque de « verticalisation » des relations au sein du groupe, risque lié aux différences de rôles et de statuts (chercheurs versus acteurs ; acteurs du « fronts » versus tutelles hiérarchiques), diverses méthodes empruntées au corpus de l'éducation populaire ont été mobilisées, en particulier des techniques de constitution du groupe en début de séance par des jeux d'interconnaissance favorisant les liens de personnes à personnes, par-delà les positions et les statuts. Les règles régissant les discussions étaient également affichées en début de séance :

- Concision des prises de parole
- Parler en son nom propre et pas au nom d'une institution
- Non-jugement à l'égard de la parole de l'autre
- Anonymat : lors des comptes rendus, on effacera tout indice permettant de reconnaître les personnes lorsque la parole se fait critique

Le panachage des profils au sein du groupe de travail a été activement recherché.

Une diversité d'institutions et de métiers étaient représentés :

- Equipes de développement de la mairie de Paris
- Cadres de la Direction de la Démocratie, des Citoyen.ne.s et des Territoires (DDCT) de la ville de Paris
- Cadres de l'éducation nationale (chefs d'établissement)
- Educateurs de prévention
- Experts en urbanisme
- Professionnels de centres sociaux
- Professionnels de l'animation jeunesse/animateurs de terrain
- Conseiller mission locale
- Etc.

Cette diversité a permis de mobiliser des niveaux de témoignage et d'expérience différents et complémentaires, certains jeunes animateurs, eux-mêmes issus de QPV parisien, s'exprimant parfois

« en tant que jeunes », alors que d'autres acteurs, responsables de coordination et de programmations d'équipements éducatifs, pouvaient alors réfléchir à leurs propres orientations devant ces témoignages qui auraient pu émaner presque « sans filtre » de leurs publics.

Les séances ont respecté le canevas thématique et analytique retenu au démarrage de la démarche. Lors de chaque séance, un thème particulier était traité, et l'apport proposé par le chercheur consigné sur un diaporama était présenté en milieu de séance. Les séances, au nombre de 5, ont obéi à l'enchaînement thématique suivant :

- > Question sociale et pauvreté des jeunes/situations au regard du travail, de l'emploi et de la formation
- > Question urbaine et rapport au territoire
- > Question ethno-raciale et mobilisation des identités liées aux origines
- > Garçons et filles des quartiers : la question du genre
- > Séance de synthèse pour s'accorder sur les lignes de force de l'enquête

Conduites en amont de l'enquête proprement dite, ces séances de travail ont permis de faire avancer la problématique, d'affiner les questions afin répondre au mieux aux préoccupations des participants. Certaines hypothèses ont été retravaillées, de nouvelles ont émergé. Le guide d'entretien qui a servi ensuite à interviewer les jeunes a ainsi pu être enrichi à partir de ces apports. Enfin, les témoignages livrés par les participants ont permis de constituer un premier ensemble de résultats et d'observations qui alimentent, tout comme les entretiens menés avec les jeunes et les professionnels rencontrés sur les sites de l'enquête, les résultats finaux de cette étude.

# Annexe 2

## Le groupe de travail : les participants

	12/04/2018	03/05/2018	24/05/2018	07/06/2018	19/06/2018
	Question sociale	Question urbaine	Question ethno-raciale	Question du genre	Synthèse
DDCT - Chargé de Mission Jeunesse					
DDCT - EDL 14e					
DDCT - EDL 17e/18e					
DDCT - EDL 18e					
APUR					
Centre social la 20e chaise					
Mission locale 19ème					
Association ESSE					
Casdal 14 Paris Anim 14e					
Jeunesse Feu Vert 20ème					
Le cercle taekwondo des Archers					
EPJ Belleville					
CSAPA Emergence					
Plus loin					
Association Education et Devenir et E.N.					

# Annexe 3

## Liste des entretiens

Pseudonyme	Âge	Quartier	Origine	Situation actuelle	Niveau scolaire atteint à la date de l'entretien
<b>Alexis</b>		Amandiers	D'apparence blanc	Animateur jeunesse	Master Sociologie
<b>Boris</b>		Amandiers	D'apparence noire	Service civique association du quartier	Diplôme d'ingénieur
<b>Habib</b>		Amandiers	D'apparence noire	Salarié association du quartier	Bac pro
<b>Elevés seconde SPVL lycée d'Alembert</b>	17 élèves entre 15 et 17 ans répartis en 3 groupes	Tous issus des QPV des 18e, 19e et 20e arrondissements	D'apparence noire pour la quasi-totalité	Lycéens	3e
<b>Kamel</b>		Porte Montmartre	Algérie, né en France	Salarié associatif	BTS communication
<b>Amar</b>	22	Porte Montmartre (Trois Tours)	Maroc, arrive en France à l'âge de 7 ans	Recherche d'emploi	Bac pro gestion abandonné
<b>Morgane</b>	21	Porte Montmartre (Clignancourt)	d'apparence blanche	Étudiante/salariée (association)	BTS RH

<b>Najma</b>	19	Porte Montmartre (Charles Hermite)	Comores, née en France	Étudiante (en attente d'affection au moment de l'entretien)/salariée (intérim, babysitting etc.)	Bac technologique (ST2S)
<b>Chloe</b>		Amandiers	Guinée; née en France	Recherche d'emploi	Bac pro secteur social
<b>Luvenia</b>	17	Amandiers	Algérie, né en France	1ere lycée général prestigieux	
<b>Amine</b>	19	Amandiers	Tunisie; né en France	Etudiant BTS biologie	Bac S
<b>Lamine</b>	18	Porte Montmartre	Sénégal né en France	Etudiant	Bac ES
<b>Binta</b>		Porte Montmartre (Trois tours)	Guinée; née en France	Lycéenne	2de générale
<b>Ousmane</b>	21	Porte Montmartre		Livreur	Bac pro restauration et BTS abandonné